

Département de la  
Seine-Saint-Denis

Arrondissement du Raincy

Canton de Sevrans

# VILLE DE SEVRANS

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 16 OCTOBRE 2025

### Présents

BLANCHET Stéphane  
BERNEX Brigitte

BACH RUSSO Safia  
CHANTRELLE Laurent

BACON Jean-François  
ARAB Dalila  
JACQUART Ludovic  
MEKKI Chérifa

CHAUVET Claude  
DA SILVA Elodie à partir de  
20:20 et jusqu'à 02:13  
BASTARAUD Sébastien  
MOULINNEUF Serge

PEDRAZO Jennifer jusqu'à 00:41  
GAUTHIER Raymond

ROUSSEL Danièle  
BOITTE Gilles  
BATUAMBA Ivette  
VELTHUIS Asaïs  
KOUYATE Hawa à partir de 19:13  
PRUNIER Gérald

CHERIGUENE Abdelouaheb à partir de 20:47

LARDIC Stéphan  
WAVELET Manuel

BRAIHIM Marwa  
GUE Elisabeth  
DI ZAZZO Jean-Charles  
MABCHOUR Najat

GEFFROY Philippe

CORDIN Olivier jusqu'à 02:15  
BOREL YERETAN Stéphanie  
jusqu'à 01:58

PERRAN Dominick  
LIBERT Arnaud jusqu'à 01:36

SAKI Mireille  
JOUS Sullivan

### Excusés ayant donné procuration

AGUIRREBENGOA Carole  
MERIGUET Dominique  
BENAMMOUR Mériem

MOILIME Hassanata  
YILDIZ Umit  
CHERIGUENE Abdelouaheb  
CAMARA Mariama  
BAILLON Jean-François  
CAMARA N'Na Fanta  
HAMD AOUI Naïma  
ETIENNE Walnex  
PEDRAZO Jennifer

LOUJAHDI Brahim

donne procuration jusqu'à 02:15 à  
donne procuration à  
donne procuration à  
donne procuration à  
donne procuration à  
donne procuration à jusqu'à 20:47  
donne procuration à  
donne procuration à  
donne procuration  
donne procuration jusqu'à 01:58 à  
donne procuration jusqu'à 01:36 à  
donne procuration à partir de 00:41 à  
donne procuration à partir de 01:22 à

CORDIN Olivier  
CHAUVET Claude  
BOITTE Gilles

BACH RUSSO Safia  
BACON Jean-François  
MEKKI Chérifa  
BERNEX Brigitte  
ARAB Dalila  
GEFFROY Philippe  
BOREL YERETAN Stéphanie  
LIBERT Arnaud  
CHANTRELLE Laurent  
GAUTHIER Raymond

**Excusés et absents**

LIBERT Arnaud à partir de

01:36

PERRAN Dominick à partir de

01:36

ETIENNE Walnex à partir de

01:36

BOREL YERETAN Stéphanie à partir de 01:58

DA SILVA Elodie à partir de

02:13

CORDIN Olivier à partir de

02:15

AGUIRREBENGOA Carole à partir de 02:15

HAMDAOUI Naïma à partir de

01:58

**M. le Maire.**- Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, chacun ayant rejoint sa place, je peux demander à la Directrice générale des services de faire l'appel pour constater le *quorum*.

S'il vous plaît, Madame la Directrice générale des services.

*(Sophie Aubourg procède à l'appel nominal.)*

**Mme Aubourg.**- Nous avons le *quorum*, Monsieur le Maire.

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

*(Raymond Gauthier est désigné secrétaire de séance.)*

Je vous informe avoir fait déposer sur vos tables des pièces complémentaires pour l'ordre du jour de notre Conseil municipal de ce soir, concernant :

➤ L'ajout de quatre délibérations au chapitre des affaires générales portant sur :

- le nombre d'adjoints au maire de Sevrans ;
- l'élection de la liste des adjoints au maire ;
- la révision des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des

conseillers municipaux délégués, etc.

➤ L'ajout d'un vœu pour la paix, la fin du blocus humanitaire à Gaza et des sanctions contre l'État d'Israël.

➤ La modification de la délibération relative au parvis Paul-Éluard, nous en reparlerons en détail.

➤ La modification du vœu concernant le CDG Express.

➤ La modification de l'ordre des délibérations : la délibération qui traite de la garantie d'emprunt sur les travaux d'investissement de la halle alimentaire du marché de Sevrans suivra la délibération concernant la subvention exceptionnelle à l'association Ourcq Can'ohe Club Sevransais.

Enfin, une dernière information : les subventions aux collèges et lycées de Sevrans pour l'année scolaire 2025-2026 et les subventions coopératives scolaires pour l'année scolaire 2025-2026 vous sont proposées par assentiment.

Cela étant dit, nous pouvons aborder le chapitre des affaires générales avec l'approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 26 juin 2025.

**M. Geffroy.**- J'ai une question, Monsieur le Maire.

**M. le Maire.**- D'accord. Monsieur Geffroy ?

**M. Geffroy.**- Monsieur le Maire, merci.

Mes chers collègues, bonsoir également. Bonsoir, Monsieur le Maire.

À cet instant précis, Monsieur le Maire, je crois que c'est tout de même important, nous sommes à la fin d'un mandat et, si l'opposition se lève et quitte la séance, vous n'avez pas le *quorum* pour établir ce Conseil municipal. Je trouve cela dommageable et particulièrement inadmissible de la part de conseillers de votre majorité, qui reçoivent toutes et tous une indemnité. Si je pointe également la présence dans les commissions, tel que le règlement le prévoyait, bien souvent, les conseillers de la majorité ne sont pas présents.

Nous ne quitterons pas la séance, car des sujets trop importants pour Sevrans seront abordés, mais je pense qu'il faut mobiliser les vôtres, Monsieur le Maire. C'est important. Les Sevransais nous regardent, ils méritent la tenue d'un Conseil municipal à la hauteur des enjeux de cette ville, qui sont souvent dans des états pour le moins difficiles.

Je vous demande donc, Monsieur le Maire, et je sais que vous le ferez, de mobiliser les vôtres. Vous avez une majorité, vous avez plus de 30 sièges dans cette assemblée, et nous, opposition, n'en avons aujourd'hui que 11, ou 12 par rapport à ce qu'il s'est passé. Il faut mobiliser, il faut respecter les Sevransais.

**M. le Maire.**- Monsieur Cordin.

**M. Cordin.**- Je change de sujet. Nous sommes en période pré-électorale et nous voyons fleurir un peu partout dans la ville des affiches politiques pour tel ou tel parti, tel ou tel candidat.

Je vous rappelle, Monsieur le Maire, que, en tant que premier magistrat de la Ville, vous devez faire respecter les règlements et les lois sur l'affichage sauvage. Je vous demande donc solennellement de le faire et de demander aux partis et aux candidats qui pratiquent de l'affichage sauvage un peu n'importe où dans la ville, qui la dégradent, de retirer leurs affiches, ou vous passerez par le préfet ou leur poserez les amendes prévues dans les règlements, dans les lois.

Il n'est pas normal, à chaque élection, de voir notre ville couverte d'affiches qui n'ont rien à faire là. Je ne mentionne personne, mais tous ceux qui sont concernés se reconnaîtront. Des règles existent, elles ne sont respectées à aucune élection, il s'agirait que l'on s'y attelle. Cela commence à bien faire.

**M. le Maire.**- Merci, Monsieur Cordin.

Cela étant dit, nous pouvons passer au déroulement de l'ordre du jour avec l'approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 26 juin 2025.

### 1 - Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 26 juin 2025

**M. le Maire.**- Avez-vous des remarques ou des interventions ? (*Aucune*)

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 1.

Adoptée par	41	voix	Unanimité	
Présents ou représentés	43	voix		
Exprimés	41	voix		
Pour	41	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, VELTHUIS Asaïs, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb (pouvoir donné à MEKKI Chérifa), LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIRREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan	DA SILVA Élodie et KOUYATÉ Hawa étaient absentes lors du vote de la première délibération
Contre	0	voix		
Abstention	0	voix		
NPPV	2	voix	BATUAMBA Yvette, MABCHOUR Najat	
				Arrivée de KOUYATÉ HAWA à 19:14

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

## 2 - Dénomination du parvis Paul-Éluard

**M. le Maire.**- Vous le savez, vous le connaissez bien, ce parvis se situe devant le centre administratif Paul-Éluard. Dans la cour, nous nous sommes rassemblés à plusieurs reprises pour différents événements, en particulier lors de la cérémonie en souvenir des attentats du 13 novembre 2015.

Dix ans plus tard, nous continuons, comme chaque année, à nous rappeler le souvenir de Patricia San Martin et d'Elsa Delplace, sa fille, mais aussi de toutes les victimes des attentats des terrasses du Stade de France et du Bataclan.

Dix ans plus tard, nous avons décidé de soumettre à l'approbation du Conseil municipal, de notre assemblée, la dénomination du parvis Paul-Éluard aux noms et prénoms de Patricia San Martin et d'Elsa Delplace.

Sébastien Bastaraud.

**M. Bastaraud.**- Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous.

Effectivement, en janvier 2015, nous étions frappés par des attentats d'abord à Charlie Hebdo, puis à l'Hypercacher à Paris. En novembre 2015, d'autres attentats étaient survenus au Stade de France et dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, y compris au Bataclan. Ce sont des événements qui nous ont tous bouleversés, marqués, et je crois que chacun d'entre nous se souvient où il était ces soirs-là. La France a été complètement bouleversée par ces attentats meurtriers qui ont frappé notre sol.

Vous le savez tous, nous commémorons chaque année la mémoire de Patricia San Martin et de sa fille, Elsa. Comme M. le Maire le disait, il nous a semblé important dans le cadre de ce parcours de mémoire, pour les dix ans, de marquer l'espace public de ces personnalités sevranaises qui, nous le savons, ont joué un rôle important pour la commune. Nous pensons particulièrement d'abord au travail de bibliothécaire, puis au travail syndical de Patricia San Martin, qui, pendant des années, s'est dévouée corps et âme pour la Ville, pour les Sevranaise et pour les agents de la Collectivité. Nous savons aussi son histoire, puisqu'elle avait quitté une dictature et meurt tragiquement dans des attentats à Paris.

Marquer l'espace public en dénommant cette place est donc un acte fort pour la Collectivité : c'est décider de nous rappeler ensemble dans l'espace public l'importance d'être rassemblé de manière fraternelle, d'être rassemblé pour que nous n'ayons plus jamais ce type d'atrocités sur nos territoires.

Ce travail de mémoire pour le 13 novembre est porté avec cette dénomination de la place, mais aussi dans le cadre d'un parcours mémoriel que nous organisons. Comme chacun le sait, nous l'avons annoncé, nous avons pu poser la première pierre de la maison de la Mémoire et des Anciens Combattants et l'un des premiers travaux de cet équipement public consistera à travailler sur cette question.

Vous avez certainement reçu la programmation de l'Université populaire inter-âges. Cette année, nous avons fait le choix de nous inscrire réellement dans ce parcours mémoriel à l'occasion des dix ans. Plusieurs dates sont prévues. Nous avons souhaité nous inscrire dans ce travail de mémorialisation, y compris dans le remarquable travail qu'a mené en particulier Denis Peschanski avec plusieurs historiens. Ce travail interdisciplinaire engage justement toute une dynamique pour faire en sorte que la mémorialisation de ces attentats intègre parfaitement l'histoire mémorielle de notre pays, que l'opinion publique se rappelle et n'oublie pas.

Nous aurons plusieurs rendez-vous en octobre et en novembre. Nous irons à Paris voir l'exposition dénommée « Je suis Paris, 10 ans après », avec une collecte d'objets retraçant ce tragique épisode, ainsi que l'exposition « 13 novembre 2015 : que dit la science des attentats ? » à la Cité des sciences. Nous assisterons également à la conférence « Faire face » le 22 octobre, dans le cadre de l'UPI, qui sera portée par Denis Peschanski.

L'idée pour nous est de réaliser ce travail de mémoire à l'occasion de ces dix ans, de le marquer particulièrement, et, bien entendu, de le faire avec la section locale CGT de la Ville, que nous avons pu rencontrer cette semaine avec M. le Maire pour organiser tout le protocole. Cette année, nous aurons l'honneur d'intégrer dans le protocole municipal une halte à la Bourse du Travail, où la personnalité et, je le disais, tout l'engagement de Patricia San Martin pour la Ville, pourront être commémorés.

C'est un souvenir qui nous bouleverse, qui nous touche encore chaque année. À chaque fois, nous voyons des agents qui, bien que cela fasse dix ans - dix ans, finalement, cela peut paraître loin, mais c'est en même temps si proche -, se rappellent cette mémoire, cette Sevranaise, cette agente de la Ville qui travaillait pour nous, et sa fille.

Je me permettrai de terminer en ayant une pensée pour son fils, qui était avec elles ce soir-là et qui, lui, a survécu. Je n' imagine pas comment un enfant peut grandir sans une maman, et encore plus en sachant qu'elle a été emportée par des actes aussi atroces.

Bien évidemment, M. le Maire l'a dit, je vous donne rendez-vous le 13 novembre sur la place devant le centre administratif pour marquer Sevrans de cette histoire, de ces personnages, des personnalités d'Elsa et de Patricia, pour leur faire honneur.

Merci.

**M. le Maire.** - Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.** - Merci, Monsieur le Maire.

Nous sommes tout à fait à vos côtés pour marquer cet hommage. Toutefois, nous regrettons, Monsieur le Maire, que vous n'y associiez que la Municipalité. Vous y associez 31 personnes sur les 45 élus que compte le Conseil municipal, et vous rejetez même 2 personnes de votre majorité qui ne sont pas membres de la Municipalité. La Municipalité, ce sont les adjoints et les conseillers délégués.

Je pensais que vous n'étiez plus dans cette optique depuis un certain temps, puisque nous recevons des invitations au nom du Conseil municipal, par lesquelles nous sommes donc tous représentés.

Aussi, je souhaiterais que, dans cette délibération, le terme « municipalité » soit supprimé et remplacé par « la Ville de Sevrans » ou « le Conseil municipal », pour que l'ensemble des élus honorent cette place du parvis de ces deux personnages, qui ont été victimes d'actes barbares à cette époque.

Par ailleurs, Monsieur Bastaraud, vous évoquiez tout à l'heure dans vos propos la maison des Anciens Combattants. J'y suis passé en allant sur la tombe de mes parents récemment, et qu'ai-je constaté ? Il y a un an, on nous avait promis une maison des Anciens Combattants pour le 11 novembre 2025. Je n'ai vu que trois pierres apposées par Mme Autain. Or, trois pierres, cela ne me semble pas une maison des Anciens Combattants à la date prévue.

Ce n'est pas une polémique, c'est simplement...

*(Réaction de Sébastien Bastaraud)*

Non, ce n'est pas une polémique, Monsieur Bastaraud, c'est simplement un constat par rapport à des promesses. Les anciens combattants sont aussi des personnes dignes à qui on ne doit pas raconter n'importe quoi. Ils doivent avoir leur maison des Anciens Combattants.

J'espère que le processus d'élaboration prendra en vitesse afin que ce soit fait le plus vite possible.

Merci.

**M. le Maire.** - Avez-vous d'autres remarques ou d'autres interventions ? *(Aucune)*

Cette maison de la Mémoire et des Anciens Combattants est plus qu'une promesse, c'est un engagement que nous tenons auprès des associations d'anciens combattants, du monde combattant, mais aussi d'autres générations, qui sont associées aux commémorations depuis bien avant 2020.

Le processus est très long, il est vrai, mais je peux vous assurer que nous tiendrons notre engagement et que nous bâtirons cette maison de la Mémoire et des Anciens Combattants.

Nous en avons besoin. Nous constatons à chaque cérémonie, à chaque commémoration, l'ampleur de ce besoin de transmission de la mémoire, mais aussi des valeurs que porte cette mémoire par rapport à l'histoire de notre pays, ainsi que du monde.

Pour revenir en particulier sur cette cérémonie du 13 novembre, toute la France, toute la société a été frappée et meurtrie par ces attentats. Sébastien Bastaraud rappelait aussi ceux de janvier 2015, de Charlie Hebdo et de l'Hypercacher. C'était une année terriblement meurtrière, qui a choqué, qui a frappé, et qui marque encore d'un trauma nos mémoires.

Il n'est évidemment pas question d'exclure qui que ce soit, c'est tous ensemble que nous serons réunis dans la cour du centre administratif Paul-Éluard, et je le rappellerai à cette occasion : les élus du Conseil municipal doivent être ensemble devant la plaque, mais aussi avec toutes les habitantes et tous les habitants de la ville. Je vous rejoins tout à fait, et c'est ce que nous faisons depuis dix ans.

**M. Geffroy.-** Je vous en remercie, Monsieur le Maire.

**M. le Maire.-** Je vous en prie, vous avez raison.

Y a-t-il d'autres interventions ? (*Aucune*)

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 2.

Adoptée par	44	voix	Unanimité
Présents ou représentés	44	voix	
Exprimés	44	voix	
Pour	44	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Géraud, CHERIGUENE Abdelouaheb (pouvoir donné à MEKKI Chérifa), LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIRREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	0	voix	

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

[3 - Fixation du nombre d'adjoints au Maire de Sevrans](#)

[4 - Élection de la liste des adjoints au Maire](#)

[5 - Révision des indemnités de fonction du Maire,](#)

## des adjoints et des conseillers municipaux délégués

### 6 - Révision des indemnités de fonction du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués - vote des majorations

**M. le Maire.-** Le nombre d'adjoints au Maire avait été fixé à 17, puis abaissé à 16 depuis le mois de juin. Ce soir, nous le ramenons à 17 avec l'élection de la liste des adjoints au Maire, dont fera partie M. Brahim Loujahdi.

Ensuite, nous aurons la révision des indemnités de fonction du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués, ainsi que le vote de leurs majorations. L'enveloppe ne change pas, il est simplement question d'intégrer, de réactualiser dans le tableau l'indemnité qui sera accordée à M. Loujahdi.

Nous voterons délibération par délibération.

Y a-t-il des remarques ou des interventions ? Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.-** Merci, Monsieur le Maire.

Je félicite notre collègue pour son arrivée en tant qu'adjoint.

Si je comprends bien, l'enveloppe globale de, peu ou prou, 500 000 € d'indemnités par an en faveur des élus de la majorité n'est pas changée, l'indemnité de ce nouvel adjoint sera prise sur cette enveloppe globale des 500 000 € versés aux élus au cours de l'année.

Merci.

**M. le Maire.-** Y a-t-il d'autres interventions ? (*Aucune*)

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 3.

Adoptée par	32	voix	Unanimité
Présents ou représentés	44	voix	
Exprimés	32	voix	
Pour	32	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb (pouvoir donné à MEKKI Chérifa), LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	



NPPV	12	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDIAOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
------	----	------	--

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 4.

Adoptée par	32	voix	Unanimité
Présents ou représentés	44	voix	
Pour	32	voix	
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	12	voix	

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 5.

Adoptée par	32	voix	Unanimité
Présents ou représentés	44	voix	
Pour	32	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mérim (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb (pouvoir donné à MEKKI Chérifa), LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	

NPPV	12	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAROU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
------	----	------	---

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 6.

Excusez-moi, Monsieur Jous, voulez-vous intervenir ?

**M. Jous.**- Bonsoir à tous.

J'aurai seulement une petite question. Mme Brahim et M. Baillon n'apparaissent pas dans le tableau. Je sais qu'ils sont conseillers municipaux, mais qu'ils n'ont pas nécessairement de délégation. Cela veut-il dire qu'ils ne touchent aucune indemnité, ou qu'ils perçoivent une indemnité mais ne sont pas mentionnés dans le tableau ?

**M. le Maire.**- Ils ne perçoivent pas d'indemnités au Conseil municipal. Ils sont vice-présidents au Territoire, à l'EPT Paris Terres d'Envol.

Adoptée par	32	voix	Unanimité
Présents ou représentés	44	voix	
Pour	32	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mérim (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb (pouvoir donné à MEKKI Chérifa), LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	12	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAROU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

Je vous demande une petite pause.

(M. le Maire remet son écharpe d'adjoint à M. Brahim Loujahdi.)

(Applaudissements)

## 7 - Approbation du rapport annuel représentant de la Ville de Sevrans dans la SPL Séquano Grand Paris - Exercice 2024

**M. le Maire.**- Cette délibération est présentée par Mme Bernex.

**Mme Bernex.**- Merci, Monsieur le Maire.

Comme vous le savez, nous avons pris des actions, puisqu'il s'agit bien d'actions, à la Société publique locale Séquano Grand Paris, créée en 2022.

En 2024, cette SPL Séquano regroupait 20 actionnaires publics : le Département de la Seine-Saint-Denis, principal actionnaire, la Métropole du Grand Paris, 3 EPT et 16 communes.

Son capital social est de 250 000 €, essentiellement détenu par le Département, suivi par la Métropole, et la participation des EPT est un peu plus importante que celle du reste des communes.

En 2024, Drancy a rejoint l'actionnariat.

En 2025, de nouvelles communes ont rejoint la SPL.

Le conseil d'administration est présidé par Frédéric Molossi, membre du Département 93, et la direction générale est assurée par Pascal Popelin, dont le mandat a été renouvelé jusqu'en 2026.

La société s'appuie sur un comité de direction de 13 membres. Le Maire de Sevrans, vice-président du Département, représente le Territoire Terres d'Envol au conseil d'administration. Moi-même y siège comme questeur.

Concernant la vie institutionnelle, le conseil d'administration est réuni régulièrement, autant de fois que nécessaire, lorsque les collectivités soumettent de nouveaux projets pour faire appel à la SPL Séquano. En 2024, il s'est réuni cinq fois.

Le comité d'engagement a examiné différents projets, dont trois majeurs pour Bondy, Le Blanc-Mesnil, Aulnay-sous-Bois et Drancy. Il avait examiné le nôtre précédemment.

Aucun dividende n'a été distribué.

Je vous communique quelques éléments du résultat financier :

➤ Le résultat net est positif à 23 000 €. Ce résultat n'est pas très important, bien qu'il soit supérieur aux prévisions, mais l'objet de la SPL Séquano n'est pas non plus de dégager des bénéfices.

➤ Le chiffre d'affaires global 2024 est de 21 500 000 €, il représente les flux financiers liés aux opérations.

➤ Les produits d'exploitation réels sont de 2 647 000 €, en hausse de 150 % par rapport à 2023.

➤ Les travaux d'aménagement nécessaires au fonctionnement sont de 1 775 000 €.

➤ La maîtrise d'ouvrage déléguée représente 590 000 €.

➤ Le conseil en AMO s'élève à 282 000 €. Il est en légère baisse, mais la SPL a aussi pu effectuer des recrutements.

➤ Les charges d'exploitation sont de 2 615 000 €, en hausse de 17 % par rapport aux prévisions, dont 2 125 000 € de facturation du groupement d'employeurs pour le personnel et 385 000 € de quote-part des frais de siège.

Parmi les perspectives pour 2025 - que nous avons vu se confirmer tout au long de l'année -, il est prévu une augmentation sensible des produits attendus, pour 3 860 000 €, ainsi qu'une progression des charges de 38 %, pour 3 611 000 €. Après avoir entendu ces deux montants, vous vous attendez à une augmentation du résultat net prévisionnel : c'est le cas, à 111 000 €.

Nous avons eu l'occasion à plusieurs reprises d'évoquer les relations avec Paris Terres d'Envol et la Ville de Sevrans dans nos conseils municipaux ou dans des commissions.

En 2024, plusieurs grandes opérations d'aménagement ont été confiées à la SPL Séquano : la ZAC des Tilleuls pour Le Blanc-Mesnil, Savigny pour Aulnay-sous-Bois, et Gaston-Roulaud pour Drancy.

Pour la Ville de Sevrans, la SPL a été mandatée pour la reconstruction du groupe scolaire Montaigne, une opération évidemment structurante pour ce quartier. Vous savez que nous leur avons également confié l'aménagement des Anciennes Beaudottes dans le cadre du PNRU : le terrain de foot a été livré au début de l'été, les jeunes du quartier ont ainsi pu en profiter, et il est encore prévu la réalisation du pôle socioculturel, du pôle petite enfance et la reconstruction du gymnase Baquet. La réalisation de l'opération d'aménagement « Montceuleux - Pont-Blanc » est actuellement en discussion.

Bien évidemment, la SPL met en place des dispositifs de contrôle interne et de contrôle des risques, notamment par une charte informatique, mais aussi par la commande publique, avec un dispositif strict de mise en concurrence. Un référent lanceur d'alerte est également en place.

En résumé, l'année 2024 a marqué une montée en charge rapide de la Société publique locale Séquano, avec un portefeuille d'opérations élargi qui ne fait que croître, une augmentation de ses produits, et une gouvernance stabilisée. Au fur et à mesure que de nouvelles villes adhèrent, la composition du conseil d'administration est modifiée, la gouvernance est ainsi également évolutive.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver par délibération le rapport annuel 2024.

**M. le Maire.** - Je vous remercie.

Y a-t-il des questions ou interventions ? Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.** - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, Madame Bernex, cette société intervient assez fréquemment et sur de nombreux dossiers par rapport à la Ville de Sevrans, de la même façon qu'elle intervient pour d'autres villes en matière de maîtrise d'ouvrage, notamment déléguée.

Un dossier m'a surpris. Nous avons été évincés de la commission des Marchés, il est vrai, et nous ne sommes plus du tout au courant de ce qu'il se passe sur le marché, mais je crois que la société Séquano a également mené une étude de neuf mois sur la réhabilitation et l'extension du marché de Sevrans. Vous ne l'avez pas citée ce soir, Madame Bernex. Nous voudrions en savoir plus, car c'est tout de même important. Nous aborderons le marché au cours d'une autre délibération.

Par ailleurs, j'aimerais savoir : la SPL Séquano est-elle intervenue sur les perspectives de la rue d'Aulnay ? Je pose cette question en toute ingénuité. Pourquoi ? Il se raconte n'importe quoi sur la rue d'Aulnay. Notamment, et j'en suis particulièrement courroucé, je trouve même cela inadmissible, des membres de votre majorité osent jusqu'à tirer la sonnette des habitants, pavillon par pavillon, pour colporter que la « droite sevranaise » - donnons des noms, disons carrément « Philippe Geffroy », ne nous cachons pas derrière notre petit doigt ! - aurait de tels intérêts sur la route d'Aulnay qu'elle voudrait la bétonner.

Mesdames et Messieurs les Sevransais, la droite sevranaise n'est plus aux affaires depuis vingt-cinq ans. Elle n'a rien bétonné à Sevrans. Le bétonnage est à l'œuvre notamment depuis 25 ans. De plus, je tiens à préciser que je n'ai pas voté l'enveloppe de 15 M€ en faveur d'éventuelles procédures de rachat par la Ville de pavillons qui pourraient être vendus, c'est-à-dire d'une prise d'intérêt de la Ville par rapport à cette rue d'Aulnay.

En l'occurrence, je ne me cacherai pas, la personne qui m'accuse d'être la « droite sevranaise » est Mme Marwa Brahim, qui me cite, qui me donne carrément un coup de poignard dans le dos.

Madame Braihim, vous avez fait un communiqué en disant que j'interviens sur les problèmes de sécurité et que c'est cela, la « droite sevranaise ». Je le dis aux Sevranaï : oui, j'interviendrai sur la sécurité, oui, j'interviendrai sur l'ordre, mais pour tous les Sevranaï. Cela, ce n'est pas la droite sevranaise, ce sont ceux qui, comme moi, comme bien d'autres ici au Conseil municipal, que nous soyons dans les rangs de la gauche ou dans les rangs de la droite, agissent aussi pour la sécurité, sont là pour les Sevranaï.

S'il vous plaît, donc : pas d'invective, pas de coup de poignard, et dites les choses clairement.

**M. le Maire.**- Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.**- Je reviens à la délibération qui nous concerne.

Monsieur le Maire, j'ai demandé un document lundi matin, que je n'ai reçu que mercredi soir, évidemment bien en retard. En le lisant, j'ai eu la surprise de découvrir que la Séquano gère aussi le marché forain, cela vient d'être dit à l'instant, sans que nous n'en ayons jamais parlé, jamais discuté ici. Cela résume encore une fois votre concertation, mais nous le savions déjà : vous décidez, on découvre.

On parle d'une extension et d'une rénovation du marché sans débat, sans échange, sans concertation avec les habitants, avec les commerçants, et encore moins avec nous, les élus.

Monsieur le Maire, si cette délibération n'avait pas existé, personne n'en aurait été informé. Vous parlez toujours de transparence, mais je vous le dis encore une fois : c'est une opacité organisée.

Je reste toujours dans l'attente du résultat de l'étude menée par la Séquano sur le marché.

Franchement, nous payons la Séquano 3,5 M€ par an pour la gestion de l'ANRU 2, pour faire ce que nos services faisaient si bien auparavant.

**M. le Maire.**- Je réponds sans attendre, pour que ce soit très clair : la Séquano ne gère pas le marché forain.

Cette étude technique par la Séquano est nécessairement utile et doit être restituée auprès de la commission exécutive et de la commission municipale. Les documents seront, en transparence, ouverts et discutés - il n'y a absolument aucun problème. Justement, le paradoxe dans l'échange que nous avons là est que, par la délibération, vous êtes au courant qu'il existe une étude, il n'y a donc pas d'opacité.

J'ai répondu simplement, sans aucune polémique.

Il me paraît évident qu'un débat sera organisé sur la restitution de l'étude technique - je ne cache absolument rien.

Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.**- Sans aucune polémique, Monsieur le Maire, il est indiqué à un moment donné dans le rapport que vous nous présentez, sur les dossiers concernant la Ville de Sevrans, « page 43 » et « page 44 ». Évidemment, nous n'avons pas ces pages du rapport annuel. C'est ce document que j'ai demandé à recevoir, et c'est en obtenant ce document complémentaire, qui n'avait pas été joint à la délibération du Conseil municipal, que je découvre qu'une étude a été menée sur la réhabilitation du marché. Je ne dis rien de plus.

Si la transparence avait prévalu, nous aurions disposé de tous les éléments dans les documents qui nous ont été transmis.

**M. le Maire.**- Nous aurons une restitution de l'étude technique de la Séquano en commission municipale mi-novembre, après un comité de pilotage. Nous pourrions ainsi en discuter tranquillement, avec des échanges autour de cette étude technique.

Y a-t-il d'autres interventions ? (*Aucune*)

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 7.

Adoptée par	32	voix	Unanimité
-------------	----	------	-----------

Présents ou représentés	44	voix	
Pour	32	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérard, CHERIGUENE Abdelouaheb (pouvoir donné à MEKKI Chérifa), LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	12	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDIOU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

[8 - Budget supplémentaire 2025 du budget principal de la Ville](#)

[9 - Actualisation des autorisations de programmes et des crédits de paiement](#)

[10 - Constat et affectation corrective du résultat du compte administratif 2024 du budget annexe Énergie photovoltaïque](#)

**M. le Maire.**- Avant de donner à nouveau la parole à Mme Bernex, je tiens à rappeler la situation connue de tous. Je ne vous apprendrai donc pas grand-chose.

Aujourd'hui, des débats sont annoncés sur le projet de loi de finances, mais avec beaucoup d'incertitudes et un véritable brouillard sur ce qui va nous arriver. Pourtant, nous le savons, parce que nous avons déjà eu l'expérience « Barnier », « Bayrou », et Lecornu 1 et 2 devraient dégager des perspectives sensiblement similaires. En réalité, c'est un véritable racket des collectivités locales qui se profile pour pouvoir contribuer à la dette, alors même que la situation réelle des collectivités est bien différente de celle qui est décrite : ce ne sont pas elles qui entraînent l'augmentation de la dette, elles contribuent même à l'économie réelle du pays.

D'ailleurs, nous parlerons des comptes maîtrisés de la Ville de Sevrans en particulier, qui nous permettent de dégager des marges de manœuvre pour investir dans le service public.

Ces incertitudes contraignent tout de même certaines collectivités à réaliser des économies et à réduire leurs dépenses publiques.

Ce matin, je suis intervenu en séance du Conseil départemental pour évoquer la fin du versement de la subvention de la Région Île-de-France au Fonds de compensation du handicap. Cette décision risque de pénaliser sensiblement le pouvoir d'achat des usagers qui pouvaient jusque-là utiliser ce fonds afin de réduire leur reste à charge pour l'amélioration de leur logement, l'amélioration de leur véhicule, l'achat de prothèses auditives ou d'autres moyens d'aide technique dans le cadre de leur situation. En 2024, 71 % des bénéficiaires n'ont eu qu'un reste à charge équivalent à 6 € grâce au Fonds de compensation du handicap. Depuis 2014, la Région Île-de-France versait une subvention à hauteur de 230 000 €.

Il ne s'agit pas non plus de polémiquer contre une collectivité gérée par la droite et une collectivité gérée par la gauche, le Département. Toutefois, il y a réellement un problème dans notre pays, et nous avons intérêt à garder une boussole et à bien savoir où nous allons. Cette boussole, c'est le service public, l'intérêt général, l'intérêt des usagers.

Nous devons faire face aux restrictions budgétaires - annoncées depuis un certain temps par les différents gouvernements qui se sont succédé - en nous mobilisant, et surtout pas en reportant les dépenses sur les contribuables, sur les administrés, ou même sur d'autres collectivités qui devront porter tout cela.

Enfin, le budget qui sera présenté par Mme Bernex est un budget supplémentaire, il ne s'agit pas encore du budget pour l'année à venir.

Dans le calendrier budgétaire que nous proposons, je souhaite depuis longtemps que nous votions le budget au mois de décembre. J'en avais parlé avec le vice-président de la commission des Finances, M. Geffroy. Cette année, pour les raisons d'incertitude que je viens de décrire, mais aussi parce qu'une année électorale s'annonce, nous avons décalé notre calendrier budgétaire, alors même que l'administration s'apprêtait et pouvait se rendre prête pour que nous, élus, débattions et votions le budget. Le calendrier est donc reporté après la période électorale qui s'annonce en mars, au mois d'avril - en toute légalité, je tiens à le préciser.

J'ai vu une demande d'intervention de M. Bacon. Est-ce bien cela, avant Mme Bernex ?

**M. Bacon.**- Juste avant, oui, pour lui donner un peu de courage. Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous.

Je tenais à préciser que, hier, Bernard Arnault a gagné 16 Md€ en une journée. Cela pourrait être qualifié d'anecdotique, mais en réalité, cela ne l'est pas du tout. C'est grave ! On demande aux collectivités de faire des économies en mettant le pays à feu et à sang, en leur réclamant 5 Md€ à 6 Md€, ce qui musellera considérablement notre action. Or, cette somme correspond à environ 8 heures de la journée de Bernard Arnault.

Exigeons donc tous ensemble 8 heures de bénévolat de notre bel industriel pour nous venir en aide.

**M. le Maire.**- Madame Bernex.

**Mme Bernex.**- Nous n'entrerons pas dans le détail de la situation actuelle du point de vue politique et financier, mais il y a effectivement fort à craindre que la préparation du prochain budget se fasse sous un climat très austéritaire, qui ne soit favorable ni aux collectivités ni aux habitants de ces collectivités.

Ce soir, je vous parlerai de trois délibérations (8, 9 et 10), que je présenterai ensemble, mais que nous voterons séparément. Elles concernent l'ajustement du budget primitif - voté en février - à la suite d'opérations inévitables que nous faisons chaque année, soit l'ajustement des prévisions intégrées au budget primitif à partir du résultat définitif du compte administratif voté, lui, en juin, ainsi que quelques ajustements à la marge liés principalement aux cités éducatives, et des ajustements des AP/CP.

Les corrections du résultat à la marge par rapport au résultat en fonctionnement et en investissement sur le budget 2025 montrent tout d'abord que nos prévisions étaient très proches des résultats définitifs. Nous avons inscrit au BP un déficit d'investissement de 11 156 349,63 €, pour un résultat définitif amélioré à - 11 023 210 € – j'en expliquerai la raison. Pour le fonctionnement, nous avons prévu un excédent de 9 381 577 € - je vous passe les centimes -, pour un excédent final de 9 538 359 €, là aussi légèrement supérieur.

La différence pour l'investissement s'explique par un mandat qui n'est pas passé à la dernière minute, mais nous le retrouverons dans les actualisations que nous devons opérer sur l'exercice 2025.

Voilà pour ce qui est du budget général.

Nous avons également pris en compte les excédents d'investissement et de fonctionnement sur Cycle Terre, de 1 527 € et 39 401 € respectivement.

S'agissant de l'énergie photovoltaïque, nous avons un excédent d'investissement reporté de 229 128 € et un déficit de fonctionnement de 63 793 €. Tout cela cumulé représente un excédent d'investissement de 230 656 €, ce qui réduit d'autant le déficit d'investissement sur le budget principal, et un déficit de fonctionnement de 24 392,30 €.

Tels sont les résultats définitifs.

Vous avez tous en tête que les deux budgets annexes, Cycle Terre et sur l'énergie photovoltaïque, ont été clos.

Claude, souhaites-tu ajouter quelque chose sur l'excédent ?

**M. Chauvet.** - Non.

**Mme Bernex.** - D'autres éléments font l'objet d'ajustements dans le budget supplémentaire.

L'ajustement sur les cités éducatives est tout à fait habituel du financement de la Ville. Vous savez que nous percevons une subvention de l'État de 206 106 €, pour une dotation globale de 450 000 €, en sachant que les associations et le collège Pivot reçoivent directement la subvention. La Ville doit verser des contreparties pour 335 000 €, dont une large partie en dépenses RH.

À l'issue des travaux de programmation sur les activités de la cité éducative, le besoin de financement complémentaire sur le budget 2025 est de 73 671 €. Nous le financerons en partie par un redéploiement des crédits disponibles de la direction de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi que par un abondement qui était provisionné.

Voilà pour les cités éducatives.

D'autres ajustements sont opérés sur les investissements, pour trois projets :

- Le centre aquatique ;
- La redynamisation du centre-ville ;
- L'embellissement du parc Louis-Armand.

Les autorisations de programmes, c'est-à-dire le plafond *maximum* de dépenses pour ces projets, restent identiques. En revanche, les crédits de paiement pour l'année 2025 sont modifiés, mais dans les limites fixées par les autorisations de programmes.

Concernant le centre aquatique, nous avons prévu en février 2025, au moment du vote du BP, une ouverture de crédit de 10 M€. En réalité, nous ouvrirons 15 M€ cette année. Les travaux du centre aquatique avancent bien, et nous devons payer en temps et en heure les factures des entreprises qui y travaillent. Par ailleurs, il est préférable que nous ouvrons des crédits de paiement pour engager sans difficulté les derniers paiements qui seront présentés au cours du premier trimestre 2026.

Pour la redynamisation du centre-ville, Crétier-Bussière, c'est-à-dire les travaux à côté de l'église, nous avons programmé 1 300 000 € et nous proposons d'ouvrir 170 000 € de plus compte tenu de l'avancée des travaux, même s'ils sont bloqués aujourd'hui. L'eau est bien arrivée au pied du mur végétalisé, mais il manque un petit engin technique pour la propulser jusqu'en haut. En attendant, ils ne peuvent pas avancer sur les plantations.



Enfin, s'agissant de l'embellissement du parc Louis-Armand, nous avons programmé 229 000 €. Nous allons finalement ouvrir 405 000 €, en lien avec le mandat dont je parlais tout à l'heure qui n'est pas passé en fin de gestion 2024, qu'il faut donc honorer en 2025.

Tels sont les ajustements sur les AP/CP, mais surtout sur les crédits de paiement.

Pour finir, deux autres mouvements sont proposés :

➤ Deux ajouts de crédits autofinancés par redéploiement :

- 30 000 € de subvention d'investissement au bénéfice de l'association Cols Verts, sur laquelle porte une autre délibération de notre Conseil municipal, pour le projet dit « micro-ferme Kennedy » ;

- 176 000 € en immobilisations corporelles pour l'embellissement du parc Louis-Armand, pris sur le chapitre 23.

➤ Le redéploiement des crédits en chapitre 23, immobilisations en cours, principalement à partir des crédits prévus pour la convention Séquano aux Anciennes Beaudottes, initialement à 3 071 000 €.

C'est l'ensemble des mouvements qu'il vous fallait connaître pour le budget supplémentaire. Comme vous le voyez, ces ajustements sont tout à fait à la marge, ce qui signifie que nos prévisions budgétaires sur nos réalisations étaient bonnes et que nous réalisons ce que nous avons prévu.

Il nous faut maintenant passer au vote. Je vous demande d'approuver les trois délibérations, qui vous seront proposées les unes après les autres.

**M. le Maire.**- Monsieur Cordin.

**M. Cordin.**- J'ai une question par rapport à la place Bussière et au mur végétalisé. Les travaux sont arrêtés parce que les ouvriers sont arrivés en bas du mur, ont amené l'eau et se sont dit : « Tiens, comment fait-on pour la remonter » ? » Ils n'avaient pas prévu la pompe !

Des pénalités sont-elles prévues pour de telles erreurs ? C'est incroyable qu'ils n'aient pas pensé à la pompe. C'est choquant.

**Mme Bernex.**- Non, le dispositif était globalement prévu, mais il y a un retard de livraison par le prestataire. Claude Chauvet pourra vous répondre.

**M. le Maire.**- La question de M. Cordin est comment nous pénalisons ou sanctionnons l'entreprise.

Claude Chauvet.

**M. Chauvet.**- Il faut également mentionner la difficulté des fournisseurs d'eau et d'électricité à se raccorder au réseau. C'est réglé pour l'eau mais, comme dans beaucoup de projets, il faut tirer Enedis par les oreilles pour arriver à avoir l'électricité. Or, sans électricité, l'engin dont nous parlons ne peut pas fonctionner. Je ne sais pas s'il est en retard mais, en tout cas, jusqu'à il y a quinze jours, nous n'avions pas encore le raccordement électrique.

**M. le Maire.**- Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.**- Merci, Monsieur le Maire.

Concernant le premier point que vous avez cité, Monsieur le Maire, sur les engagements qui se sont passés à l'Assemblée nationale aujourd'hui, je crois que nous aurons bien des déconvenues à l'avenir, en particulier quand je vois que les groupes de gauche n'ont pas sanctionné ce gouvernement complètement bancal, un gouvernement de Clochemerle qui ne répond pas aux besoins immédiats des Français, notamment en matière de pouvoir d'achat, également en matière de sécurité, d'ordre dans le pays, mais aussi en matière d'image de la France dans le monde, qui est complètement déplorable, avec un ministre des Affaires étrangères qui ne connaît pas ses sujets.

Avant de venir, j'écoutais une conférence de presse du général de Gaulle et je voyais, assis à sa droite, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. Michel Debré. J'ai senti que le personnel politique était d'un autre niveau.

C'est malheureux pour les Français qui sont aujourd'hui à la tâche, qui paient aussi des impôts, Monsieur Bacon, notamment nos classes moyennes. Il est vrai que nous pourrions

peut-être faire payer un peu plus les super-riches, mais il faut aussi faire preuve d'une juste raison, d'une juste mesure. La taxe Zucman est une belle « connerie ». Que rapportera-t-elle ? Tout au plus, 2 Md€. Cela ne permettra pas de régler les problèmes. Il faut viser plus haut et plus juste.

De plus, je ne pense pas que faire payer les personnes en ALD sur les suppléments, etc., soit décent. Monsieur le Maire, vous parliez des difficultés de mobilité, c'est un problème très important. D'ailleurs, nous devons faire en sorte que toute personne à mobilité réduite puisse accéder partout, dignement, librement, etc., et notamment dans notre ville. Améliorons les processus. Nous serons toujours complètement d'accord avec vous à ce sujet.

Pour revenir sur les problèmes en matière de budget supplémentaire, nous constatons tout de même, Madame Bernex, une augmentation de l'emprunt par rapport à la grande piscine. Nous étions partis sur 10 M€ à 12 M€, nous finirons autour d'un peu plus de 30 M€. Il faudra l'expliquer. Notre collègue Laurent Chantrelle reviendra sans doute sur le fonctionnement, lorsque nous aborderons le problème de la tarification. Sevrans mérite cette piscine, les Sevransais doivent l'avoir, de même que d'autres services : cinéma, etc. Nous devons tout avoir à Sevrans, je ne vois pas pourquoi les Sevransais seraient privés d'un certain nombre de services publics par rapport à d'autres citoyens. Néanmoins, j'espère que cette piscine ne sera pas une bombe à retardement, sinon ce sera assez dur.

Je regrette tout de même que nous n'avancions pas un peu plus vite sur le centre-ville. Il est vrai que c'est dommageable pour le centre-ville Gaston-Bussière et la perspective Bussière-Crétier si Veolia ne répond pas, si l'électricité ne répond pas, mais je pense que, avec votre puissance et votre volonté, Monsieur le Maire, on pourra agir au plus vite pour qu'un petit jet d'eau nous permette d'alimenter le mur végétalisé.

Par rapport à ce centre-ville, Madame Bernex, il ne faudrait pas oublier notre grand et beau parc des Sœurs. Aujourd'hui, il est menacé. Des trafics inadmissibles y ont lieu en pleine nuit, qui sont d'ailleurs au détriment des Sevransais. Que le crack arrive à Sevrans est tout de même inquiétant. Je pense que la sécurité est un sujet sur lequel nous devrions pleinement réfléchir collectivement, au service des Sevransais, et qu'il faudrait, à terme, protéger absolument notre parc des Sœurs - un flambeau important, fondamental de notre centre-ville.

Ce sont les quelques remarques que je voulais formuler sur les comptes.

**M. le Maire.-** Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.-** Madame Bernex, j'ai écouté attentivement vos explications concernant ce budget supplémentaire. Néanmoins, elles me laissent interrogative.

Concernant les emprunts, donc l'augmentation de la dette, j'ai cru comprendre que vous tentiez de minimiser son montant. Selon mes calculs, 83 M€ plus 9 M€ de ligne de trésorerie, notre dette est aujourd'hui de 92 M€, comme en 2018.

Vous pouvez nous raconter ce que vous voulez, nous ne pourrions vérifier qu'après les élections municipales la sincérité de vos dires. D'ailleurs, il était normalement prévu à ce Conseil municipal de discuter sur le rapport d'orientation budgétaire 2026 pour un vote du budget au mois de décembre, comme l'a dit M. le Maire un peu plus tôt. Que s'est-il passé entre-temps ? À l'époque, vous nous assuriez que les comptes étaient bons et que nous pouvions voter le budget en décembre. Comme le gouvernement - et comme je l'entends derrière moi -, Sevrans n'aura pas de budget.

Que nous cachez-vous ? Le 29 avril 2025, vous annonciez au bureau municipal des recettes de subvention pour la piscine de 23 M€. Dans cette délibération, vous nous parlez maintenant de 15 M€. Où sont donc passés les 8 M€ de subvention que vous prétendiez avoir obtenus à l'époque ? Vous comprenez donc que l'on puisse douter de votre sincérité.

J'ajouterai que, malgré la pression que vous mettez sur les services municipaux pour que nous, élus sevransais, n'obtenions aucune information, les informations sortent malgré tout. Cela en dit long sur le désespoir des agents et, surtout, sur la définition de la transparence budgétaire que vous nous vantez depuis le début.

Ce qui circule aujourd'hui, c'est l'arrivée d'un sixième avenant concernant la piscine, ce qui porterait le budget d'investissement pour cette installation à 36 M€ ; l'héritage de la piscine. Avec 10 M€ de subventions notifiées, 26 M€ resteront à la charge de la Ville sur ses finances publiques.

Vous pouvez nous dire ce que vous voulez, Madame Bernex, comme vous, Monsieur le Maire, mais vous êtes en train de faire couler les finances de la Ville.

**M. le Maire.** - Monsieur Boitte.

**M. Boitte.** - Je suis hésitant, car deux solutions sont possibles : soit Mme Mabchour est une toute nouvelle élue et a commis une erreur de lecture, cela peut arriver et c'est pardonnable, soit elle est élue depuis 2008 et a longtemps été adjointe au Maire, et ce jeu à la Cosette - une référence locale, Cosette de Montfermeil - est incompréhensible.

Une élue ou un élu avec un peu d'expérience sait bien que l'on ne peut pas confondre une ligne de trésorerie - qui est remboursée aussi vite que possible, le plus souvent au bout de trois ou quatre mois, parce qu'il s'agit simplement d'attendre le versement de telle ou telle dotation - avec un emprunt contracté pour 15, 20 ou 25 ans. Cela n'a rien à voir. C'est si vrai que, sur tous les sites où l'on peut consulter le montant de la dette, les lignes de trésorerie ne sont jamais confondues avec les emprunts.

De la même façon, ne pas différencier les promesses de subventions et les subventions notifiées n'est pas digne d'une élue avec un peu d'expérience, sauf à vouloir transformer toute intervention en Conseil municipal en élément de propagande électorale.

Je pense donc qu'il faut rassurer les Sevranaï : le montant des dettes contractées est un peu inférieur à 74 M€, et il n'avait jamais été si bas depuis les années 2008-2009. Pour mémoire, c'est le moment où la Chambre régionale des comptes impose à la Ville de stabiliser sa situation financière et de cesser de s'endetter au-delà des normes généralement admises dans les finances publiques.

Nous avons adopté - d'ailleurs avec l'abstention de l'opposition, elle ne s'y est pas opposée - un règlement de gestion des finances qui stipule que nous nous interdisons d'avoir un endettement de la Ville dont le remboursement représenterait plus de dix ans de capacité d'autofinancement. Nous sommes largement dans les clous de ce point de vue. D'ailleurs, si ma mémoire est bonne, Mme Mabchour avait voté ce règlement, et nous nous étions tous félicités des décisions prises.

J'appelle donc à un peu plus de sérieux et d'esprit de responsabilité sur les informations divulguées.

Merci.

**M. le Maire.** - Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.** - J'essaierai de ne pas être trop longue.

Si je ne comprends rien, que dites-vous de la réponse de M. le Maire dans le journal municipal de mars 2025 ? Dans les questions au Maire, M. Blanchet répond bien que la dette de la Ville atteint 83 M€ en 2025, avec l'emprunt de 26 M€.

Je ne fais pas de confusion entre une ligne de trésorerie et un emprunt. Pourquoi ai-je ajouté la ligne de trésorerie ? Les 83 M€ d'emprunt sur du long terme seront évidemment remboursés sur du long terme, et la ligne de trésorerie, en fin d'année. Toutefois, au moment où je vous parle, cette ligne de trésorerie n'est toujours pas remboursée. Les 83 M€ sont bien là, M. le Maire le confirme dans le journal municipal de mars 2025.

**M. le Maire.** - Monsieur Jous.

**M. Jous.** - Merci.

Il me semble un peu difficile de rassurer les Sevranaïses et les Sevranaï quand le Maire a avoué au sein de cette instance délibérante qu'il avait volontairement sous-estimé les coûts initiaux de la construction de la piscine pour tenter d'obtenir une certaine attractivité auprès des partenaires. C'est le premier point.

M. Boitte tend une perche en parlant de la Chambre régionale des comptes. Il y aurait énormément à dire sur les différents rapports que le gendarme financier national a établi au cours de ces trente dernières années concernant la gestion des deniers publics sevranaï. Cela viendra néanmoins en temps et en heure, après la finalisation de l'expertise concernant ces différents rapports, qui comptent plusieurs centaines de pages mais qui sont très instructifs. Ainsi, la population sevranaïe aura bientôt une vision claire de la manière dont les deniers publics ont été gérés sur plusieurs décennies.

Maintenant, pour revenir à la piscine et à l'explosion du budget d'investissement lié à la construction de ce centre aquatique, j'étais initialement plutôt enthousiaste. Néanmoins, j'ai décidé de me pencher un peu plus en profondeur sur le dossier. Je me suis interrogé sur le bien-fondé d'une dépense aussi colossale, alors que, dans le même temps, certains de nos équipements sportifs existants sont loin de répondre aux normes d'hygiène et de sécurité.

J'ai donc demandé à consulter les procès-verbaux des commissions de sécurité réalisées au sein des établissements recevant du public de la Ville sur les dix dernières années, ce que j'ai fait hier matin. À mon grand étonnement, certains équipements de la Ville ne figurent pas dans la liste des sites vérifiés, en tout cas dans celle que j'ai pu consulter ; soit ils n'ont pas été vérifiés, soit les procès-verbaux ne m'ont pas été communiqués. Peut-être pourrez-vous m'apporter une réponse sur ce point.

Effectivement, on constate des accords favorables dans tous les procès-verbaux des structures vérifiées, alors même que de nombreuses prescriptions sont formulées dans ces procès-verbaux, et pas des moindres. Cela interroge donc sur la fiabilité totale des avis favorables relatifs à ces structures. Pour éviter toute mauvaise interprétation et toute conclusion hâtive, nos équipes juridiques sont à l'étude.

Quoi qu'il en soit, je le sais et je l'affirme, certains équipements sportifs actuels de la Ville sont dangereux pour nos enfants. M. Chantrelle le reconnaissait dans un précédent Conseil municipal : il subsiste de l'amiante dans certaines structures sportives accueillant du public. Dans d'autres, ce sont des moisissures en grande quantité. Dans d'autres encore, ce sont des infiltrations, de l'humidité, des sanitaires ou des vestiaires devenus inutilisables.

Or, plutôt que d'investir dans la remise en conformité totale de nos équipements et pour la sécurité de nos enfants, vous avez décidé de dépenser des millions d'euros pour un nouvel équipement aquatique. Cela démontre une nouvelle fois vos négligences et votre volonté de ne pas prioriser la sécurité de nos enfants, de leurs parents et des personnels encadrants. Cela démontre également votre volonté de vous vanter d'avoir fait construire un centre aquatique hérité des Jeux olympiques, qui nous coûtera finalement, en plus des millions liés à sa construction, 1 M€ de budget de fonctionnement chaque année, ce qui alourdira encore les difficultés pour la Ville.

Selon moi, c'est une faute. D'un côté, on pourra se baigner dans une grande piscine. C'est très bien, c'est nécessaire pour l'apprentissage de la natation, mais ce n'est pas comme si nous étions dépourvus d'un bassin aquatique. De l'autre côté, on continuera à potentiellement respirer de l'amiante, avec toutes les conséquences que cela engendre. Comme chacun le sait, les effets indésirables de l'amiante se manifestent parfois après de nombreuses années, comptez donc sur nous pour savoir où vous trouver pour vous contraindre judiciairement à indemniser le préjudice que certains de nos enfants risquent de subir par vos négligences.

Une nouvelle fois, cet investissement pour un centre aquatique, qui, de prime abord, paraît être une excellente idée, démontre votre incapacité à gérer correctement les priorités de notre Ville. La vie et la santé des Sevranaï ne sont pas négociables. Une fois de plus, vos choix interrogent et, au-delà, certains d'entre eux constituent une mise en danger de la vie des Sevranaïes et des Sevranaï.

**M. le Maire.**- Madame Bernex, pour conclure.

**Mme Bernex.**- Je ne répondrai pas à ces derniers propos, ils outrepassent l'objet de la discussion, mais il serait peut-être intéressant de poursuivre l'échange dans d'autres instances.

Pour ce qui est des commissions de sécurité, je crois que notre Municipalité peut se féliciter d'avoir effectué un travail de rattrapage considérable au regard des négligences antérieures.

Par ailleurs, concernant la Chambre régionale des comptes - une instance régionale rattachée à la Cour des comptes -, elle n'a pas produit de rapport depuis le début du mandat. Nous verrons si elle trouve un intérêt à se pencher sur la gestion de la Ville. En tout cas, ses rapports précédents étaient assez édifiants sur la gestion non seulement budgétaire de la Ville, mais aussi du personnel, qu'il convenait de redresser très fortement.

Je vous écoute attentivement moi aussi, et je suis parfois sidérée par ce que j'entends de-ci de-là.

Tout d'abord, Monsieur Geffroy, nous n'avons pas augmenté le budget de la piscine à travers le BS que nous avons présenté : l'autorisation de programme reste à 26 M€ - et non à 36 M€ comme l'évoque Mme Mabchour, je ne sais pas où elle a trouvé ce montant. Comme je l'ai expliqué, ce sont bien les crédits de paiement que nous augmentons pour pouvoir payer d'ici la fin de l'année, mais aussi sur le premier trimestre 2026, les entreprises qui auront fini les travaux de ce centre aquatique.

Par ailleurs, je pense qu'il est effectivement de la responsabilité des pouvoirs publics, en général, et d'une collectivité comme la nôtre, en particulier, de s'assurer que les enfants apprennent à nager, car c'est aussi leur sauver la vie. En l'occurrence, le bassin olympique que nous construisons nous permettra d'apprendre à nager à beaucoup plus d'enfants dans l'année.

Pour revenir sur la situation financière de la Ville au regard des emprunts et de cette ligne de trésorerie, je voudrais rappeler que, en 2018, la question de l'emprunt ne se posait plus puisqu'aucune banque ne voulait nous prêter de l'argent. L'affaire était entendue. Bien évidemment, la vie continuait tant bien que mal, mais nous ne pouvions plus faire grand-chose. La Ville a failli être placée sous la tutelle de l'État, *via* la Préfecture, notre situation financière ayant été extrêmement délicate.

En 2025, vous l'avez vu dans le budget primitif, nous voulions 26 M€ d'emprunt. Je vous donnerai quelques explications ensuite. Pour cela, nous avons sollicité les organismes bancaires, comme nous le faisons toujours, afin de bénéficier des meilleures offres au meilleur prix, et tous les organismes bancaires, y compris ceux qui n'avaient jamais travaillé avec la Ville de Sevrans, ont répondu à notre appel. Ils nous ont proposé des taux d'intérêt tout à fait intéressants, mais aussi des montants d'emprunt qui dépassaient très nettement notre sollicitation. C'est dire que les organismes bancaires, qui, eux, savent compter, ont bien connaissance de la bonne situation financière de la Ville.

Par ailleurs, vous ne le savez peut-être pas, mais tous les comptes de toutes les collectivités, ceux de Sevrans en particulier, sont contrôlés, validés, éventuellement contestés - cela n'a pas été le cas pour Sevrans -, par les services du Trésor public. Les chiffres que nous présentons sont donc tout à fait exacts et peuvent être vérifiés auprès des services publics de l'État - si vous le souhaitez.

Ce sont les premiers éléments très généraux.

S'agissant de l'emprunt, nous avons effectivement inscrit 26 M€ d'emprunts nouveaux pour 2025 pour répondre aux besoins de financement de deux gros équipements publics qui verront le jour cette année : le poste de Police municipale et le centre aquatique.

Nous prévoyons également des paiements sur le début de l'année 2026.

En réalité, nous aurons mobilisé pratiquement 17 M€ sur l'année 2025, et nous mobiliserons le reste de ces 26 M€ en 2026. Ce n'est pas la première fois que nous procédons ainsi : lorsque nous avons des paiements en début d'année, et particulièrement cette année,

puisque le budget sera voté un peu plus tard, il nous faut pouvoir faire face aux factures présentées par les entreprises.

Pour ce qui concerne les subventions dans cette affaire, Gilles Boitte en a dit un mot, nous avons des promesses et même des notifications de subventions, mais qui ne seront versées qu'une fois les travaux finis. Il nous faut donc effectuer l'avance sur l'emprunt. Nous ne sommes pas dans la situation précédente. D'ailleurs, les fonds européens ne fonctionnent pas différemment : les États apportent l'avance et l'Europe rembourse ensuite. L'État procède de la même façon avec les collectivités, comme la Région, le Département, etc., il nous promet des subventions et les subventions arrivent ensuite. Cela signifie que nous n'aurons peut-être pas besoin de recourir à un emprunt aussi élevé l'année prochaine, d'autant plus qu'aucun gros investissement ne sera finalisé en 2026.

Si vous voulez un point précis sur le niveau d'emprunt, M. le Maire a peut-être indiqué 83 M€ en mars parce que c'était la somme de tous les comptes. En réalité, compte tenu de ce que je vous ai expliqué, l'encours de la dette sera de 73,88 M€ fin 2025. Retenez 74 M€. Effectivement, cela correspond à l'emprunt de long terme. Pour acheter un appartement ou construire une maison, vous comme moi n'empruntons pas sur six mois ou un an, mais sur plusieurs années. Pour des équipements dont certains dureront peut-être 50 ans, il est normal que la Ville emprunte sur 15, 20 ou 25 ans.

En 2025, nous avons souscrit et mobilisé 16,95 M€, ce qui porte l'encours de la dette à 73,88 M€ en fin d'année. Pour rappel, la dette a augmenté en 2025, nous étions à 65,4 M€ fin 2024. Compte tenu de ce que nous avons réalisé, c'est normal. Que livrons-nous avec 9 M€ de plus ? Un poste de Police municipale et un centre aquatique.

On parle beaucoup de la dette de l'État : elle a servi à enrichir les grands capitalistes. La dette de Sevrans, elle, permet de construire des équipements publics pour les Sevranaises et les Sevransais. Voyez-vous la différence ? De plus, je ne crois pas que ces équipements soient inutiles.

Concernant la trésorerie, l'un des articles de notre règlement financier prévoit que nous ne cumulerons pas tout au long de la gestion d'un exercice les 10 M€ de fonds de trésorerie nécessaires pour faire face aux dépenses courantes. Comme le dit si bien M. le Directeur financier, à l'image d'autres Villes, nous externalisons la dette, en ayant recours à des organismes bancaires qui sont prêts à nous payer des avances de trésorerie à hauteur de 1, 2, 5 M€, selon les mois et les factures que nous avons à payer. Deux organismes bancaires nous prêtent de la trésorerie à court terme. En tout, cela représente 9 M€.

Cependant, lorsque nous faisons appel à l'un de ces deux organismes pour des avances de trésorerie, nous ne les remboursons pas à la fin de l'année mais au fil de l'eau, en cours d'année, dans les deux ou trois mois suivants. Ainsi, à date, notre emprunt pour la trésorerie s'élève à 2 M€. Cela ne sert donc à rien d'ajouter 7 M€, ce n'est pas vrai. On peut trafiquer les chiffres, mais il y a une réalité derrière tout cela.

Je m'arrêterai là, je pense avoir été assez précise et assez claire. Toutefois, je veux préciser par ailleurs que les taux d'intérêt de nos prêts, aussi bien à court terme qu'à long terme, en sachant que nous avons deux emprunts à taux fixe et deux emprunts à taux variable, sont tout à fait intéressants par rapport à la moyenne des villes.

**M. le Maire.** - Je proposais que Mme Bernex conclue, mais Mme Mabchour souhaite reprendre la parole. Il y aura un débat !

Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.** - Ce sera très court.

Je ne souhaite pas de procès comme vous venez de le faire, Madame Bernex. Je suis pour le service public et pour les équipements publics. Pour avoir fait partie de l'ancienne majorité, nous avons construit de nombreux équipements publics : maison de quartier, bibliothèque, médiathèque, centre municipal de santé, espace Louis-Blézy, gymnase Jesse-

Owens pour les plus jeunes, terrains de foot, et j'en passe. Je suis donc pour les équipements publics, et je ne vous laisserai pas la possibilité de me faire un procès.

J'entends vos explications, mais je n'ai pas autant d'informations que vous, seulement un document, le budget supplémentaire, et je vois bien écrit « 26 M€ » pour 2025. Je vois également la piscine, un équipement public que personne n'a remis en question et que j'ai voté à l'époque, mais à 16,9 M€. Aujourd'hui, nous sommes bien loin de ces 16 M€. C'est bien de cela que l'on parle : non pas de la nécessité d'avoir des équipements publics, mais de dérapage financier.

**M. le Maire.**- En tout cas, le débat existe bien.

Je vais peut-être attendre pour laisser la parole à Laurent Chantrelle, nous allons d'abord passer à M. Cordin.

**M. Cordin.**- Je reviens également sur les coûts de la piscine.

Vous dites que son montant n'a pas évolué, mais deux avenants dans les décisions augmentent le tarif de 500 000 € : l'avenant n°4 pour 230 000 €, l'avenant n°5 pour 300 000 €. D'ailleurs, il est intéressant de noter que vous ne vous référez pas au coût actuel de la piscine pour nous indiquer le pourcentage, mais à son coût initial. Quand on regarde les décisions, on ne sait donc même pas combien coûte réellement la piscine. Vous jouez un peu avec les chiffres.

**M. le Maire.**- Ludovic Jacquot.

**M. Jacquot.**- Je voudrais simplement revenir sur un élément.

Merci, Madame Bernex, pour cette réponse assez claire et limpide. Toutefois, j'en vois venir certains : quand Mme Bernex parle de « trafiquer les chiffres », ce n'est pas le mauvais terme, c'est « travestir la réalité », afficher de faux montants pour essayer de créer une certaine zizanie dans le contexte des prochains mois.

Elle veut simplement dire « travestir la réalité », rien d'autre.

**M. le Maire.**- Monsieur Boitte.

**M. Boitte.**- Monsieur Cordin, un avenant à un marché est toujours constitué en référence au montant initial. J'essaie d'en expliquer la raison.

La préoccupation du Contrôle de légalité et du Contrôle financier est d'empêcher une collectivité de déclarer un investissement initial, puis d'augmenter par avenant le prix de l'équipement pour en faire autre chose que ce qui était prévu. C'est l'essentiel du raisonnement.

Ensuite, des seuils sont établis. Si un avenant représente plus de 15 % du montant initial, il faut l'expliquer. Je ne reviens pas sur le débat du dernier Conseil municipal mais, avec l'exigence du service des carrières de mettre des plots en béton partout, même sur le parking, en dessous des voitures, nous avons presque atteint les 15 %, nous étions à 14 %. Ayant apporté cette justification, les services de l'État qui contrôlent disent évidemment : « Nous comprenons bien que, à partir de maintenant, les avenants excéderont les 15 %. »

La règle d'origine est, à chaque avenant : allez-vous au-delà de ce qui était prévu dans l'investissement initial ? Cette règle est immuable, et tant mieux, car elle permet d'éviter les détournements d'investissements.

**M. le Maire.**- Monsieur Chantrelle.

**M. Chantrelle.**- J'ai les derniers chiffres de la part de l'Administration sur les coûts en investissement et en fonctionnement. Je demanderai à chacun de bien écouter et, par la suite, de reprendre ces données. C'est vrai que l'on entend beaucoup de choses. Je pense que certains s'égarent parfois, mais peut-être serait-il temps de revenir à la réalité de ce qui existe.

En préambule, je soulignerai que je suis un peu déçu d'entendre que notre futur centre aquatique, l'Aquarena, est une « grande piscine ». Je pense qu'il est plus que cela, et que c'est une fierté que nous aurons à porter tous ensemble. Je suis sûr que nous verrons à terme ceux qui le qualifient à l'heure actuelle de grande piscine patauger dedans, et ce sera avec plaisir que nous les rencontrerons là-bas.

Je précise que certains montants sont HT et d'autres TTC. C'est peut-être quelquefois là que le bât blesse. En ce qui concerne le budget d'investissement, le coût de la

piscine est actuellement de 29,1 M€ TTC. Le marché principal avec Colas, à l'époque, avait été donné à 16,9 M€ HT, soit 20,3 M€ TTC. L'ambiguïté est peut-être là.

Effectivement, un certain nombre d'avenants ont été élaborés. Je souhaitais évoquer tous ces sujets dans la présentation sur la grille tarifaire, mais je précise quelques points dès maintenant. Certains avenants correspondaient à des besoins très précis, par exemple la question du gypse. Même si nous avions prévu à l'origine d'éventuelles difficultés à ce niveau, les organismes décideurs ont eu la volonté que nous procédions à beaucoup d'injections, nous l'avons déjà évoqué ici. Nous l'avons fait, nous nous sommes mis en conformité, mais cela a représenté un coût très important.

Nous avons également été dans l'obligation de réaliser des dévoiements de réseau, et des modifications ont été demandées par l'EPT Paris Terres d'Envol sur des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. Cela a impliqué un autre avenant. Le premier était sur le gypse, le deuxième est celui-ci.

C'est une réalité : si l'on extrait mes propos, l'usage de l'amiante a cessé en 1997 dans les constructions, par conséquent, tous les équipements réalisés avant cette date contenaient effectivement de l'amiante. Les équipements sportifs ne sont pas les seuls concernés, les habitations le sont également. Certains le découvrent peut-être. C'est dommage, mais c'est malheureusement une réalité, et les collectivités travaillent à essayer de rattraper ces constructions. Il faut savoir que des contrôles sont réalisés, nous ne laissons personne respirer de l'amiante : dans les équipements qui en sont pourvus, l'amiante se trouve généralement à l'intérieur, et d'autres éléments nous en protègent. Dans le cas contraire, nous serions contraints à agir et, je le répète, de nombreux contrôles sont effectués en la matière.

Certains besoins sont apparus pendant les travaux. Nous sommes dans une phase opérationnelle, nous ne sommes plus dans la phase de projet. En faisant, on s'aperçoit que tout ne peut pas nécessairement être prévu, surtout dans les détails. Par exemple, l'aménagement du local de plongée avec un compresseur peut être mis en place par la suite, de même que le dévoiement du réseau électrique.

Les panneaux photovoltaïques ont également dû être prévus par un avenant. Nous comptons sur le Fonds vert pour les mettre en place. Malheureusement, l'État a retiré cet aspect. Nous ne les avons pas pris en compte dans le prix global de l'équipement à l'origine, il a donc fallu un avenant pour les ajouter.

Dans le projet de créer un équipement qualitatif, nous avons beaucoup réfléchi à l'idée de prévoir une buvette, car cela répondrait aux besoins des utilisateurs tout en générant une redevance permettant de rembourser cet investissement dans le temps. Un avenant s'inscrit donc dans cette direction.

L'avenant n°5 concerne des questions de fonctionnement. Nous sommes maintenant dans un modèle avec des casiers numériques, qui permettent d'apporter une autonomie et, il est vrai, un confort d'utilisation. Nous avons fait ce choix, toujours dans la volonté de construire un équipement qualitatif. Nous savons que, si nous ne traitons pas ces sujets maintenant, il deviendra plus difficile d'apporter des modifications par la suite, et cela coûtera plus cher. Par ailleurs, se pose une vraie question de garantie décennale pour tout ce que nous ne faisons pas maintenant. C'est un choix qui a été opéré, y compris dans la question des avenants. Pour garder une garantie, il vaut mieux que ce soit le même constructeur, et il faut certainement privilégier cet aspect dans le cadre d'un marché public.

Dernièrement, l'avenant n°6 a été évoqué. Je l'ai dit, pendant les travaux, des points peuvent émerger. En l'occurrence, toute la résine de l'ancien bassin, le bassin estival, doit être refaite à l'extérieur, et cela ne s'est vu qu'après les travaux.

Au regard de tout ce que je peux vous indiquer, vous comprenez que ce n'est pas disproportionné, ce sont simplement des réponses ponctuelles à des besoins identifiés, une amélioration de la qualité, et des déconvenues par rapport aux travaux.

Je répète pour que chacun l'enregistre : le coût de la piscine s'élève à 29,1 M€ TTC.



Pour ce qui est des subventions notifiées à l'heure actuelle, elles atteignent 12 M€.

Nous demandons des subventions supplémentaires de la Région, de l'EPT et de la Métropole à hauteur de 5,2 M€, et nous récupérerons de la FCTVA à hauteur de 4,7 M€.

On m'a fourni le taux des subventions notifiées en HT, puisqu'il y a la question de la FCTVA : l'équipement sera subventionné à hauteur de 57,19 %, soit 29 M€. Plus de la moitié du coût est donc déjà en apport d'argent subventionné.

Ainsi, nous disposerons d'une piscine en régie municipale dernier cri en matière environnementale et de fonctionnement, comprenant un bassin intérieur olympique permettant de faire des compétitions, ainsi qu'un bassin estival destiné à accueillir des jeunes enfants et, notamment, des familles ne pouvant pas partir en vacances l'été. Je pense que ce choix était utile.

Nous n'opposons pas les autres équipements à la piscine, mais la difficulté à le comprendre est sans doute due au fait que peu d'équipements de ce type ont été créés dans la ville. C'était un projet majeur pour la Ville, qui a beaucoup mobilisé l'Administration. Je tiens à en remercier ses agents, car cela a représenté un travail important - vous le verrez dans la présentation de la grille. Depuis 2020 - excusez-moi l'expression -, « ça n'a pas rigolé », et cela a abouti.

C'est factuel, cet équipement arrivera en janvier 2026.

Certes, il peut interroger certains. Un sujet aussi technique que de récupérer un bassin modulaire, l'intégrer dans la piscine actuelle, construire la piscine et un bassin extérieur, tout en essayant de mettre du qualitatif, peut faire peur. En tout cas, la majorité a réussi.

Je vous remercie d'enregistrer les chiffres que je vous ai indiqués. J'ajoute que, si nous arrivons à obtenir les 5 M€ supplémentaires qui ont été demandés, cet équipement sera financé à 75 %. Nous continuons à travailler dans cette direction.

*(Applaudissements partiels)*

Pour terminer, ne faisons pas peur aux Sevranaises et aux Sevranaïses concernant l'ensemble de cet équipement, il arrive, et c'est un choix politique affirmé. Je poursuivrai tout à l'heure.

**M. le Maire.**- Justement, il sera encore possible de débattre sur la piscine tout à l'heure, Madame Mabchour. Je vous faisais signe pour vous signifier que nous pourrions en reparler à ce moment-là. C'est tout de même la troisième fois que vous intervenez, ce n'est pas une partie de ping-pong. Je vous demande de respecter ce temps limité.

**Mme Mabchour.**- Monsieur Chantrelle, une question. Depuis des mois, vous vous plaignez de ne pas avoir d'informations. Aujourd'hui, vous semblez en avoir. Un avenant n°6 est-il prévu, ou pas ?

**M. le Maire.**- Il l'a dit.

**Mme Mabchour.**- Deuxième question : pouvez-vous nous faire un tableau détaillé des subventions notifiées et des subventions sollicitées ?

**M. le Maire.**- Il l'a dit...

*(Rires)*

**Mme Mabchour.**- Je veux disposer d'un tableau qui les détaille précisément.

**M. le Maire.**- Laurent, peut-être que nous pouvons revenir... Enfin... *(Rires)*

**M. Chantrelle.**- Rapidement. Je vais essayer d'être gentil. C'est un peu dur, mais tout de même. J'ai expliqué l'avenant 6. Si on parle et que l'on n'est pas écouté, c'est compliqué.

Je répète les 29,1 M€, peut-être n'ont-ils pas non plus été entendus tout à l'heure, et les 12 M€ de subventions à l'heure actuelle, tout cela en TTC.

Je l'ai dit, l'avenant n°6 concerne la résine autour du bassin extérieur. À la suite des travaux, des besoins ont été identifiés, des problèmes d'étanchéité. Étant donné que le bassin n'est plus à l'intérieur mais à l'extérieur, nous avons préféré prendre des mesures de sécurité.

Je m'arrêterai là, mais peut-être que je poursuivrai tout à l'heure sur certains éléments. En tout cas, il est important que l'on s'écoute.

**M. le Maire.**- C'est intéressant, le débat est là, il est contradictoire et enrichissant. Personnellement, j'aime le débat. Au moins, on s'écoute, on s'entend...

**M. Chantrelle.**- Pas toujours.

*(Rires)*

**M. le Maire.**- Moi, j'ai écouté.

On écoute, j'écoute, et cela apporte des compléments. On me l'a déjà dit, je le répète, on n'a pas raison tout seul, c'est bien de partager un grand moment d'intelligence collective et, surtout, de se mobiliser sur cette question importante du budget, je le disais en préambule. Néanmoins, il est assez intéressant de noter que, dans la Ville de Sevrans, nous avons le même débat depuis des années sur ce qu'est un budget et sur les possibilités d'en établir un à la hauteur de la Ville de Sevrans et de ses besoins.

Nous ne sommes pas d'accord. En même temps, nous en débattons dans cette enceinte, et je pense pour ma part avoir prouvé longtemps que je crois en la transparence. Des documents vous sont communiqués -dont la qualité progresse sensiblement depuis le début de la mandature, c'est reconnu - sur le débat d'orientation budgétaire, sur le rapport budgétaire pour le vote du budget, mais aussi sur le calendrier budgétaire. Le délai entre le débat d'orientation budgétaire et le moment où nous votons le budget, en février, est assez large pour nous permettre de digérer et, surtout, de travailler collectivement sur ce que nous inscrirons dans le budget. Tout cela montre le grand travail de transparence que la Collectivité est capable de mener avec la volonté politique que nous portons ici, dans ce Conseil municipal. C'était le premier point.

Deuxièmement, concernant la maîtrise des comptes et les ratios de gestion au vert, je veux faire un petit clin d'œil. Je me rappelle une rencontre avec M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis avant 2020. Je venais le voir pour les comptes de l'année 2019, et je lui exposais un ratio de désendettement pour la Ville de Sevrans qui était passé de 22 à 9 ans. Il m'a rétorqué : « Non, vous vous êtes trompé, Monsieur le Maire. » Je me suis dit que j'allais passer un mauvais quart d'heure. Il me précise que, selon ses services, c'est 7 ans. C'est tout ! À ce moment-là, j'ai pensé : « Il y a du travail, nous pouvons y arriver, ne baissons pas les bras. Il faut avancer mais, surtout, il ne faut pas oublier que, par rapport à la question du budget, il y a un besoin de débat et, surtout, de mobilisation. »

Je me souviens qu'il y a ici un véritable enjeu depuis des années, quelle que soit la majorité, sur ce qu'est un budget, je parlerai même de « budget de combat », et un enjeu d'égalité territoriale. Il y en a marre de se faire taper dessus quand la Ville de Sevrans veut s'en sortir et qu'on lui reproche finalement de ne pas recevoir les subventions promises. Comme l'a rappelé tout à l'heure Laurent Chantrelle, nous nous battons en ce moment pour que les promesses républicaines concernant les subventions liées à l'héritage olympique et paralympique soient tenues pour le département de la Seine-Saint-Denis, mais aussi pour Sevrans. Nous retournerons voir les collectivités partenaires de ces Jeux olympiques et paralympiques pour leur rappeler qu'à Sevrans, concrètement, l'héritage olympique et paralympique se développe, comme à Saint-Denis.

À Saint-Denis, le centre aquatique olympique, c'est 170 M€. Pour combien nous pointe-t-on du doigt ? Un peu moins de 30 M€ ! Sevrans mérite le centre aquatique qu'elle est en train de construire, et elle le prouve, dans des délais presque d'urgence, alors qu'on nous a beaucoup critiqués en affirmant que nous avions les « pieds dans l'eau », voire dans le fossé. En réalité, les travaux avancent, et nous pourrions livrer cette piscine en janvier.

Je pensais que nous pourrions à nouveau avoir ce débat à l'occasion de la grille tarifaire, parce qu'il y a un enjeu d'accessibilité et de la pratique de la natation. Comme l'a dit Laurent Chantrelle, ce n'est pas seulement un projet d'équipement, un projet de bâtiment ou un projet urbain, avec son coût, c'est un héritage immatériel dont nous pourrions profiter, c'est un sentiment de fierté que portera Sevrans. Un an après les Jeux olympiques, nous continuons de

porter cette aventure olympique et paralympique dont le monde entier a parlé ; et le monde entier regardera également Sevrans. Il faut s'en rendre compte.

La fierté, cela veut aussi dire ne pas baisser les bras et arrêter de s'autoflageller à chaque fois. Nous travaillons et, parce que nous avons des besoins, nous devons aussi les réclamer, les revendiquer, aller les chercher pour avoir l'égalité territoriale. C'est un enjeu. Effectivement, après la suppression de la taxe d'habitation, nous avons subi une perte de recettes. Effectivement, un vrai racket est en train de s'installer au niveau du gouvernement par rapport aux collectivités locales, et Sevrans risque de connaître bien des incertitudes. Malgré tout, nous allons continuer à nous battre.

Je termine sur la crédibilité du travail que nous avons mené depuis un moment. Nous allons en parler. La campagne électorale approche, et le débat budgétaire sera en son cœur. Je me battraï pour montrer que nous avons non seulement redressé les comptes, mais que nous avons aussi dégagé des possibilités, des perspectives.

Effectivement, nous avons contracté un emprunt, cela a enfin été rendu possible grâce à notre crédibilité auprès des organismes bancaires et des collectivités, comme l'EPFIF. Il nous permet ainsi d'investir pour le service public local sans être à perte. Ce centre aquatique en est la preuve, il est une vraie fierté pour Sevrans, démontrant que nous pouvons travailler sur tous les autres équipements de service public, pas seulement sportifs, mais aussi culturels. Nous n'avons rien oublié, nous continuons et continuerons de travailler sur tout cela avec les Sevranaïses et les Sevranaïs.

Je sais que mes propos inviteront encore le débat ou des polémiques, mais j'écouterai et, vous verrez, j'apprendrai. Je sais que, collectivement, nous serons extrêmement puissants.

Nous aurons à nouveau cette discussion tout à l'heure, Laurent, j'en suis sûr, puisque nous pourrons la relancer.

Nous allons maintenant passer au vote sur les trois délibérations qui ont été présentées par Mme Bernex, avec une certaine impulsion dans les discussions. Merci à vous.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 8.

Adoptée par	33	voix	Majorité
Présents ou représentés	45	voix	

Pour	33	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérard, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphane, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	11	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIRREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAROU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan,
Abstention	0	voix	
NPPV	1	voix	MABCHOUR Najat

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 9.

Adoptée par	32	voix	Majorité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	41	voix	
Pour	32	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS

			Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	9	voix	AGUIRBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan,
Abstention	0	voix	
NPPV	4	voix	CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), GEFFROY Philippe, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), MABCHOUR Najat

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n  10.

Adoptée par	33	voix	Majorité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	44	voix	
Pour	33	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asa�s, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	11	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIRBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan
Abstention	0	voix	

NPPV	1	voix	MABCHOUR Najat
------	---	------	----------------

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

## 11 - Rapport d'utilisation du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France - Exercice 2024

**M. le Maire.-** Nous sommes là en plein dans le sujet de l'égalité territoriale.

**Mme Bernex.-** Je vous présente une délibération, qui suscitera peut-être moins de débats que les précédentes. Elle est complètement formelle et d'intérêt limité, mais nous la présentons chaque année car nous avons l'obligation de proposer une ventilation des sommes que nous percevons dans le cadre du Fonds de solidarité des communes de la Région Île-de-France.

La somme dont nous profitons n'est pas négligeable, et elle doit contribuer à améliorer les conditions de vie des habitants de la région.

Pour déterminer le montant dont nous bénéficions, l'indice utilisé dépend de trois critères :

- l'écart entre le potentiel fiscal moyen par habitant régional et celui de la commune, qui constitue 50 % de l'indice ;
- le rapport entre la proportion de logements sociaux dans le total des logements de la commune et la proportion moyenne régionale, qui constitue 25 % de l'indice ;
- le rapport entre le revenu moyen par habitant régional et le revenu moyen des habitants de la commune, qui constitue 25 % de l'indice.

En 2024, la dotation du FSRIF s'est tout de même élevée à presque 7 000 000 € : 6 695 621 €. Elle a contribué à financer différentes actions relevant du développement social des quartiers prioritaires et des interventions de la Ville dans ces quartiers pour l'enfance, le sport, la culture, la jeunesse, les centres sociaux, les actions de santé.

Il nous est demandé chaque année de ventiler la somme que nous avons reçue, soit presque 7 000 000 € en 2024, selon les fonctions comptables que sont : la famille, l'intervention sociale et la santé, les sports et la jeunesse, et la culture. Comme chaque année, nous faisons un *prorata* sur ces fonctions principales au regard des sommes que nous mettons par ailleurs sur le budget principal de la Ville. Cela ne relève absolument pas d'une comptabilité analytique, ne rêvez pas. Les autres communes procèdent de la même manière.

Nous vous proposons donc cette ventilation.

Pour rappel, les montants perçus dans le cadre du FSRIF depuis 2017 sont précisés dans la délibération. Vous remarquez une petite progression, puisque nous étions à 6 481 000 € en 2017, contre 6 695 521 € aujourd'hui, mais cela ne couvre évidemment pas l'inflation très importante que nous avons subie, les uns et les autres, ces dernières années.

Je vous demande d'approuver cette délibération sur la base de cette ventilation théorique, qui sert peut-être à faire des agrégats à des niveaux supérieurs.

**M. le Maire.-** Y a-t-il des interventions ? (*Aucune*)

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 11.

Adoptée par	44	voix	Unanimité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	44	voix	

Pour	44	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDIOU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	1	voix	MABCHOUR Najat

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

## 12 - Subvention exceptionnelle à l'association Ourcq Can'ohé Club Sevranaïs

**Mme Bernex.-** Nous avons déjà présenté cette délibération l'an dernier, car cette association se retrouve dans un cas tout à fait singulier par rapport aux autres associations qui se trouvent dans la ville : son siège social est son local d'activité au niveau de l'écluse, le long du canal, de ce fait, elle est soumise au paiement de la taxe d'habitation. Les associations dont le siège social est la résidence du président ou la mairie sont, elles, exonérées du paiement de la taxe d'habitation.

Il y a trois ans, nous avons pu discuter avec les services des Impôts, et l'association avait bénéficié d'une exonération, mais ce n'est pas tout à fait conforme au Code général des impôts et ce n'est plus possible. L'an dernier, nous avons donc versé une subvention exceptionnelle, qui ne se confond pas avec la subvention habituelle de fonctionnement et de projet. Nous vous proposons de procéder de la même manière cette année.

Laurent Chantrelle verra avec l'association s'il est possible de modifier l'adresse du siège social pour que nous n'ayons plus à verser cette subvention. Nous récupérons une partie de cette somme dans le budget de la Ville à travers la taxe d'habitation, mais la direction des Impôts prend une petite marge au passage, et ce n'est pas nécessaire de faire perdurer ce mode de fonctionnement si nous pouvons l'éviter.

Je vous invite à octroyer cette subvention exceptionnelle qui, si elle n'était pas versée, grèverait lourdement le budget de l'association.

**M. le Maire.-** Monsieur Cordin.

**M. Cordin.-** Nous allons bien entendu voter cette subvention, il est hors de question d'empêcher une association sportive de la ville de travailler.

En revanche, il y a tout de même un problème sur l'exceptionnalité de la subvention. Je ne comprends pas pourquoi, sur toute l'année, on n'a pas été capable de rencontrer le président et les administrateurs de cette association pour leur expliquer la situation. Un changement d'adresse sur internet prend dix minutes, et cela évite toutes ces démarches. Le coût pour la Ville est supérieur à 2 000 €, soit 2 700 €, en raison de toutes les procédures administratives qui engendrent des frais et on ne récupère pas tout l'argent.

À un moment donné, il faudrait tout de même se pencher sur les demandes de subvention des associations. Si elles savent qu'elles ont cette charge parce qu'elles n'ont pas fait la démarche de changer leur adresse, cela doit apparaître dans leur budget prévisionnel et leur demande de subvention doit prendre en compte ce besoin supplémentaire de financement. Elles pourraient aussi prévoir d'augmenter les cotisations de leurs adhérents pour couvrir cette dépense, car je ne pense pas que ce soit à la Ville de s'en charger.

Nous allons voter cette subvention, nous ne les empêcherons bien évidemment pas de travailler. Cependant, il me semble nécessaire que les services municipaux engagent un travail de fond auprès des associations, certaines d'entre elles rencontrent sans doute d'autres problématiques, pour les accompagner à faire les choses en règle et éviter que de telles délibérations ne se présentent à l'avenir en Conseil municipal.

**M. le Maire.** - Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.** - Merci, Monsieur le Maire.

Nous en avons discuté à la commission des Finances, pour l'année prochaine, faisons en sorte que ce marronnier ne revienne pas. Même si nous retouchons effectivement une partie de la somme, quelques frais divers de gestion au profit de l'administration fiscale nous échappent tout de même.

Dans ce cadre, et je m'adresse à Mme Chérifa Mekki, je crois que le travail de remise à niveau des dossiers d'association est terminé, je prendrai donc rendez-vous avec vous, comme nous l'avons décidé à la dernière commission des Finances, pour voir *in situ* quelques dossiers et regarder comment ils se présentent. C'est tout de même de l'argent public, payé par les contribuables sevranaï, qui m'interrogent : « Où va cet argent par rapport aux associations ? »

À 90 %, les associations remplissent une mission, parfois même une mission de service public. Il y a aussi toutes les associations sportives, dont la gestion ne vous revient pas, qui remplissent un grand rôle.

Je prendrai donc rendez-vous avec vous et nous regarderons ensemble le travail qui a été effectué sur la mise en place de ces nouveaux dossiers.

Je vous remercie.

**M. le Maire.** - C'est de la transparence.

Nous partageons les recommandations et les conclusions que vous avez faites, et nous vérifierons avec les services comment pallier ces difficultés à l'avenir, pas seulement pour cette association, mais aussi pour d'autres. Nous verrons. J'espère qu'il n'y aura pas d'autres problèmes. En tout cas, il ne faudrait pas que le même problème se reproduise, ce serait un peu dommage.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 12.

Adoptée par	44	voix	Unanimité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	44	voix	



Pour	44	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Géraud, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAROU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	1	voix	CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte)

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

### 13 - Garantie d'emprunt - Travaux d'investissement halle alimentaire du marché de Sevran

**M. le Maire.**- Pour récapituler, le marché d'alimentation de la Ville de Sevran est exploité en délégation de service public depuis le 16 septembre 2024 par la société Les Fils de Madame Géraud. Outre l'exploitation quotidienne du marché, le délégataire a la charge de réaliser des travaux d'investissement pour le compte de la Ville, les ouvrages étant remis à la Ville à la fin de cette DSP.

En ce qui concerne l'exploitation quotidienne du délégataire, j'en dirai juste un petit mot, même si ce n'est pas le sujet de la délibération présentée ici. Depuis le 16 septembre 2024, elle reprend les axes de travail posés pendant la période de régie que nous avons effectuée avec les services de la Ville, nous en avons beaucoup parlé dans cette assemblée du Conseil municipal : le retour à la règle pour la maîtrise du service public du marché, la valorisation de la halle et la commercialité du marché de plein vent, et l'entretien et la réhabilitation de ce bâtiment public.

Justement, les travaux d'investissement à la charge du nouveau délégataire que sont Les Fils de Madame Géraud devront être réceptionnés à la fin de l'année 2025 - c'est assez large pour que l'on ne me dise pas que je me suis trompé ou que je n'ai pas été sincère. Ils sont soumis à la garantie solidaire de la Ville sur l'emprunt contracté par Les Fils de Madame Géraud. Ainsi, 500 000 € sont à garantir par la Ville. Dans la mesure où cette garantie sera délivrée après la réception des travaux réalisés par Les Fils de Madame Géraud et que ces ouvrages reviennent entièrement à la Ville à la fin de la DSP, il n'existe aucun risque particulier, d'autant que ceci est parfaitement légal.

Si le délégataire vient à défaillir avant la fin de l'amortissement, la Ville reprendra la gestion de son marché forain - elle en a fait l'expérience -, parallèlement aux obligations de remboursement de cet emprunt.

Par ailleurs, la garantie solidaire de la Ville a été limitée à 50 % du montant total de l'emprunt.

Les travaux ont déjà commencé à l'intérieur de la halle, ils avancent, même si nous voudrions évidemment qu'ils avancent plus vite. Normalement, nous pourrions en voir le résultat final à partir de début novembre, et l'ensemble des élus du Conseil municipal auront certainement le plaisir d'être invités par la société Les Fils de Madame Géraud pour visiter cette halle après les travaux, qui ont été réalisés non seulement pour les commerçants, mais aussi et davantage encore pour les usagers de ce marché forain.

Je vous demande d'approuver cette garantie d'emprunt qui faisait partie du contrat de DSP.

Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.** - Merci, Monsieur le Maire.

Dans un premier temps, je dois dire que j'ai été assez stupéfait que ce point soit ajouté à la dernière minute à la précédente commission des Finances. Nous avons appris en début d'après-midi que ce point serait inscrit à l'ordre du jour pour le présenter à la commission des Finances le soir même. J'ai trouvé cela un peu « cavalier », d'autant plus que la société des Fils de Madame Géraud avait été notifiée d'une position de principe de leur banque depuis le troisième décile du mois de septembre. Ils auraient pu transmettre les documents à la Ville plus rapidement.

Je voudrais tout de même revenir sur un point : ce sera quasiment la première fois que la Ville de Sevrans donne sa garantie d'emprunt à une société privée, ou plutôt, comme je l'entends souvent dans vos rangs, à une « société capitaliste ». Je tiens à en alerter l'ensemble du Conseil municipal, car c'est important.

Quelques rappels sont de rigueur.

La DSP pour mettre en place une nouvelle gestion du marché a été établie conformément à un cahier des charges, qui a permis à deux concurrents de candidater sur des bases bien précises. Le premier était l'ancienne société délégataire du marché, qui a répondu sur le principe d'une redevance annuelle de 344 000 € en faveur de la Ville sur la période de la délégation de marché public, soit cinq ans. *In fine*, cela représente donc un versement de la part de la société Somarep à la Ville de 1 720 000 €. L'autre société concourante, elle, a répondu différemment : elle a proposé une redevance de 10 000 € par an, c'est-à-dire 50 000 €. Me suivez-vous ? On nous propose 50 000 € d'un côté et 1 720 000 € de l'autre, soit une différence de plus de 1 600 000 €.

Puis, les seulement 10 000 € proposés par la deuxième société se sont réduits à 5 000 €. Je ne comprends pas ce qui peut expliquer cette évolution des redevances après la signature de la DSP. Ce n'est pas légal. On a mis 5 000 € pour les fientes de pigeon, alors que c'était dans le cahier des charges de la délégation. Pourquoi, alors que la somme de 50 000 € n'était déjà pas « rondelette », l'a-t-on réduite à 25 000 €, comparés aux 1 720 000 € de l'autre société qui concourait ?

Par ailleurs, le dossier de la société qui proposait 10 000 € par an, réduits à 5 000 €, incluait la prise en charge de travaux. Dans un premier temps, dans le cahier que nous, représentants du Conseil municipal dans cette commission, avons reçu, ces travaux étaient de 675 000 €, dont 184 000 € de frais honoraires d'architectes. Souvenez-vous, j'avais alerté au départ que ces frais, de l'ordre de plus de 20 %, semblaient aberrants. En principe, les frais de commission et honoraires d'architectes sont plutôt de l'ordre de 6, 7 ou 8 %, très rarement de plus de 20 %. Cela me paraissait complètement incohérent.

Avec les 50 000 € réduits à 25 000 €, plus les 675 000 €, nous arrivons à une proposition finale de 700 000 € pour la société des Fils de Madame Géraud, comparés aux 1 720 000 € pour la société Somarep. Après délibération, cotation, etc., le choix devait être porté par M. le Maire. Il nous a indiqué que, selon les textes, seul le Maire décide de l'attribution du marché, ce qui est vrai. D'ailleurs, nous avons été évacués - en tout cas, moi, conseiller

municipal de l'opposition, je l'ai été - des commissions de discussion avec les deux candidats et, bien sûr, écartés du choix. C'est normal, les textes stipulent que c'est à M. le Maire de décider qui gèrera le marché.

Cette décision a été prise selon un système de cotation par type de prestation assumée. J'y reviendrai par la suite. Vous verrez, je vous démontrerai que, en définitive, compte tenu de ce que nous sommes en train de mettre en place aujourd'hui, l'égalité entre les deux candidats dans la connaissance exacte de leur dossier a été rompue.

Pour continuer ma démonstration, on s'aperçoit que les 675 000 € de la société Les Fils de Madame Géraud ont diminué à 545 000 € dans un deuxième temps, pour terminer à 495 000 € dans les présentations aujourd'hui. Je pose donc la question : pourquoi, alors que la DSP a été signée, fait-on évoluer les chiffres des travaux qui permettront une rénovation de la halle alimentaire, qui en a grand besoin ? Ce n'est pas légal, ce n'est pas licite, cela rompt effectivement l'égalité des sociétés qui concourent.

Par ailleurs, en allant plus loin dans l'analyse, on s'aperçoit qu'il n'a pas été prévu dans le marché d'origine la possibilité d'une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % des sommes éventuellement empruntées par le délégataire. Cela a été précisé dans des documents annexes qui n'ont même pas été signés, qui n'ont même pas été enregistrés, qui ont été en quelque sorte mis au-delà de la DSP signée. Ce n'est pas normal.

Vous savez bien que je n'ai aucun intérêt ni avec la société Mandon, que j'ai souvent critiquée par rapport à certains travaux qui n'étaient pas faits, ni avec la société des Fils de Madame Géraud. Remarquez-le, les Sevranaï nous le disent, le marché de Sevrans est de plus en plus - excusez-moi de ce terme un peu trivial - « dégueulasse ». Il n'est pas à la hauteur d'un marché d'une ville de 50 000 habitants, on n'y trouve pas ce que l'on cherche, il y a des amas partout, des saletés après le marché, etc. Nous ne contrôlons pas le marché, alors que nous en avons la mission : ce n'est pas parce que nous déléguons à une société capitaliste extérieure que nous ne devons pas contrôler. La halle alimentaire appartient à la Ville, elle est un patrimoine de la Ville, elle doit rapporter à la Ville.

On me dit : « Oui, mais ils ont pris en charge des travaux. » Les travaux rapetissent. Dans un premier temps, on avait prévu qu'ils durent dix mois. Ils ont commencé le 17 août. Aujourd'hui, il est annoncé qu'ils seront terminés en novembre. *A priori*, on serait donc capable d'effectuer en quatre mois des travaux prévus initialement dans le cahier des charges - j'ai les documents avec moi - à dix mois. Je ne le crois pas, et chacun peut voir que les travaux n'avancent pas.

En outre, il y a même des conflits sur ce que l'on appelle les « ciels d'étals ». La Ville ne contrôle pas son marché et le délégataire ne fait pas le travail nécessaire à tel point que des ciels d'étals, construits en bois, devront être défaits. Pourquoi les défaire quelques mois plus tard ? Parce que nous ne sommes pas aux manettes, nous ne contrôlons pas la réalité du marché. Les ciels d'étals devaient être faits en inox, ou au moins dans une matière de type fer, aluminium. Pourquoi a-t-on laissé des ciels d'étals être construits en bois, qu'il faudra donc enlever ? Les ciels d'étals en bois, Mesdames et Messieurs les Sevranaï, posent un problème par rapport aux rats qui circulent en hauteur, sur les ciels, et à leurs déjections sur les produits alimentaires. C'est inadmissible, mais c'est la réalité du marché de Sevrans. Vous savez, Mesdames et Messieurs du Conseil municipal, les Sevranaï s'en rendent compte à chaque marché.

Par ailleurs, les horaires de fermeture ne sont pas respectés. Je plains les habitants des résidences Irène, Isabelle et consorts. Les camions arrivent à 4 h 00 du matin, tournent, on ne remballer pas aux heures dites, etc.

On avait également informé tout le monde qu'une voie pompiers était nécessaire. Des bagarres avec les commerçants ont eu lieu à cet endroit. Vous savez combien j'ai toujours soutenu le monde du commerce. J'en suis issu, je sais ce que c'est, le travail, les considérations. Ce sont des citoyens qui travaillent, qui paient l'impôt, peut-être même à une proportion plus

élevée que certains « richards » de notre société. Ce sont donc des personnes que nous devons protéger, c'est le petit peuple de Sevrans qui agit au jour le jour.

Où en sommes-nous sur la place nord et la place sud par rapport au marché ? Cette voie pompiers n'existe plus. Un incident s'est récemment produit sur le marché, et les pompiers ont eu bien du mal à arriver. Très honnêtement, je ne sais même pas si établir une voie pompiers est obligatoire par rapport à notre type de marché, il faudrait regarder les textes. Je pense que, au départ, c'était surtout une manière de régenter le marché par rapport aux commerces extérieurs.

Et où je veux en venir ? À cette convention de garantie d'emprunt ! Elle permettra à cette société de faire peser sur notre ville une garantie d'emprunt supplémentaire, identique à celle que nous accordons au secteur social et aux organismes HLM, alors même que nous ne percevons aucune taxe foncière de leur part : ils sont exemptés pour 20 ou 30 ans. Cela a un coût pour la Ville.

Par ailleurs, à force de construire toujours plus de HLM, nous avons raté la mixité dans cette ville. Aujourd'hui, nous n'avons quasiment plus de classe moyenne, alors qu'elle nous permet d'obtenir des ressources. Nos classes moyennes sont en train de disparaître, nous sommes en train de paupériser la ville. Nous faisons des cités, par exemple Westinghouse, mais allez au square de la Baleine : c'est devenu un repère de drogue, sous les balcons des habitants, les enfants ne peuvent même plus jouer. C'est inadmissible ! Ce n'est pas logique.

Je reviens à cette convention de garantie d'emprunt. Je trouve qu'elle est complètement déraisonnable, ou cela signifie peut-être que la société des Fils de Madame Géraud est en difficulté financière, qu'ils ne peuvent pas le prendre en charge. Qu'allons-nous leur garantir ? 250 000 €, par rapport à un emprunt de 500 000 €. Je vous disais tout à l'heure que les éventuels travaux s'élevaient à 675 000 €, réduits à 495 000 €. Où est la différence entre le 1 700 000 € d'une société et les 25 000 € de l'autre société ? Je pose la question.

De la part d'une Ville comme la nôtre, qui n'a tout de même pas une aisance financière débordante, ce ne serait pas sérieux. La priorité est le service public, l'école, la jeunesse, nos seniors, la rénovation de nos commerces, de nos gymnases, et non de garantir des sociétés privées qui, par rapport aux conditions que nous leur avons données, se font en plus de l'argent sur le marché. 1 700 000 €, contre 25 000 €. Pourquoi leur garantir encore 250 000 € ? Faites attention aussi à ne pas garantir de la TVA, ils la récupéreront dès le mois suivant des investissements.

Bref, pour moi, il serait inadmissible de voter cette convention, compte tenu de l'état du marché et de nos finances. Les Sevransais ne le comprendraient pas. Les finances ne doivent pas servir à engraisser les sociétés privées. Quand elles ont répondu au marché, elles savaient pour quoi elles concourraient, elles doivent donc prendre leur responsabilité. Que se passe-t-il si la société est défaillante ? La Ville devra payer.

Un point m'inquiète, Monsieur le Maire, et je vous pose la question : y a-t-il encore des procédures de recours par rapport à l'ancienne société, Somarep ? Il faut nous dire la vérité à ce sujet. Si les recours tombent, avons-nous un plan B ? Comment ferons-nous si la société Somarep, en cassation, gagne par rapport à la procédure ? Une procédure de cette nature est-elle encore en cours ?

Sur ce sujet, je crois que nous devons être précis et clairs. Je le dis, nous ne voterons pas la garantie d'emprunt. Je ne vois pas pourquoi la Ville de Sevrans s'endetterait - en termes de garantie, j'entends bien - vis-à-vis d'une société privée qui mettra finalement dans sa poche plus de 1 M€ de différence par rapport aux engagements. Par ailleurs, la nouvelle société s'est engagée sur des travaux, mais il faut savoir que l'ancienne société en avait déjà mené. Nous lui avons laissé le choix : elle avait demandé quoi choisir entre l'électricité et l'assainissement ; nous lui avons répondu de s'occuper de l'assainissement. Aujourd'hui, nous la mettons en cause sur l'électricité. Ce n'est pas sérieux.

Je vous appelle donc à refuser de voter cette garantie d'emprunt. La société Les Fils de Madame Géraud, qui a de multiples marchés dans toute la France, est capable de contracter son emprunt par elle-même sans notre garantie. Dans le cas contraire, ce serait inquiétant.

Merci, Monsieur le Maire.

**M. le Maire.-** Madame Dalila Arab.

**Mme Arab.-** Merci.

Concernant cette délibération relative à la garantie d'emprunt, qui a suscité de nombreuses interrogations, et malgré les précisions apportées sur certains points, nous réaffirmons la position de notre groupe prise lors du Conseil municipal de décembre 2023, qui reste inchangée. En cohérence avec cette position, l'ensemble des membres de notre groupe ne prendra pas part au vote.

Merci.

**M. le Maire.-** Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.-** Avant d'intervenir précisément sur cette délibération, je voulais revenir sur l'histoire que vous nous avez relatée, Monsieur le Maire, sur le Préfet en 2019. Je précise que c'était le travail de l'ancienne mandature, à laquelle j'appartenais, et non le résultat de la mandature actuelle.

Je reviens maintenant à la délibération qui nous concerne, la garantie d'emprunt pour une délégation de service public, encore une, où rien n'est clair : une redevance en chute libre, des garanties d'emprunt pour le délégataire, et la Ville qui prend à sa charge certains travaux. Votre transparence annoncée avec ce nouveau délégataire, Monsieur le Maire, est un brouillard administratif.

Ce que je retiens, c'est que la Ville perd entre 1,5 M€ et 1,7 M€ de redevances, et garantit les travaux. C'est pourquoi je ne voterai pas cette délibération.

**M. le Maire.-** Monsieur Jacquart.

**M. Jacquart.-** Je me suis souvent exprimé sur la question du marché mais je le ferai une nouvelle fois ce soir, puisqu'elle passionne apparemment les débats, encore plus à cinq mois des élections. Je constate que certains sont déjà en campagne, en tout cas j'en ai l'impression, mais ils oublient l'histoire quand elle ne va pas dans leur sens.

En 2020, une réalité s'est imposée à nous concernant le marché. Tout à l'heure, les commissions de sécurité ont été évoquées, nous les avons récupérées, et il y avait un sujet sur le marché : la Commission sous-départementale avec la Préfecture interrogeait la sécurité incendie. Après des manquements sur cette question, nous avons écrit à plusieurs reprises au délégataire de l'époque.

La voie pompiers n'est pas arrivée du jour au lendemain par hasard, les pompiers nous ont alertés sur nos obligations à cet égard. Des débats sont survenus : 8 mètres ou 4 mètres ? Il a très rapidement fallu faire intervenir les pompiers pour connaître la réglementation en vigueur sur la question du marché et de la voie pompiers.

Monsieur Geffroy, je n'ai aucun doute sur le fait que vous soyez attaché aux commerçants ou au marché, mais c'est également notre cas, je vous dirai pourquoi par la suite.

Les pompiers nous ont expliqué qu'il doit exister une voie pompiers libre de 4 mètres, mais de 8 mètres en cas d'intervention, c'est-à-dire que nous devons pouvoir déplacer les structures. C'est le cas aujourd'hui. Bien évidemment, une vigilance quotidienne est nécessaire pour faire respecter cette voie, c'est ce que nous demandons à notre Police municipale. Parfois, il m'arrive, comme vous, de me promener et de rappeler la règle. Elle est globalement respectée, mais elle n'existait pas par le passé. Le précédent délégataire ne répondait pas à ses obligations en la matière, comme à l'intérieur de la halle sur les questions de sécurité incendie. Nous avons travaillé et fait en sorte de régler ces difficultés.

Bien évidemment, ne nous mentons pas, d'autres problèmes sont à régler sur cette question du marché, mais nous y travaillons. Affirmer que tout est parfait serait mentir.

Concernant l'attachement aux commerçants et à notre marché, je me suis souvent exprimé, mais je le répète ici. Nous avons une audience importante, il ne faut pas que les Sevranaïens pensent que nous n'agissons pas à ce sujet.

Pendant la période du covid, il a fallu que nous maintenions le marché. Pour cela, nous devons donner des garanties à la Préfecture sur le fait que nous en avons la capacité. Presque à chaque marché, nous allions auprès des commerçants pour leur demander : « S'il vous plaît, portez vos masques, il en va de votre commerce, de votre exploitation, de votre travail du quotidien. » S'il y avait un contrôle, que des difficultés étaient constatées, nous aurions dû fermer ce marché. Cela aurait été très compliqué pour eux et les habitants qui ont besoin de s'y rendre et de consommer les produits de nécessité, etc.

Nous avons fait tout notre possible pendant le covid pour maintenir ce marché. Vous l'avez vu, il ne pouvait y avoir plus de 1 500 personnes à l'intérieur, et nous avons installé des barrières et mis à disposition du gel hydroalcoolique. C'est pour vous dire que, si vous êtes certes attachés aux commerçants et aux habitants qui fréquentent ce marché, mais nous le sommes également et nous avons travaillé. Tout n'est pas parfait, je suis d'accord avec vous, nous devons continuer à travailler, être exigeants et ne pas lâcher ce qui a été réalisé.

Un dernier point concernant l'attachement des commerçants : vous le savez, chaque fois qu'un vote a concerné la place et son augmentation, nous avons toujours voté contre. La délibération n'est jamais passée, sauf une fois, parce qu'il ne restait que trois mois par rapport aux enjeux juridiques : des actions étaient menées et il fallait respecter le contrat signé par le passé.

Une dernière précision, puisque l'on parle du mandat précédent, avant 2020. À l'extérieur, les volants ont 750 mètres linéaires. Le mandat précédent ne l'a pas fait respecter, et ils ont atteint jusqu'à 1 400 mètres linéaires. Bien évidemment, cela pose des questions de sécurité et de circulation dans le marché. Nous y avons travaillé avec les commerçants, mais cela n'a pas été simple, il a fallu tout leur expliquer.

En tout cas, comme vous, nous sommes attachés à ce marché, et nous continuerons à travailler pour essayer de l'améliorer.

**M. le Maire.**- Marwa Brahim.

**Mme Brahim.**- Merci.

J'expliquerai mon vote par des chiffres officiels que j'ai trouvés sur internet, je vous laisse la liberté d'en prendre connaissance.

Sur l'année 2024, la société Les Fils de Madame Géraud a obtenu un chiffre d'affaires de 18,3 M€, une marge brute de plus de 19 M€, et un résultat d'exploitation de 603 000 €. Ces chiffres interpellent.

Contrairement à M. Geffroy, je ne m'inquiète pas sur les risques de défaillance de cette société. Néanmoins, par principe, vous avez bien compris que je voterai contre cette délibération. C'est une société qui s'engraisse sur la base du contrat de délégation de service public, une société évidemment capitaliste. Elle a des obligations, elle doit pouvoir y répondre, et il y a des exigences des élus et des Sevranaïens. À mon sens, cette délibération vient effectivement comme une tache à voter ce soir.

Chacun est libre, mais je voulais faire cette explication de vote qui me semblait importante.

Merci à vous.

**M. le Maire.**- Manuel Wavelet.

**M. Wavelet.**- Bonsoir.

M. Geffroy a mentionné un point portant sur la TVA, j'ai donc fait des petites recherches.

Selon vous, Monsieur Geffroy, la société délégataire peut récupérer la TVA sur les travaux.

L'emprunt proposé portant sur le montant TTC des travaux, cela signifie que la Collectivité garantirait une somme plus élevée que le coût net supporté par l'entreprise : ainsi, la couverture de l'emprunt serait non pas à 50 %, mais à 83,33 %.

En effet, si on reprend le montant hors taxes de 416 667 €, les frais que nous devrions couvrir pour arriver à 50 % de couverture seraient de 208 333 €. Si, comme vous le dites, Monsieur Geffroy, nous garantissons 250 000 €, nous sommes à 83,33 % de taux de couverture.

Le fait que nous couvrions le remboursement de la TVA qui ne pèse pas sur le délégataire peut être utilisé pour argumenter que l'avantage apporté est excessif. En d'autres termes, la Collectivité garantit une charge de TVA que l'entreprise ne supportera finalement pas, ou très peu, ce qui apparaît comme un avantage indu pour le délégataire. Cela pourrait être considéré comme un biais dans l'équilibre entre les candidats.

Une façon de corriger ce déséquilibre pourrait être de ne garantir que la part hors TVA ou de réduire la quotité de la garantie pour neutraliser cet effet. Je demande donc le report de la délibération afin de corriger la quotité, ou que vous nous précisiez si la quotité que nous garantissons porte sur le montant HT ou TTC.

En l'absence de report et de modification, nous, les membres de mon groupe, serons obligés de nous abstenir.

**M. le Maire.**- Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.**- Je ne polémiquerai pas avec M. Jacquart, loin de là, mais il a l'air de dire que je suis en pré-campagne électorale. Pas du tout, Monsieur Jacquart. Vous savez, je suis sur le terrain à Sevran tous les jours depuis vingt ans. Je me promène, je fais mes courses, je vais au canal, au parc de la Poudrerie, je promène ma chienne, je parle avec les habitants. Je suis un homme du quotidien de Sevran. Il est vrai que je me passionne pour les affaires de cette Ville, mais je vous le dis clairement : je ne soutiens ni ce mandat actuel ni le mandat précédent. Avec mes amis, je suis la troisième voie qui s'offrira à Sevran : une voie claire, saine, avec des perspectives.

Mme Marwa Brahim a reprécisé les chiffres de la société des Fils de Madame Géraud : ils ont largement la surface financière, il n'est pas nécessaire de leur apporter une garantie. En gros, ils nous ont déjà « piqué » - je mets bien les guillemets, le modérateur - 1,5 M€ par rapport à la redevance, une somme qui ne rentrera pas dans les caisses. Qu'allons-nous encore leur garantir 250 000 € ?

Il y a aussi la réflexion de notre collègue, M. Wavelet, par rapport à la TVA. Nous n'allons tout de même pas leur financer de la TVA, Monsieur Boitte, qu'ils recevront dans leurs caisses le mois suivant les réalisations des investissements !

Nous pourrions également parler des agents de sécurité que vous avez placés au marché. C'est bien, mais ils devraient être pris en charge et payés par eux, pas par la Ville. C'est encore une avance que nous leur faisons.

Vous savez que je n'ai jamais engagé de contentieux : je n'ai jamais écrit au Préfet, ou formé de recours devant le TA.

Ce n'est pas mon habitude, je n'aime pas cela. De la même façon, je ne « tire pas » non plus sur les hommes... et les femmes. Je dis « hommes » au sens général du terme, je ne suis pas dans le wokisme à mettre des « e », des « es », etc. Je parle comme avant, cher Gérard Prunier, comme nous l'apprenions à l'école primaire.

Néanmoins, si cette délibération n'est pas retirée ou si elle est votée, mon groupe écrira au Préfet et déposera certainement un recours devant le TA. Ce recours ne sera pas contre la Ville, mais contre la société concernée.

Je vous le dis, Monsieur Bacon, et je vous regarde, je suis étonné qu'il soit proposé de voter une telle garantie d'emprunt pour une société qui ne fait pas son travail.

**M. le Maire.**- Monsieur Jous.

**M. Jous.**- Merci.

J'ai parfois l'impression que l'on marche sur la tête. Vous avez fait des pieds et des mains pour que cette société puisse finalement devenir le délégataire du marché, soit, mais ces éléments ne figuraient pas dans la procédure d'attribution, en tout cas pas de manière claire.

Aujourd'hui, le marché est loin d'être celui que nous pourrions attendre pour une ville comme la nôtre. Mme Brahim et d'autres conseillers municipaux ont fait un parallèle avec les bénéfices que réalise ce type de sociétés : leurs chiffres sont colossaux, elles ont les reins solides et peuvent, au regard de leurs finances habituelles, gérer ce genre de dépenses sans aucun souci. Je ne vois pas pourquoi la Collectivité devrait garantir un emprunt pour une société ayant de tels chiffres.

Je salue la position de Mme Brahim, mais on pourrait s'interroger : si nous refusons la garantie d'emprunt pour cette société, pourquoi garantissons-nous des emprunts pour des bailleurs sociaux dont les chiffres sont tout aussi exceptionnels, voire beaucoup plus encore ? Soyons cohérents. Oui, refusons la garantie d'emprunt, c'est ce que je ferai à titre personnel, je ne vois pas pourquoi nous garantirions cet emprunt. Cependant, dans la cohérence des propos, je nous invite à poursuivre cette démarche avec les bailleurs sociaux, qui touchent tout autant d'argent, voire beaucoup plus, et pour lesquels nous garantissons également des emprunts.

Encore une fois, je ne comprends pas pourquoi la Ville devrait garantir des emprunts pour des sociétés qui ne font pas le travail comme elles le devraient pour respecter la dignité des Sevranaï, leur bien-être et la qualité de service qui devrait leur être assurée, mais qui, trop souvent, malheureusement, ne l'est pas.

**M. le Maire.**- Monsieur Bacon.

**M. Bacon.**- Merci.

Le marché a toujours été un sujet de discorde et de dispute politique au sens noble du terme. La dispute est vertueuse.

Concrètement, il y avait deux lignes : la ligne de délégation de service public, plutôt libérale, et une ligne de régie publique. En début de mandature, des débats sont intervenus en interne, assez musclés, étant entendu que la régie publique est un projet très ambitieux qui nécessite des investissements financiers colossaux. Ce débat existe toujours, et c'est un objectif que nous nous fixons politiquement.

Personnellement, je ne pense pas que nous puissions faire confiance à ces sociétés.

Une petite réponse à M. Geffroy : nous sommes les tenants d'une économie mixte. Jusqu'à preuve du contraire, nous vivons dans une société capitaliste. Nous sommes pour contrer les effets du capitalisme par un *maximum* d'actions publiques, mais le tout est de trouver un équilibre entre les deux.

Sept entreprises se partagent le marché français. J'appelle cela du bolchevisme privé, en quelque sorte, quand on appelle cela de la concurrence. En plus, si on a contracté avec l'une de ces entreprises et que l'on veut s'en séparer - pour des raisons évidentes, on voit le travail qu'elles effectuent -, ce n'est pas possible ; il y a des recours juridiques.

On peut donc faire l'apologie de la libre concurrence, libre et non faussée, etc., mais la vérité est qu'elle n'existe pas.

Nous avons affaire à des entreprises qui sont presque toutes les mêmes prestataires. C'est mon point de vue, c'est l'homme qui parle. Il faut comprendre que c'est un milieu un peu mafieux. Pour savoir comment fonctionne un marché, il faut y circuler et le connaître intimement. Beaucoup de cash circule. Quand on met le nez dedans, on prend des risques physiques, cela doit être souligné. Quand nous avons mis en place cette régie il y a quelques années, que nous avons repris la main parce que c'était absolument indispensable, nous avons pris des risques physiques. Avec Ludovic Jacquart, notamment, nous étions à 5 h 00 du matin face aux forains et à tous les autres. Ces affaires engagent physiquement, mais cela nous permet également d'enrichir le regard que nous portons sur les choses.

Du bolchevisme privé, donc, c'est clair. Concrètement, quand on rompt un contrat, on est obligé d'en signer un avec une entreprise qui vaut la précédente.



Nous étions arrivés à une situation de crise où nous n'avions pas le droit juridiquement de prolonger la régie publique. Nous avons décidé de faire confiance à ce nouveau mandataire, et nous n'allions pas commencer un partenariat et une collaboration sur la base de la suspicion, en disant : « De toute façon, vous allez faire la même « merde » que vos prédécesseurs », même si certains en étaient convaincus. Nous avons donc signé un contrat, et cette garantie d'emprunt est contractuelle, tout simplement.

Tout d'abord, une précision : nous ne garantissons pas le patrimoine privé du délégataire. Si encore nous avions affaire à des milliardaires et que nous garantissons des emprunts qui concernent un patrimoine privé, d'accord. Mais ce n'est pas du tout le cas : il s'agit ici d'un équipement public. En l'occurrence, une entreprise privée investira dans un équipement public qui, à l'issue du contrat, restera à la Ville. Quand le délégataire partira, nous conserverons ainsi une halle rénovée. Il faut bien comprendre que nous sommes dans la situation inverse : c'est un acteur privé qui investit dans un bien public. Que nous garantissons l'emprunt est donc tout à fait conventionnel, parfaitement courant.

En conclusion, la situation du marché est très, très difficile. Je suis partisan de reprendre la main définitivement et de faire une régie publique, mais c'est très long à mettre en place et il faut évidemment que nous fassions corps à ce sujet. Cela peut être un combat de la population elle-même. Il faut des revendications claires, sinon on brasse de l'air, les années passent et les difficultés persistent. Le problème de fond est politique : régie publique ou délégation de service public ? La population peut s'emparer du sujet, cela peut notamment structurer les prochaines échéances électorales.

Si nous ne votons pas la garantie d'emprunt, les travaux n'auront pas lieu. On croit faire du mal au délégataire, mais la vérité est que l'on nuit à la qualité de notre marché et à ses usagers. Je rejoins toutes les critiques, je vis sur place, je subis ce marché avec tous ses inconvénients, mais la réalité concrète est celle-ci : c'est contractuel. Si nous ne garantissons pas cet emprunt, nous n'honorons pas le contrat, il n'y aura pas de travaux, nous entrerons dans une phase de contentieux encore interminable et nous ne pourrons pas reprendre la main.

Respectons le contrat. Ils investissent dans un bien public, c'est plutôt positif. Essayons également, tant bien que mal, de leur faire confiance : peut-être nous surprendront-ils, qui sait !

**M. le Maire.-** Monsieur Boitte.

**M. Boitte.-** Je voudrais intervenir sur un seul point, parce qu'il ne faut pas mettre en danger la Collectivité et ses intérêts.

Continuer à dire aujourd'hui qu'il existe une suspicion de partialité dans la présentation du dossier à l'égard des deux sociétés candidates revient à faire du mal inutilement à la Ville. D'autant qu'une décision du Conseil d'État, très longue, a été prononcée.

Le Conseil d'État ne s'est pas contenté de conclure que la petite réponse que j'avais postée sur Facebook n'était en aucun cas une marque de partialité, et que je n'avais pas manqué à mes obligations d'impartialité. Il a repris également les différents arguments que présentaient de façon secondaire, mais éventuellement utile, le plaignant, la société qui voulait à tout prix conserver le marché. Dans les éléments sur lesquels l'ancien délégataire est débouté, il y a notamment la question de l'égalité entre les deux concurrents. Or, le Conseil d'État a jugé que les conditions d'égalité avaient été respectées.

Sauf à vouloir être témoin à charge au profit de l'une des deux sociétés, de grâce, ne colportons pas des informations infondées ou qui pourraient faire du mal à la Ville. Faisons très attention à ce que nous affirmons, car cela peut entraîner des conséquences sur le plan judiciaire.

Merci.

**M. le Maire.-** Monsieur Libert.

**M. Libert.-** Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

C'est un peu fort de jouer sur la culpabilité en disant : « Attention, si nous ne votons pas, c'est le déluge. » Je crois qu'en droit - mais il y a des professionnels du droit -, on ne peut pas se prévaloir d'un dol que l'on a soi-même engendré. Vous avez choisi un prestataire avec lequel vous avez contracté et, dans ce contrat, vous avez effectivement indiqué que la Ville devait garantir l'emprunt.

En début de soirée, nous avons eu le droit à « Bernard Arnault a gagné, hier, 16 Md€ », et, de la part de Mme Bernex, à une critique du grand capital. D'une part, je constate tout de même que la Ville emprunte au grand capital. D'autre part, on nous annonce ce soir, après ces deux réflexions, que nous, la Ville, garantirons en fin de compte 250 000 € à une société multimillionnaire. C'est étonnant !

**M. le Maire.**- Monsieur Bacon.

**M. Bacon.**- Je veux bien répondre, merci. Avec joie, ce sont des débats passionnants. *(Rires)*

**M. le Maire.**- Je ne voulais pas faire de rallonge, j'ai cru que tu voulais parler.

Manuel Wavelet.

**M. Wavelet.**- Je voudrais simplement savoir si nous garantissons 250 000 € ou 208 000 €, c'est-à-dire le TTC ou le HT. Je vous rappelle que, d'un côté, c'est 50 % et, de l'autre, 83 %, nous sortirions donc du contrat.

**M. le Maire.**- Je répondrai à cette question, elle est précise et assortie d'une proposition de reporter la délibération. Nous parlions tout à l'heure de débats. Visiblement, beaucoup d'élus parmi la majorité n'ont pas compris ou attendent encore des informations. Nous en avons parlé en Commission exécutive et cela me semblait clair, mais il faudra que nous clarifions différents points.

La garantie d'emprunt est incluse dans le contrat de DSP, c'est écrit noir sur blanc, nous nous mettrions donc en défaut de responsabilité d'exécution de ce contrat.

Il ne s'agit pas ici de nous culpabiliser, mais de respecter la règle que nous avons choisi d'élaborer pour nous dans le contrat avec le délégataire.

Pour mémoire, le Conseil municipal a toujours été mouvementé lorsque le débat porte sur le marché forain, sans parler du délégataire, quel qu'il soit. Je ne rappellerai pas à chacune et à chacun les noms d'oiseau qui ont été émis à propos du précédent délégataire. Tous les rapports annuels du précédent délégataire - Mandon Somarep, son nom a été cité - ont été rejetés par les conseillers municipaux, en dehors de la première année d'exploitation et de l'année du covid. C'est ainsi, c'est un fait.

Il se trouve qu'une procédure de délégation de service public a été retardée, qui a finalement abouti à la désignation par le Conseil municipal d'un nouveau délégataire. Comme vous l'avez dit tout à l'heure, Monsieur Geffroy, le Maire choisit parce que ce sont les textes mais, en réalité, c'est assez incroyable : dans le cadre du contentieux, si jamais j'indiquais que ce n'est pas moi qui avais choisi mais une commission, nous aurions été retoqués. Je vous rappelle le débat que nous avons eu à ce moment-là. Je sais bien que nous tournons en rond à chaque fois, mais c'est la réalité. À partir du moment où la Ville a décidé de changer de délégataire parce que son Conseil municipal a rejeté tous les rapports annuels du précédent délégataire - c'est bien cela, notre histoire -, nous sommes partis sur un long, très long contentieux.

Encore aujourd'hui, on n'arrête pas de se plaindre, de nous culpabiliser sur le fait que les travaux n'avancent pas, que cela ne se passe pas bien sur ce marché mais, au bout d'un moment, si l'on marche sur la tête, c'est là. Je l'ai dit dans ce Conseil municipal, et je sais que beaucoup d'élus pensent la même chose, c'est à la Ville de prendre la main, pas au délégataire, au prix d'une redevance qui peut gonfler. En février 2024, le précédent délégataire, qui nous proposait une redevance toujours plus forte pour nous acheter, nous a livré le bâtiment de la halle du marché actuel dans un état lamentable et indigne. Aujourd'hui, il faut tout rattraper. C'est ainsi.

C'est incroyable : une société capitaliste, comme les uns et les autres le répètent depuis tout à l'heure, n'accepte pas que la Ville décide de faire un autre choix pour le marché forain. Exceptionnellement, une régie a été mise en place. Personne ne croyait que nous y parviendrions, mais nous l'avons fait, et même les commerçants nous disaient vouloir la garder. Puis, à force de mettre les mains dans le moteur, de regarder, de comprendre comment fonctionne le marché, nous nous sommes rendu compte de beaucoup de choses, dont nous tirerons les leçons pour l'avenir.

J'ai entendu que les horaires n'étaient pas respectés. De même, on marche sur la tête. Des commerçants, qui sont assez « francs du collier » et disent ce qu'ils pensent, me signalent régulièrement : « Nous en avons assez, donnez-nous un peu de marge de manœuvre par rapport à ces horaires, vous les respectez trop. » Je ne sais pas ! À un moment, c'est de tous les côtés.

S'agissant des travaux, des réunions de chantier hebdomadaires sont organisées, ainsi que des rencontres avec les commerçants. Ces commerçants, qui, je le disais, sont « francs du collier » - c'est un compliment -, ont hâte que nous avancions. Ils sont fatigués de ces histoires de contentieux et - je m'excuse - de ces histoires politiques. Ils veulent retrouver une sérénité, ils veulent travailler.

Je vois que M. Bacon veut intervenir, mais je pense que le débat pourra se prolonger plus tard. M. Wavelet a proposé que nous reportions cette délibération, je vais dans son sens. De cette façon, tout le monde sera content. Nous en reparlerons au prochain Conseil municipal du mois de décembre. D'ici là, nous répondrons à toutes les questions qui ont été posées, avec l'appui de nos services juridiques. J'avoue que je ne sais pas ce qu'il en est sur ce sujet de TVA, mais je ne voudrais surtout pas qu'il y ait l'ombre d'une ambiguïté. Au-delà du droit, nous parlerons aussi politique. Que voulons-nous pour le marché, pour les habitants ? À un moment, il faudra choisir.

Je n'ai jamais eu l'intention d'exclure qui que ce soit. Mais si nous jouons avec le droit et que je ne dis pas au Conseil municipal que c'est le Maire qui décide, nous perdrons. Soyons clairs, Monsieur Geffroy, vous le savez.

Concernant tous les recours et toutes les procédures en cours, la Ville a gagné devant le Conseil d'État. Franchement, j'en suis fier. Au bout d'un moment, cette histoire commençait à bien faire. J'ai une note de dix pages au sujet du contentieux. Vous l'avez dit, une société riche, bardée d'avocats. En attendant, c'est la Ville qui en pâtit et il faut avancer.

J'en débattrai également avec les commerçants. Nous en discuterons tous ensemble avec les réponses aux questions posées ce soir, et nous devrons avancer et réaliser des choix.

Je propose donc que le débat soit reporté au prochain Conseil municipal. Je propose même que nous le préparions avec la commission des Finances, comme vous l'avez dit, mais en envoyant les documents y afférents un peu plus en amont. Cela, je le regrette. Ainsi, tout pourra être beaucoup plus clair.

C'est un sujet important, et il serait dommage que cela se termine en vaine polémique.

Je termine.

*(Philippe Geffroy intervient hors micro.)*

Parce que je vous donne raison. Ne faut-il plus que je vous donne raison ? *(Rires)*

**M. Geffroy.** - Monsieur le Maire, si vous me le permettez, nous pourrions peut-être avancer grâce à notre collègue M. Wavelet.

**M. le Maire.** - J'ai saisi la perche.

**M. Geffroy.** - Je vous préparerai un petit mémo sur toutes les questions que je vous ai posées.

**M. le Maire.** - Nous le ferons collectivement.

**M. Geffroy.** - Nous parlerons même du parvis, de tout le marché. C'est dommage que nous n'ayons pas de préparation du budget, mais nous pourrions ainsi consacrer une

commission des Finances très largement au marché et essayer de sortir par le haut pour tous les Sevranaï.

**M. le Maire.**- Nous y travaillerons aussi, je peux vous l'assurer.

J'ai donc saisi la perche, elle me paraît constructive, je ne la prends pas en « pleine poire ».

Merci.

Dans l'ordre du jour, les délibérations 14, 15 et 16 sont proposées au Conseil municipal comme adoptées par assentiment, à moins qu'une ou plusieurs personnes s'y opposent à cet instant.

Monsieur Boitte, c'est ce que vous proposiez. Deux mots ?

**M. Boitte.**- Merci, Monsieur le Maire.

Les délibérations 14 et 15 sont des points récurrents que nous votons chaque année. Elles concernent des subventions aux collèges et au lycée, ainsi qu'aux coopératives scolaires des écoles primaires. Nous avons utilisé les mêmes critères que les années précédentes.

Je précise que, au-delà de ces demandes, nous avons été sollicités par une association d'élèves et de professeurs du lycée Blaise-Cendrars, mais cela intervient en dehors de ces subventions aux collèges, au lycée et aux écoles primaires. À leur demande, une étude à part sera ainsi menée.

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

#### 14 - Subventions aux collèges et lycée de Sevrans pour l'année scolaire 2025/2026

Adoptée par	45	voix	Unanimité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	45	voix	
Pour	45	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mérim (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIRREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDIOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	0	voix	

15 - Subventions aux coopératives scolaires année scolaire 2025/2026

Adoptée par	45	voix	Unanimité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	45	voix	
Pour	45	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIRREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre		voix	
Abstention		voix	
NPPV		voix	

16 - Convention « Bourse au permis de conduire » de l'EPT/Ville de Sevrans

Adoptée par	45	voix	Unanimité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	45	voix	

Pour	45	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDIOU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	0	voix	

## 17 - Grille tarifaire piscine municipale

**M. le Maire.-** Comme *Un jour sans fin*, nous revenons à la piscine.

M. Laurent Chantrelle.

(Projection d'un PowerPoint)

**M. Chantrelle.-** Je vais effectivement vous parler de la grille tarifaire, mais nous vous proposons d'abord une genèse du projet et un état d'avancement des travaux. Je pense qu'il est important de faire un point sur l'ensemble.

Mesdames, Messieurs, chers collègues, il vous est présenté ce soir la grille tarifaire du futur centre aquatique de Sevrans, l'Aquarena, un projet structurant au service de notre ville, porté par notre majorité depuis 2020.

Ce centre est le fruit d'un travail rigoureux, progressif et collectif, dès la rénovation de l'ancien bassin en 2021 pour garantir une continuité de service, jusqu'à notre réponse à l'appel à manifestation d'intérêt de Paris 2024, qui a permis à Sevrans d'intégrer l'héritage des Jeux olympiques.

Vous avez là l'ensemble du processus avec les dates et les différents parcours. Vous pouvez voir que, sur cette mandature, le projet a été lancé très rapidement, dès 2021. C'est un projet de conception-réalisation. L'idée a été de mettre en place un jury, qui a choisi un groupement de projets avec le cabinet d'architectes BVL Architecture et l'entreprise principale de travaux, Colas. Une fois cela acté et le cahier des charges affiné, les travaux ont été lancés en automne 2023.

Nous nous retrouvons aujourd'hui, en octobre 2025, à quasiment deux mois de l'ouverture de ce site.

Je rappelle aussi que, pendant l'été 2025, le nom du centre aquatique a été choisi par les Sevranaises et Sevransais : Aquarena. Nous verrons plus tard que le projet de grille

tarifaire, qui a été mûrement réfléchi, a permis de consulter l'ensemble des usagers à un autre moment.

L'Aquarena n'est pas une piscine comme les autres, c'est un centre aquatique multifonctionnel pensé pour répondre à tous les usages : sport, apprentissage, détente, bien-être, vie sociale. Il accueillera un bassin olympique de 50 mètres avec un fond mobile, des gradins pour 200 spectateurs, un espace bien-être complet, une salle de fitness, une buvette extérieure et un bassin extérieur avec un *solarium* végétalisé.

Nous avons fait un choix politique fort : gérer l'équipement en régie municipale. Cela nous donne la main sur les tarifs, les recettes et les orientations du projet. Cela garantit une gestion publique au service des habitants, et non des logiques de rentabilité privée.

Il s'agira également d'un équipement écoresponsable, conçu pour répondre aux enjeux climatiques et énergétiques. Nous avons intégré des dispositifs innovants : récupérateurs de chaleur, récupérateurs d'eau pour alimenter les sanitaires, filtres de haute précision pour réduire la consommation d'eau, ventilation en double flux, panneaux solaires, matériaux durables. C'est un projet d'avenir ancré dans une démarche de sobriété énergétique et de transition écologique, y compris dans un territoire populaire comme le nôtre.

Nous vous présentons quelques photos pour vous montrer où nous en sommes actuellement des travaux.

Aujourd'hui, le bassin olympique est assemblé et les finitions avancent rapidement : carrelage, habillage et traitement de l'eau. La prochaine étape concernera l'aménagement des espaces bien-être, les gradins, les extérieurs, ainsi que la finalisation du traitement de l'eau. Comme cela a été dit tout à l'heure, la livraison de l'équipement reste prévue pour janvier 2026.

*(Différentes photos défilent.)*

Vous pouvez voir ici le bassin de 50 mètres.

Le bassin devant, recouvert, est celui de l'ancienne piscine extérieure.

Voilà le fameux bassin de 50 mètres vu d'en bas.

Cette photo est intéressante. Beaucoup se demandaient : quel est ce fameux bassin olympique ? Vous le voyez de l'extérieur. C'est un assemblage de plaques gravées au nom de Sevan. Vous le savez, c'est le bassin olympique de compétition dans lequel Léon Marchand a gagné ses médailles d'or, de même qu'Émeline Pierre et Ugo Didier pour le paralympique. C'est une vraie fierté. Nous savons que ce sera un lieu de destination, un lieu important pour la collectivité.

Vous voyez le bâtiment de l'extérieur, avec le hall.

Les équipements sont modernes.

Je rappelle que l'ancienne piscine était une passoire thermique. Nous l'avons maintenue grâce à des travaux entre août et décembre 2021 pour aller jusqu'au renouvellement de la piscine. La décision était passée au Conseil municipal. Les calculs de l'Administration étaient bons, puisque nous arrivions au bout de l'ancienne piscine et que nous sommes maintenant sur un autre projet. Il faut savoir que, grâce aux travaux, en responsabilité, l'ancienne piscine est tout à fait fonctionnelle.

Concernant l'élaboration de la tarification, je précise un point important : construire un bel équipement est une chose, mais garantir son accessibilité en est une autre. C'est pourquoi nous nous sommes fait accompagner par un assistant à maîtrise d'ouvrage, dont c'est la spécialité, pour l'élaboration d'une grille tarifaire qui respecte à la fois les capacités contributives des familles, en prenant en compte la soutenabilité de l'équipement. Par ailleurs, nous avons tous conscience qu'une structure aquatique pour une Collectivité ne peut pas être à l'équilibre, puisque l'accès est gratuit pour les scolaires et pour les clubs. Un rapport de la Chambre régionale des comptes de 2018 le précise amplement.

À ce propos, et pour compléter ce qui a été dit tout à l'heure sur ce qu'un budget de fonctionnement peut représenter, j'ajouterai qu'une collectivité proche de la nôtre est en DSP et verse chaque année au délégataire un peu moins de 2 M€ pour le fonctionnement.

Un point important relatif à l'élaboration de la tarification : la population a été questionnée et concertée sur l'offre de service globale, que ce soit sur les activités souhaitées ou sur la tarification privilégiée. De ces réponses a découlé un projet de service, et l'AMO a orienté l'offre en direction de ce que la population a plébiscité.

Sur ce slide, un certain nombre de points sont soulevés. La grille tarifaire repose sur des piliers tels que des tarifs différenciés entre résidents et non-résidents, et une diversité de formules : entrées unitaires, abonnements trimestriels ou annuels, cartes dix entrées, réductions ciblées pour les familles nombreuses, les jeunes, les retraités. Je l'ai dit précédemment mais c'est très important, nous avons également prévu la gratuité pour les enfants jusqu'à 3 ans, tous les scolaires de Sevran et les clubs locaux de natation et de plongée. Cette grille a été pensée pour fidéliser les usagers, encourager la pratique régulière et éviter les barrières financières, notamment pour les familles.

Vous avez là un descriptif de ce qui peut se faire ailleurs et de ce qui sera proposé ici, à l'Aquarena. L'AMO a fait une projection sur des équipements qui se trouvent entre 5 et 15 minutes de la ville en voiture.

Pour essayer de réaliser des comparatifs, nous vous avons présenté deux exemples. Nous sommes complètement à droite du tableau.

Pour les moins de 3 ans, ce sera gratuit.

Pour ce qui est des prix uniques, sans réduction : 4 € de 16 à 25 ans ; 4,50 € pour les plus de 25 ans. Les carnets de dix entrées seront à 36 € pour les plus de 25 ans. L'aquabike coûtera 15 € la séance et 120 € les dix séances.

Vous voyez aussi l'exemple de ce que pourront représenter des cours de natation sur l'année, en sachant que les abonnements n'existaient pas avant, de même que la distinction entre résidents et non-résidents. De nouvelles offres sont donc mises en place, y compris l'ensemble des abonnements proposés pour le bien-être.

Par ailleurs, si une personne souhaite aller à la piscine de manière illimitée, elle paiera une adhésion de 20 €, puis 19,90 € chaque mois, sans engagement de durée. Elle pourra entrer et sortir plusieurs fois dans la journée. C'est important, et c'est tout de même une offre assez attractive.

C'est seulement un exemple, plusieurs autres tarifs sont proposés, que nous pourrions détailler si vous avez des questions particulières. De toute façon, la grille vous a été envoyée.

Avec ce slide, notre volonté était de vous montrer l'exemple de l'évolution de la tarification du cours d'apprentissage de la natation de 30 minutes, notamment pour les enfants, à l'issue duquel on demandait aux personnes de quitter l'établissement, et du carnet de dix entrées pour les adultes de plus de 25 ans.

La formule que nous proposons aujourd'hui inclut un cours de 45 minutes, donc un peu plus étoffé, et le prix est proportionnel, puisque l'on retrouve les 50 %. Toutefois, l'avantage est que les personnes pourront rester de manière illimitée dans la piscine, elles ne seront pas obligées d'évacuer l'espace après leur séance.

Ensuite, vous voyez un autre exemple de tarifs proposés. Avant, une famille de deux adultes et trois enfants qui n'avait pas de carte famille payait trois entrées enfants à 2 € l'unité et deux entrées adultes à 2,95 € l'unité, soit un total de 11,90 €.

Ces tarifs n'avaient pas été réévalués depuis les années 1990.

Aujourd'hui, si la famille n'a pas pris de carte, elle aura à payer 19,50 €. En revanche, si elle prend une carte famille de 25 € et a des entrées à prix réduit, ce sera même moins cher qu'avec la grille précédente : la réduction la plus faible était de 2 € et sera dorénavant de 1,75 €. En l'occurrence, le total sera de 9,75 €, avec l'avantage de pouvoir profiter pleinement de l'équipement.



Le coût pour une famille sera donc en baisse si nous allons dans cette direction, en sachant que nous voulons privilégier la fidélisation et éviter des passages « one shot » à prix fort.

En conclusion, je vous dirais que l'Aquarena n'est pas un simple bâtiment mais un projet utile, durable et profondément humain. Il répond aux besoins concrets de notre territoire : apprendre à nager. Je rappelle que 60 % des enfants qui rentrent en 6<sup>e</sup> ne savent pas nager dans notre département, un département carencé.

Grâce à l'héritage et à notre projet, nous contribuons à améliorer ce pourcentage par la suite, notamment sur la ville.

Il faut savoir en plus que, auparavant, nous ouvrons pour les scolaires à partir du CE2 et jusqu'au lycée. Dorénavant, nous démarrerons à partir de la grande section, pour toutes les classes jusqu'au lycée. Il y aura donc un gros travail et nous accueillerons plus d'élèves. Nous avons souhaité mettre en avant notre volonté de rendre ce lieu accessible aux scolaires et à la population.

Vous l'avez vu, c'est un lieu où les Sevranaïses pourront se divertir, avec plusieurs activités, et du fitness. Lors des canicules pendant l'été, ils n'auront plus besoin de se tourner vers d'autres équipements. La capacité de notre ancienne piscine n'était pas *optimum*, elle pouvait accueillir 200 personnes, alors que celle de l'Aquarena sera de 1 500 l'été, et de 1 100 personnes l'hiver.

Il faut rappeler que, par rapport à l'ancien bassin de 25x10, nous multiplions par 5 notre capacité d'eau avec le bassin olympique, 50x25, et par 6 avec le bassin extérieur pendant l'été. C'est un vrai bond en avant.

Cela a été dit tout à l'heure, nous avons voulu rendre ce lieu ludique avec une buvette pour accueillir l'été ceux qui veulent y passer tranquillement la journée. Cette buvette pourra également réaliser des ventes à l'extérieur, et représentera aussi une rentrée d'argent.

Ce projet a réellement été structuré, pensé. Je le répète, l'administration et les services ont beaucoup œuvré pour aboutir à ce résultat. Honnêtement, ce n'était pas très simple. Récupérer un bassin olympique n'est pas banal, ni de travailler avec Myrtha Pools et de les faire cohabiter avec Colas. Vous l'avez vu, nous nous sommes aussi fait accompagner par des AMO, que ce soit pour la construction du projet ou la réflexion sur la grille tarifaire. Toute cette démarche n'a pas été faite dans un coin, la population a été consultée, nous avons privilégié les orientations qu'elle a choisies, nous avons sélectionné le nom qu'elle voulait.

C'est donc un projet dont nous pourrions tous être fiers à l'avenir, en tout cas je l'espère. Il peut parfois y avoir des difficultés quand un projet aboutit, mais je pense que la raison sera retrouvée par la suite et que chacun pourra apprécier ce lieu.

La plupart d'entre vous le savent, les projets précédents avec la vague étaient pharaoniques, et leurs montants étaient beaucoup plus excessifs. Je le dis tranquillement, notre groupe n'avait pas voté le projet. En l'occurrence, l'Aquarena est un projet raisonné, et les spécialistes nous affirment que nos tarifs restent assez faibles par rapport à la moyenne de ce qui se fait autour de nous. C'est vérifiable avec l'ensemble des piscines qui ont pu être structurées. Je ne parlerai pas de celle de Saint-Denis, où les montants sont beaucoup plus importants.

Donc, fierté, et nous attendons avec impatience l'ouverture en janvier 2026.

Merci.

**M. le Maire.** - Les photos qui se succèdent maintenant sont extraites de cet ouvrage sur l'héritage des Jeux olympiques et paralympiques 2024, qui a été remis aux élus du Conseil départemental ce matin.

Nous avons choisi quatre ou cinq photos, mais il y en a d'autres. Vous voyez le centre aquatique olympique de Saint-Denis, ainsi que Le Prisme à Bobigny, un pôle d'activités multisports. En tant que Vice-président à l'autonomie du Département, j'étais fier d'assister à son inauguration. Enfin, vous voyez la piscine... Non, pardon, on me corrige tout de suite : le centre

aquatique de Sevrans, avec le fameux bassin que Toulouse souhaitait prendre, d'après les médias et les journalistes. En réalité, il n'en a jamais été question.

Pour terminer sur ce point, mais nous pouvons évidemment avoir un échange, il était question de la grille tarifaire et de l'accessibilité à cet héritage olympique et paralympique, dont nous sommes tous fiers, Laurent Chantrelle le disait à l'instant. L'accessibilité se fait par les tarifs, voire la fidélisation des différents publics. Il y a un enjeu d'apprentissage de la natation, car nous sommes carencés sur le département de la Seine-Saint-Denis. Je pense que Sevrans ne sera pas seul à venir dans ce lieu.

Cet équipement, qui est l'héritage des Jeux olympiques, est sur le site même de l'ancienne piscine, qui a toujours été là. D'ailleurs, elle avait été construite à cet endroit en lien avec une histoire des Jeux olympiques de 1976, tu pourras peut-être revenir sur la raison. C'est à deux pas du parc de la Poudrerie, qu'il suffit de traverser pour rejoindre le canal. Au total, 1 million de métropolitains se promènent chaque année sur les berges du canal, et peuvent croiser les joyeux kayakistes du canoë club dont nous avons parlé tout à l'heure. Ainsi, un arc peut et doit se dessiner sur notre ville, sur notre territoire : du parc de la Poudrerie, pour l'agrandissement duquel le Conseil municipal a délibéré, qui relie le centre aquatique au canal, jusqu'aux terrains de la Marine, la gare SNCF et la future gare du Grand Paris Express. Ce qui se profile là est extrêmement positif et transformera non seulement l'image de la ville, pour nous et à l'extérieur, mais aussi l'usage que nous en ferons.

Monsieur Geffroy, vous évoquiez le parc des Sœurs. Nous avons l'ambition d'étendre le périmètre du parc de la Poudrerie jusqu'au parc des Sœurs, voire jusqu'au parc Louis-Armand. Une vraie continuité écologique doit se maintenir, pour les enjeux de réchauffement climatique que nous connaissons et pour les enjeux d'avoir une ville toujours plus verte. Nous voulons avoir cette ambition, car c'est aussi par nos parcs que nous pouvons respecter la biodiversité, les besoins d'îlots de fraîcheur, etc. Cette dynamique se dessine et montre bien que nous travaillons sur un projet : l'héritage.

Nous aurons ensemble le plaisir de remettre ce coffret au service des sports pour qu'il figure en bonne place dans la vitrine que nous installerons dans le hall d'entrée de ce centre aquatique, le nôtre et le vôtre. Il sera placé à côté d'autres objets qui nous ont été remis par la Métropole du Grand Paris, mais aussi par le COJO, pour récompenser les efforts et l'investissement de la Ville, de ses services et de ses élus, dont la torche paralympique. Nous sommes très fiers de l'avoir dans nos locaux en mairie, bien à l'abri, mais nous la sortirons le moment voulu pour l'exposer dans la vitrine.

Cela fait partie de l'histoire que nous sommes en train de construire, de bâtir pour des dizaines d'années à venir, qui peut préfigurer bien d'autres choses sur l'équipement bâtementaire, le projet urbain, le projet de Ville et le sentiment d'appartenir à la ville, un sentiment d'identité reconnaissable entre tous sur notre territoire.

Je ne doute pas que, avec ces tarifs, le renforcement du service public et le recrutement de maîtres-nageuses et maîtres-nageurs pour la piscine, nous pourrions attirer un grand nombre de personnes de Sevrans et d'ailleurs. Sevrans devient une ville de destination par la ligne 16, les deux gares du Grand Paris Express, ainsi que par ce type d'équipement, et il n'est pas le seul, sur ce secteur de la ville, mais aussi sur la nouvelle centralité renforcée du quartier des Beaudottes, qui est évidemment déjà une centralité en elle-même.

Tels sont les quelques mots que je voulais partager avec vous.

Je vois des demandes de prise de parole. Qui veut intervenir ? Monsieur Cordin.

**M. Cordin.** - J'ai deux questions et trois remarques.

La première question est : combien d'enfants faut-il pour avoir une carte famille ? Un enfant suffit-il, ou en faut-il plus que cela ?

La seconde question est : qu'est-ce qu'une entrée famille réduite ? Je ne vois pas trop ce que cela peut être.

Pour ce qui est de mes remarques, M. le Maire disait que Sevrans deviendrait une ville de destination. Si tel est le cas, il nous faudra des parkings pour garer les voitures des visiteurs, car je doute qu'ils soient nombreux à prendre le RER pour venir à la piscine. J'avais évoqué lors d'un précédent Conseil municipal l'ancien terrain de foot Dupré, qui, si j'ai bien compris, aurait vocation à devenir un parking. Qu'en est-il de la traversée de la rue ? Qu'allons-nous faire pour que le transfert du parking jusqu'à la piscine soit sécurisé ? Si nous accueillons beaucoup de visiteurs, la rue, déjà très passante, sera beaucoup traversée.

Autre point : vous avez prévu un tarif pour les enfants jusqu'à 16 ans, puis un tarif supérieur de 16 à 25 ans. Pour moi, 16 ans est trop jeune. À 15, 16 ou 17 ans, les enfants arrivent à un âge où ils renoncent au sport, ils arrêtent leur pratique sportive, ce sont des adolescents et ils ont autre chose à faire. Si, en plus, le tarif pour eux est plus élevé, nous risquons d'en perdre. Je pense qu'une catégorie 18-25 ans serait préférable.

Finalement, j'ai un problème avec cette délibération sur la grille tarifaire. Elle est très intéressante, nous avons beaucoup d'informations, mais il nous manque un élément capital, puisque nous sommes en Conseil municipal : quel est le business plan ? Quelles sont les entrées, les ressources ? Nous n'avons pas d'informations sur les dépenses ni sur le détail des recettes à mettre en rapport avec cette grille tarifaire.

Pour donner un avis pertinent sur cette grille tarifaire au Conseil municipal, il nous manque donc une information capitale : à quoi correspondent ces tarifs ? Vous le savez, l'AMO l'a estimé, mais nous ne l'avons pas.

*(M. le Maire s'étant absenté, Mme Bernex reprend la présidence de la séance.)*

**Mme Bernex.**- Laurent Chantrelle.

**M. Chantrelle.**- Pour répondre à votre question sur la carte famille, Monsieur Cordin : avec un enfant, on crée déjà une famille. Cela étant, on invite à en faire beaucoup, donc allez-y. Surtout, nous voulons vous fidéliser. Je l'ai dit tout à l'heure, c'est ce que nous souhaitons privilégier à travers ces tarifs attractifs.

Les tarifs famille réduits sont pour les enfants jusqu'à 16 ans et les seniors de plus de 60 ans.

S'agissant du parking, nous avons conscience qu'il risque d'y avoir une forte affluence et que les visiteurs auront besoin de stationner pour ne pas embêter les riverains. Le stade Dupré est en face et nous rencontrons des difficultés pour l'entretenir, dans la mesure où nous ne pouvons plus utiliser de « phyto » : la végétation n'arrête pas de monter et nous ne pouvons pas travailler sur ce terrain. Une partie servira donc de parking et, pour l'autre, nous travaillerons sur des équipements sportifs par la suite. Lors des grosses périodes de chaleur, notamment, il sera effectivement utile de pouvoir accueillir du monde sur ce lieu et d'en faire un parking.

Pour ce qui est des jeunes, on observe plutôt un décrochage en 5<sup>e</sup>, donc des enfants plus jeunes. C'est d'ailleurs pourquoi le Département a créé un passeport pour les 5<sup>e</sup>, afin de les inciter à pratiquer un sport, quelle que soit la discipline.

En tout cas, il est clair que cette grille tarifaire devra être évaluée. Nous nous sommes appuyés sur les besoins et les demandes pour essayer d'attirer un *maximum* de personnes sur ce lieu. L'objectif est que ce soit un équipement populaire et familial. En fonction du résultat, nous devons regarder si tout a bien été ciblé et apporter des corrections si cela s'avère nécessaire.

Concernant les coûts, une projection a été établie sur six ans par rapport aux charges et aux dépenses. Les charges de fonctionnement seraient entre 1,8 M€ et 2 M€. Pour les recettes, nous prévoyons 920 000 € à 1 M€. Pour la première année, le reste à charge de la Collectivité est estimé à 1,1 M€, puisque tout le futur matériel sera alors acheté, puis entre 900 000 et 944 000 € par la suite.

Je précise, car c'est important pour votre connaissance, que le reste à charge de l'ancienne piscine était de 820 000 €.

Vous voyez que la marge est faible, en tout cas que l'augmentation n'est pas proportionnelle. Cela s'explique par une offre plus importante d'activités qui généreront des recettes : aquagym, aquaphobie, fitness, aquabike, etc. C'est aussi l'objectif de l'AMO, de cet accompagnement.

Par ailleurs, l'Aquarena accueillera également des compétitions. Quand je disais que nous avons bordé l'ensemble, ce n'est pas une piscine avec des toboggans, mais un équipement rationnel, avec un bassin olympique, où nous sommes capables d'organiser des compétitions, d'accueillir du public - et même plus que 200 spectateurs si nous demandons une dérogation pour avoir des estrades en face -, et en même temps de répondre aux besoins pendant l'été. Je le répète, c'est important, certaines familles ne partent pas. En principe, les prix seront attractifs, et un travail sera mené dans ce sens si nécessaire.

L'idée est que les Sevranaises et les Sevranaïses s'approprient réellement cet équipement, que chacun puisse y venir. Je l'ai dit, il y aura aussi la buvette, ce sera un lieu convivial, un lieu de vie. Nous y croyons, les services ont travaillé pour, nous aussi, ce qui explique sans doute pourquoi nous avons parfois du mal à entendre les critiques. C'est un vrai projet structurant pour la Collectivité, et un lieu de destination : des personnes viendront certainement pour se baigner dans la piscine où les Tricolores ont gagné des médailles d'or.

Pour la Ville, je pense que c'était important. Nous ne construisons pas ce type d'équipement tous les « quatre matins ». C'est une réalité, et nous arrivons au bout. Certains n'y croyaient pas, mais il est là. Nous l'avons vu avec le budget d'investissement et le budget de fonctionnement, c'est un projet réfléchi, donc arrêtons de laisser penser que nous endettons la Ville, ce n'est pas l'objectif.

Tout à l'heure, je vous ai donné l'exemple d'une DSP dans une collectivité proche de la nôtre, où ils paient un peu moins de 2 M€ par an au délégataire. Vous voyez que, de notre côté, nous aurons un reste à charge d'environ 1 M€, soit deux fois moins, et avec une régie, nous pourrions donc faire comme nous le voulons avec les scolaires. Vous l'avez compris, l'objectif était aussi de faire un gros travail à ce sujet. Nous l'avons encore vu cet été avec les noyades, ce n'est pas normal, et c'est le directeur d'école qui parle. Quand on vous dit que 60 % des enfants ne savent pas nager en entrant en 6<sup>e</sup>, ces chiffres ne sont pas faux, c'est une réalité aussi sur notre ville, et nous allons contribuer à changer ce constat.

Merci.

*(M. le Maire ayant regagné sa place, il reprend la présidence de la séance.)*

**M. le Maire.**- J'ai une liste d'inscrits.

Monsieur Jacquart.

**M. Jacquart.**- Presque tout a été dit sur la question de la piscine, de ses enjeux et de l'objectif que nous avons porté.

Je tiens tout d'abord à applaudir le travail réalisé par les services, en particulier le service des sports, et, évidemment, le travail que Laurent Chantrelle a mené avec eux. C'est la première chose.

Laurent Chantrelle l'a dit, notre objectif était d'ouvrir cet équipement aux écoles et aux enfants. Le département manque cruellement de ce genre de complexe. Pouvoir faire ce choix municipal de conserver une régie était donc très important pour nous. Certes, il y aura un reste à charge, mais une piscine n'a jamais été rentable, du moins si elle est municipale. Si elle était privée, les enjeux seraient différents, nos écoles ne participeraient pas à la pratique de la natation et les prix ne seraient pas les mêmes. À Mesnil-Amelot, qui n'est pas loin, l'entrée à Oxygène coûte 6,55 €, et 5,40 € pour les résidents - mais qui sont peu nombreux.

C'est pour vous dire que, d'un point de vue tarifaire, nous sommes très bien positionnés, et que le choix municipal était très important pour nous afin de l'ouvrir à nos écoles et aux enfants.

Je pense que la plupart d'entre vous sont au fait du nombre de noyés que nous avons pu constater cet été. C'était honnêtement terrifiant qu'autant d'enfants perdent la vie parce qu'ils

n'avaient pas pratiqué la natation. Je trouve donc que cette volonté municipale de conserver la sécurité de nos enfants sur la commune est essentielle, et je voulais appuyer sur le sujet et féliciter les services pour le travail réalisé.

Je pense que Laurent Chantrelle a raison : à la fin, nous serons tous fiers d'avoir obtenu l'héritage de cet équipement. Nous l'avons vécu pendant les Jeux olympiques, nous avons tous vibré face aux extraordinaires performances individuelles de Léon Marchand et à ses quatre médailles d'or, mais aussi collectives, puisqu'il a remporté une médaille de bronze dans ce bassin avec l'équipe de France. Beaucoup imaginaient que ces Jeux olympiques seraient un « flop » total, mais ils se sont finalement avérés être une vraie fête populaire.

Je souhaitais donc saluer ce travail et confirmer que, à la fin, nous serons tous fiers de cet équipement et des choix que nous avons portés.

**M. le Maire.**- Monsieur Bacon.

**M. Bacon.**- M. Marchand l'ignorait à l'époque, mais c'est à Sevran qu'il nageait. *(Rires)* Plus sérieusement, la piscine est emblématique de notre projet politique.

Je m'adresse maintenant plutôt aux nostalgiques de 2018. Depuis le début de ce Conseil municipal et depuis quelques mois, certains semblent très nostalgiques de cette période, j'aimerais donc resituer le contexte, je vous en parlerai avec beaucoup de joie.

Quelle est la situation en 2018 ? Un projet sur la ville consiste à entièrement bétonner la Cité des sports, donc des équipements publics, et à détruire la piscine actuelle pour construire 600 logements. En parallèle, on veut construire une vague de surf artificielle sur les 32 hectares avec approximativement 1 200 logements. Il y a donc un double phénomène d'artificialisation des sols massif par la construction de logements dans des proportions inédites, et de destruction des équipements publics au profit d'équipements privés.

De mon point de vue et de celui de mes camarades, ce projet est complètement hors sol. Néanmoins, certains croient à ce type de développements : construire des milliers de logements, solliciter des acteurs privés, faire de la ville une terre de destination, etc.

C'était la situation en 2018. Entendez-moi bien, très chers collègues, je ne suis pas en train de dire que les projets des municipalités précédant 2018 sont une succession d'échecs, etc. Il y a eu de belles réalisations. En revanche, la vision du développement était extrêmement libérale : construire du logement et des équipements privés au détriment des services et des équipements publics. Le projet était bien de raser la Cité des sports et la piscine.

C'est par la dénonciation de ce projet que nous avons créé le rassemblement et la majorité actuelle, que nous sommes ici ensemble. Au contraire, nous voulions désartificialiser, contrôler l'urbanisation, construire un *maximum* de services publics, et ainsi contrer le capitalisme et ses méfaits. C'est ce en quoi nous croyons. Le capitalisme est formidable pour générer du profit pour une minorité, il est merveilleux pour faire de l'argent, du business, du « fric », mais il est incapable de penser l'intérêt général et la planification, de se projeter dans l'avenir et de s'attacher au bonheur de tous.

Je fais une petite incise. Tout à l'heure, vous avez dit : « Vous critiquez le capitalisme, mais vous lui empruntez de l'argent. » Vous êtes nul en capitalisme, Monsieur Libert, ce n'est pas ainsi que cela se passe. Nous empruntons à des banques privées, à qui nous donnons le pouvoir de créer de l'argent. Cet argent sort du néant et est détruit par la suite. Tant qu'à soutenir le capitalisme, apprenez un peu à le connaître.

Nous avons construit un projet aux antipodes de cette position.

Il faut être franc avec les habitants de Sevran, un choix clair se présente à eux : d'un côté, un développement urbain excessif avec des prestations privées, de l'autre, une désartificialisation des sols, l'agrandissement du parc de la Poudrerie, la protection des sites inscrits au PLUi, la construction de services et de biens publics. Cette piscine en est en quelque sorte la représentante.

Le peuple grec disait d'une personne sans éducation qu'elle « ignore les lettres et la natation ». Nous, nous avons décidé de végétaliser les cours d'école et de construire un bassin

olympique pour nos enfants, pour qu'ils apprennent à nager. Nous avons donc des projets très différents.

Ainsi, je demande aux nostalgiques de 2018 d'enlever leur masque et de dire la vérité. Nous avons pris deux directions distinctes et, aujourd'hui, nous sommes fiers de porter cette vision de la Ville et ce projet.

**M. le Maire.-** Monsieur Prunier.

**M. Prunier.-** Bonjour à tous.

Je voudrais revenir sur les travaux et la question de M. Cordin. Par rapport à la sécurité, des travaux ont bien sûr été prévus. Nous allons rénover tout le trottoir devant l'entrée de la piscine, construire un plateau surélevé avec un grand passage piéton pour traverser et accéder au parking en face, et créer deux places de stationnement de bus en longitudinal à la place des bosquets sur le trottoir.

Pour l'instant, nous n'avons pas de projet pour le stade en face. Nous en prendrons sûrement une partie pour le transformer en parking, comme l'a dit Laurent Chantrelle, mais je ne peux pas vous dire si ce sera un tiers ou la moitié du stade, cela dépendra des activités de la piscine. Aujourd'hui, nous avons entre 70 et 75 places de stationnement pour le centre nautique, nous verrons au cours de l'année 2026 si nous devons en créer davantage.

**M. le Maire.-** Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.-** Merci.

Pour revenir sur les tarifs, il n'y a pas grand-chose à dire. Comme l'a expliqué Laurent Chantrelle, ces tarifs varient entre + 30 % et + 50 % au regard de plages horaires plus importantes, de la possibilité d'utiliser ensuite la piscine pour une autre activité, etc. Je crois que, de toute manière, pour éviter que la piscine ne devienne un gouffre financier au détriment de la rénovation d'autres services publics de notre ville, nous devons maximiser les recettes et, en même temps, faire en sorte que la plupart de nos habitants puissent y accéder : priorité aux Sevranaï. Que la piscine devienne une terre de destination, pourquoi pas, mais, dans ce cas, les non-résidents doivent payer un prix supérieur, comme la tarification proposée le prévoit. Il faudra toujours conserver cette différenciation.

Je pense aussi, sans tomber complètement... Je riais un peu, parce qu'on disait « pas de débat électoral », mais je crois que M. Bacon est allé dedans. Je veux rassurer les Sevranaï : leur choix ne sera pas limité entre, d'un côté, une voie socialiste, de gauche, marxiste et, de l'autre, une voie capitaliste purement libérale, il y aura une troisième voie, celle de la participation avec tous les habitants. Une société d'économie mixte, en quelque sorte, Monsieur Bacon, où l'on respecte les uns et les autres et où chacun doit participer à sa juste contribution.

Il est effectivement nécessaire de développer au *maximum* notre piscine pour en faire une sorte de totem, de phare pour notre Ville, pourquoi pas aller vers des services de restauration plus densifiés.

M. le Maire parlait de la continuité du canal de l'Ourcq et du parc de la Poudrerie, il pourrait ajouter le golf départemental, qu'il ne faut pas laisser à l'abandon et qui propose également à l'année des prix particulièrement attractifs. Je vous sou mets une question, Monsieur le Maire. Aujourd'hui, si nous pouvons pratiquer le golf à des tarifs abordables sur ce parcours départemental, un sport qui est intéressant pour tout le monde, c'est grâce au TAC de Tremblay-en-France. Il est absolument nécessaire qu'une association sevranaï assure les mêmes services pour les Sevranaï. Je vous en reparlerai.

Tout cela est un ensemble qu'il faut magnifier.

Finalement, « Aquarena » a été choisi, ce n'est pas super, nous aurions pu avoir autre chose.

J'espère que, dans le hall dont vous avez parlé, Monsieur le Maire, où ce livre sera exposé, nous pourrions aussi mettre la photo de grands champions français. Nous avons parlé de Léon Marchand, nous pourrions parler de Laure Manaudou, ou encore - comme Gilles Boitte

le sait, je suis du temps de Léon Zitrone et de Catherine Langeais - Kiki Caron, qui est d'ailleurs passée à Sevran, une grande championne française de natation, et même un mythe pour la France.

Vous voyez, pas d'opposition, la voie centrale est la meilleure pour Sevran.

**M. le Maire.**- Gilles Boitte.

**M. Boitte.**- En lien avec ce que vient de dire mon ami Philippe Geffroy...

**M. le Maire.**- Je savais que vous étiez amis !

**M. Boitte.**- Avant que nous éliminions l'idée de donner le nom d'un nageur à la piscine, j'avais proposé Kiki Caron. Nous nous rejoignons !

J'aurais juste un point sur les propos de M. Geffroy concernant la voie de droite, la voie de gauche et la voie centriste. C'était le thème défendu par Jacques Chaban-Delmas à une élection présidentielle, fort bien explicité par André Malraux lors d'une prestation incomprise qui augurait les prémices d'Internet dans une émission de propagande électorale dans le cadre de l'élection officielle.

Philippe Geffroy, ce choix politique est très respectable, mais je regrette souvent que tu t'éloignes de cette ligne au profit de propos et de tendances extrémistes, correspondant aux débats politiques d'aujourd'hui. Je préférerais la ligne d'André Malraux à celle que tu illustres parfois avec un peu trop d'excitation.

*(Rires)*

**M. Geffroy.**- Monsieur le Maire, si vous me le permettez...

**M. le Maire.**- Je voudrais dire un mot d'abord : nous ne sommes pas encore au fond de la piscine.

Monsieur Geffroy, je vous tends la perche.

**M. Geffroy.**- Je me félicite que, ce soir, mon camarade Gilles Boitte mette en valeur un certain nombre de noms. Néanmoins, quand tu indiques que je tombe dans l'extrémisme, tu exagères totalement.

Je peux avoir ma voix qui porte, ma voix qui sonne, ma voix qui interpelle, mais en aucun cas, au nom du général de Gaulle et d'André Malraux, je ne tomberai jamais dans l'extrémisme. Tu le sais très bien, je suis un être mesuré, qui peut effectivement réagir quand on lui « marche sur les pieds », mais qui respecte la démocratie, qui y concourt et qui la veut. Dans ce cadre, les vaches sont bien gardées.

*(Rires)*

**M. le Maire.**- Monsieur Chantrelle. Recentrez le débat, s'il vous plaît.

**M. Chantrelle.**- Je conclurai en rappelant l'essentiel.

À travers ce centre aquatique et cette tarification, nous défendons une vision très claire du sport et du service public : un sport accessible, émancipateur, qui ne fait pas de tri social à l'entrée. Nous avons tous conscience ici que l'apprentissage de la natation, la pratique sportive régulière et l'accès au bien-être sont devenus des enjeux de société majeurs. Dans une ville comme Sevran, ce sont aussi des leviers puissants contre les inégalités territoriales et sociales.

Avec l'Aquarena, nous faisons le choix d'investir là où c'est utile et juste, pour les jeunes qui apprennent à nager, pour les familles qui cherchent un lieu de loisirs digne, pour les clubs nautiques qui peuvent évoluer dans un environnement propice aux exploits, pour les seniors qui veulent bouger.

La grille tarifaire qui a été construite ne cherche pas à maximiser des profits mais à maximiser l'usage. Son but est de faire venir les Sevranaïses et les Sevranaïses, de les fidéliser, de leur offrir un service public à la hauteur de leurs attentes.

Alors, oui, ce projet a un coût, mais il est un investissement sur la santé, sur la jeunesse et les seniors, sur le vivre-ensemble et sur l'avenir. Nous ne posons pas simplement ici une grille tarifaire, c'est un choix politique pour un sport populaire, pour un accès réel, pour une Ville qui ne renonce pas à ses ambitions, même dans un contexte contraint.

Je vous invite à soutenir cette grille, non pas comme une ligne de budget mais comme un engagement collectif en faveur de l'égalité d'accès au sport, à la santé et à la dignité.  
Je vous remercie.

**M. le Maire.-** Y a-t-il d'autres interventions ? (*Aucune*)

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 17.

Adoptée par	34	voix	Unanimité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	34	voix	
Pour	34	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	11	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAROU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

[18 - Avis du Conseil municipal sur l'installation d'une maison d'assistantes maternelles par l'association Babyland](#)

[19 - Avis du Conseil municipal sur l'installation d'un EAJE porté par le groupe Mak&Co](#)

[20 - Avis du Conseil municipal sur l'installation d'un nouvel EAJE à Sevran par le gestionnaire Tillou Crèche](#)

**M. le Maire.-** En l'absence de Mme Benammour, les délibérations du chapitre petite enfance sont présentées par Gilles Boitte.

**M. Boitte.-** Merci, Monsieur le Maire.

Je profite de l'absence de Mériem Benammour pour rendre hommage à son action pour le développement du service public de la petite enfance.



Lors de la commission Ville citoyenne, Ville vivante du 6 octobre dernier - où nous étions beaucoup de membres de la majorité, sans polémique -, nous avons eu une présentation par le service concerné et par Mériem de l'ensemble des travaux et des projets du service de la petite enfance. L'action de Mériem sera largement prolongée, puisque nous sommes allés jusqu'en mars 2027, qui devrait voir le premier Forum de la petite enfance se dérouler à Sevran.

Concernant les trois délibérations, la première porte sur une maison d'assistantes maternelles et les deux suivantes concernent des crèches assez classiques. Pour expliquer la différence, une maison d'assistantes maternelles est un établissement qui accueille des assistantes maternelles et qui a le soutien du service de la petite enfance, où les parents restent les employeurs. Une crèche est un accueil collectif, l'employeur est l'association, en l'occurrence, et les parents paient une participation en fonction d'un tarif national établi avec la Caisse d'allocations familiales.

Par la délibération n°18, il s'agit d'autoriser l'installation d'une maison d'assistantes maternelles par l'association Babyland, en lien avec le bailleur LogiRep, d'une capacité de 12 berceaux. Elle est susceptible d'accueillir trois ou quatre assistantes maternelles selon le nombre d'enfants qu'elles gardent - plutôt quatre, dans ce cas -, dans un local de 92 m², situé au 2 allée Maryse-Bastie dans le quartier Rougemont. L'intérêt de ces établissements est en particulier que les assistantes maternelles, dont le logement n'est pas suffisamment grand, disposent de locaux pour accueillir les enfants dans les conditions obligatoires pour l'accueil de jeunes enfants.

Le nombre d'assistantes maternelles dans la ville diminue parce que les logements dont elles disposent - en général, ce sont des femmes - ne sont pas suffisamment grands en termes de taux d'occupation pour exercer leur métier. Ce type d'établissement leur permet donc de pratiquer leur activité dans des locaux qui appartiennent au bailleur LogiRep, en l'occurrence.

Pour cette maison d'assistantes maternelles, l'association Babyland a décidé que la priorité sera donnée aux familles en démarche d'emploi ou en parcours d'insertion professionnelle.

Vous êtes invités à approuver la délibération n 18 qui vous est proposée.

**M. le Maire.**- Y a-t-il des questions ou des interventions ? Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.**- Une petite intervention : si je comprends bien, les crèches concernées seront ouvertes par une association privée. Est-ce bien cela, Monsieur Boitte ?

**M. Boitte.**- J'ai expliqué au début que c'est une maison d'assistantes maternelles, et non une crèche. Les deux prochaines délibérations concernent des crèches, et oui, ce sont des établissements associatifs de droit privé.

**Mme Mabchour.**- Dans ce cas, je ferai une intervention sur les trois délibérations.

Depuis tout à l'heure, j'entends défendre le service public contre la privatisation, ce à quoi je souscris complètement. Toutefois, depuis le début de ce mandat, je m'aperçois que c'est la « braderie du service public » : d'abord des crèches privées, un lycée privé agricole, la vente de la résidence des Glycines et, demain, probablement autre chose. Ce n'est pas la première délibération où l'on transfère au privé notre politique petite enfance, en l'occurrence à des associations privées.

Vous externalisez tout, vous privatisez tout. Vous y voyez probablement une modernisation du service public, j'y vois une privatisation simple et pure. Avant, nous défendions le service public. Vous l'avez rappelé tout à l'heure, nous avons construit des maisons de quartier, des médiathèques, des écoles et, surtout, pendant longtemps, des crèches publiques. Aujourd'hui, vous sous-traitez les services publics, et vous appelez peut-être cela du progrès.

Je prends l'exemple de la résidence autonomie des Glycines, vendue à la société Batigère, gérée aujourd'hui par une association privée, AMLI. Je vous le donne en mille : ce service pour des personnes âgées a été vendu à un organisme privé et, aujourd'hui, l'ascenseur ne fonctionne plus depuis cinq semaines. Voilà le résultat du transfert de certaines politiques publiques de la Ville de Sevran.

**M. le Maire.-** Monsieur Jacquart.

**M. Jacquart.-** Cela m'embête de répondre, mais je le ferai malgré tout.

À Westinghouse, il n'y avait aucun service public, c'est nous qui avons mis en place une crèche sur le boulevard. Même chose pour le centre-ville : aucune crèche n'avait été créée, et il y en a une aujourd'hui. Dans cette délibération, Mériem propose d'en ouvrir trois supplémentaires, en direction des familles, des enfants, et particulièrement pour donner la possibilité aux femmes de retourner au travail.

Certes, c'est un équipement « privé », mais il faut savoir que la Ville est à chaque fois réservataire de certaines places. C'est un choix, une volonté de pallier le manque d'équipements destinés aux enfants et d'agir pour la reprise d'activité des parents.

Je trouve donc assez dommage de ne pas rappeler les manquements sur ce sujet, de ne pas rappeler la réalité de Westinghouse et du centre-ville, où nous n'avons aucun service public au début de cette mandature, en 2020. Il ne s'y passait rien, à part du logement. En cinq ans, nous avons travaillé, et nous y avons intégré des commerçants, la poste et une crèche.

**M. le Maire.-** Madame Saki.

**Mme Saki.-** Merci.

Je voudrais savoir : les critères d'inscription seront-ils les mêmes que dans le public ?  
Merci.

**M. le Maire.-** Madame Mabchour, vous vouliez répondre à M. Jacquart ?

**Mme Mabchour.-** Je vous prends d'abord en défaut concernant Westinghouse. Il était prévu du commerce et un certain nombre de services publics, mais le programme a été poursuivi sous cette seconde mandature. Pour rappel, il prévoyait au départ 30 % de logements publics, du logement HLM, et le reste devait être en accession à la propriété.

Monsieur Jacquart, je ne dis pas que je suis contre les crèches et la nécessité pour certaines femmes de faire garder leur enfant pour reprendre une formation ou leur travail. C'est légitime. En revanche, je dis qu'un choix est à faire : des crèches publiques ou des crèches privées. Je rappelle qu'une crèche publique reste indéfiniment à la Ville et que toutes les places sont réservées pour la Ville. Une crèche privée implique une participation financière de la Ville, et que nous perdons au fur et à mesure nos droits de places.

C'est un choix que nous avons à faire : voulons-nous un service de la petite enfance public ou privé ?

**M. le Maire.-** Monsieur Bacon.

**M. Bacon.-** Je pense que Mme Mabchour fait semblant de ne pas cerner la problématique.

Nous pourrions ouvrir des crèches publiques et en inonder la ville, mais nous n'en avons pas les moyens. Il faut commencer par parler de ressources fiscales, de justice fiscale, de politique nationale, de la fonction publique d'État, des missions régaliennes, des missions qui incombent à la Municipalité. Vous savez très bien tout cela, ne prétendez pas que vous ne le comprenez pas.

En plus, nous faire le procès d'organiser politiquement la privatisation des services publics est non seulement une contre-vérité, mais aussi de la calomnie. Vous le savez également. Par ailleurs, si c'est le cas à Sevrans, cela signifie que vous en êtes directement responsable : vous êtes aux affaires depuis 18 ans. De deux choses l'une, soit la tendance est à l'amélioration et vous pouvez vous enorgueillir d'avoir participé à ce phénomène, soit c'est effectivement la gabegie, la catastrophe, nous sommes des capitalistes invétérés, et vous êtes associée à ce bilan. Jusqu'à preuve du contraire, vous étiez à nos côtés il y a encore quelques mois et vous votiez toutes les délibérations. Arrêtons donc la démagogie politique à l'approche des échéances.

Nous aimerions offrir un *maximum* de réponses publiques à ces besoins qui sont fondamentaux, telle est notre boussole. Néanmoins, nous nous adaptons au budget dont nous disposons. Nous sommes dépendants à 75 % des dotations de l'État, vous le savez - en tout

cas, je l'espère, après 18 ans -, et la fiscalité locale nous permet une certaine marge de manœuvre, mais qui n'est pas non plus significative.

Nous décidons d'arbitrer en faveur de choix solides, et nos investissements majeurs sont en direction d'équipements publics. Voilà ce que nous pouvons faire.

Nous n'allons pas « bolcheviser » la ville du jour au lendemain, même si vous aimeriez peut-être que nous essayions, cela vous donnerait des arguments.

Nous sommes favorables à une économie mixte. Certaines activités relèvent du secteur privé, à but lucratif, et d'autres, selon moi, devraient systématiquement incomber au secteur public, mais on ne nous donne pas les moyens de tout assumer.

Nous devons être honnêtes avec les Sevranaï et ne pas leur vendre du rêve. « Privé ou public est simplement un choix politique » : non, cela ne se passe pas ainsi. Vous dites vous-même que nos finances sont exsangues, et vous voudriez que nous rendions publics tous les établissements de la ville. C'est absurde.

**M. le Maire.**- Monsieur Boitte.

**M. Boitte.**- Merci.

Nous pourrions très facilement polémiquer avec Mme Mabchour. Il faut tout de même du culot, quand on a été l'adjointe chargée de privatiser les activités sportives supprimées autour du stade Bussière, pour mentir sur ce que fait la Ville actuellement. J'utilise le mot « mensonge », allez au tribunal si vous voulez. Votre affirmation selon laquelle les établissements de la petite enfance sont transférés du public vers le privé est un mensonge. Un transfert implique que nous fermions des berceaux dans les crèches pour permettre au privé de s'installer. Ce n'est pas ce qu'il se passe, vous le savez très bien, aucune place des établissements publics n'est supprimée.

La nouveauté, c'est que les villes sont consultées lorsqu'une association veut monter une crèche. Ce n'était pas le cas par le passé. Philippe Geffroy, je suis un bolchevique : si nous pouvions imposer que tous les établissements accueillant des jeunes enfants soient du service public, j'y serais évidemment favorable, mais ce n'est pas possible dans ce pays. Auparavant, les établissements pouvaient s'installer tout en profitant de la manne du public, il y a quelques histoires fameuses dans Paris. Une affaire a créé beaucoup de remous il y a quelques années. Aujourd'hui, l'aval de la Ville est nécessaire pour que l'établissement s'installe.

Devrions-nous répondre systématiquement par la négative ? « Non, dans Sevrans, nous interdisons toute initiative privée en matière d'accueil des jeunes enfants. » Malheureusement, la demande est telle que nous devons laisser s'ouvrir quelques établissements, mais avec des garanties, sur lesquelles nous travaillons avec la Caisse d'allocations familiales. Nous essayons également de les répartir en fonction des besoins, c'est pourquoi il y en a un aux Trèfles, où la population d'enfants a explosé ces dernières années, un autre allée de Surièges, etc. Nous sommes attentifs aux critères pour accepter ces établissements, et nous serions bien malavisés d'interdire ces activités.

Il est nécessaire qu'une politique plus ambitieuse d'accueil des jeunes enfants anime nos dirigeants politiques, je milite pour - je ne combats pas le Nouveau Front populaire, je le défends, c'est peut-être aussi la différence -, et qu'elle se traduise par plus d'établissements publics dans tous les territoires concernés, en particulier les villes populaires et les territoires ruraux, qui en sont bien souvent totalement démunis. Nous ne sommes pas dans ce contexte politique. Néanmoins, de la même façon que je n'aime pas l'air pollué que nous respirons, je vis avec, et dans le contexte politique actuel, nous devons bien trouver des façons de faire avancer les dossiers.

**M. le Maire.**- Monsieur Libert.

**M. Libert.**- Merci.

Pour rebondir sur les propos de Mme Mabchour et pour M. le professeur Jean-François Bacon qui sait tout mieux que tout le monde et qui va m'expliquer comment fonctionnent les banques, je voulais juste dire que Tillou Crèche n'est pas une association, mais

une SAS. Si vous regardez sur Pappers comme je viens de le faire, cette SAS est à Courbevoie. Elle a réalisé 6 M€ de chiffre d'affaires l'année dernière et elle a perdu, en 2024, 226 953 €.

Ma question est : va-t-on aussi garantir ces 200 000 € de perte éventuellement ?

**M. le Maire.**- Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.**- Je vous invite, Monsieur Bacon, à regarder mes différents votes, je n'ai pas toujours voté toutes les délibérations, quand bien même j'étais dans la majorité. Je me souviens même être intervenue sur la question des crèches privées, en demandant la répartition et la façon dont s'éteignaient les droits de places réservées par la Commune dans les crèches privées.

Je voudrais soulever un autre point : vous confirmez bien que la situation financière de la Ville ne permet pas des crèches publiques et que la solution aujourd'hui offerte est de favoriser l'installation de crèches privées.

Je voulais juste dire un mot, car j'ai encore regardé une émission il y a peu de temps, nous avons eu beaucoup d'alertes sur les conditions d'accueil dans les crèches d'enfants privées. Des enquêtes journalistiques et parlementaires ont eu lieu, et même aujourd'hui, alors qu'on nous demande notre avis sur l'installation de crèches privées dans la Ville, on ne s'interroge pas sur ces enquêtes parlementaires ou journalistiques et on nous dit : il n'y a pas le choix, c'est cette façon de faire avec des crèches privées ou rien du tout.

Excusez-moi, mais à un moment, il faudrait encore se poser la question. Aujourd'hui, il existe une situation de qualité d'accueil des bébés, et ne même pas s'interroger sur ce point et dire : c'est cela ou rien du tout, je trouve que c'est assez grave.

Je le répète pour terminer : nous n'avions pas plus les moyens, et vous l'avez dit tout à l'heure, dans les années précédentes, où notre budget était tout aussi serré, voire encore plus. Néanmoins, cela ne nous a pas empêchés de construire trois crèches publiques : Colibri, les Colombes et le Pavillon aux Histoires.

**M. le Maire.**- Monsieur Bastaraud.

**M. Bastaraud.**- Merci, rebonsoir.

On voit bien que le débat est tendu. Il y a une campagne électorale visiblement. Ne tombons pas dans le piège, soyons tranquilles, calmes et regardons les choses tranquillement et correctement.

**Mme Mabchour.**- (*Hors micro*) Ne rapportez pas tout à la campagne électorale !

**M. Bastaraud.**- On vous a laissé parler, Madame Mabchour. Puis-je m'exprimer ? Je fais une remarque globale, par honnêteté. On va parler d'honnêteté.

La question n'est pas de savoir si la petite musique que l'on entend : « c'était mieux avant, etc. »... la question, c'est maintenant. Nous sommes en Conseil municipal et nous devons délibérer sur un certain nombre de responsabilités et d'actions à engager.

Je crois que l'on a oublié de lire le petit chapô qu'a prévu notre collègue Mériem : la Ville... D'ailleurs c'est une aberration politique, parce que l'État délègue aux collectivités locales le service public de la petite enfance. Le premier scandale est là.

En France, on sait qu'on a un problème d'accueil des jeunes enfants, et aussi avec nos seniors - puisqu'on parlait d'enquête parlementaire, etc.

On voit bien qu'il y a des enjeux publics d'accompagnements des tout-petits. Je rappelle qu'un rapport très intéressant parle des 1 000 premiers jours de l'enfant qui sont les plus importants. C'est pendant cette période que se développe l'enfant, son cerveau, etc. Si les conditions pour les 1 000 premiers jours de l'enfant ne sont pas réunies avec des parents accompagnés, avec un accès à la santé... Prochainement, nous aurons une réunion publique avec les syndicats des hôpitaux - Robert Ballanger ou des hôpitaux de Montreuil, etc. - parce que des fusions ont été opérées particulièrement par une vision assez libérale et de droite qui veulent faire fusionner plusieurs hôpitaux. C'est notre santé qui est entamée. Malheureusement, je sais que, sur ces questions, Safia Bach Russo s'y penche tous les jours. C'est du service public en moins pour les tout-petits, les seniors et l'accès à la santé. Ces 1 000 premiers jours

sont importants. Comme pour les séniors, on sait que nos aînés sont dans certaines maisons de retraite, etc. et qu'ils ne sont pas forcément bien traités. L'État décide de faire ce qu'il fait : il ne sait pas traiter, donc il relègue aux collectivités locales et ne donne pas les budgets pour le faire, mais elles en ont la responsabilité.

En général, à Sevrans, nous essayons de voir le verre à moitié plein. L'avantage d'avoir l'autorité pour justement installer des crèches associatives, privées, etc., c'est de s'appuyer sur notre force qui est le service public. Nous avons des crèches réputées à Sevrans, des agents, des éducateurs de jeunes enfants, des auxiliaires de puéricultrice diplômés qui font un travail remarquable tous les jours.

Cela nous permet d'avoir des cahiers des charges, d'examiner précisément les attentes et, justement, de garantir que lorsque des crèches privées ou associatives souhaitent s'implanter, nous disposons désormais de l'autorité nécessaire pour les y autoriser - ce qui n'était pas le cas auparavant. Cela nous donne donc un véritable droit de regard.

C'est cela qu'il faut regarder, le petit chapô, les quelques premières lignes de la délibération qui sont les plus importantes, c'est de dire : aujourd'hui, si nous votons cela en Conseil municipal, c'est parce que nous avons l'autorité. Nous pouvons la contester parce que l'État ne donne pas les moyens avec cette responsabilité qu'elle nous confère, mais en même temps, nous pouvons nous en servir comme force, regarder ce qui se passe et nous donner un droit d'entrée au sein de ces structures d'accueil pour faire les choses.

Vous avez parlé des Glycines, c'est important, car cela fait la deuxième polarité. Cette résidence accompagne des séniors qui sont encore autonomes. Ils voulaient fermer Les Glycines. Si nous n'avions pas fait ce travail, effectivement, avec un acteur d'utilité publique, avec toutes les limites de cet acteur d'utilité publique qui est le bailleur social... Je rappelle que cela fait plusieurs Conseils municipaux - la dernière fois, Abdel me disait que cela faisait deux ans - que nous ne signons pas de garantie d'emprunt pour les bailleurs. Nous avons souhaité entrer dans un rapport un peu plus renforcé avec eux, avec la charte des bailleurs qu'ils ont signée. Nous voyons qu'un certain nombre de points ne sont pas forcément respectés, donc nous avons décidé de ne pas signer de garantie d'emprunt.

Ce n'est pas le cas ici, Monsieur Libert, ce n'est pas une garantie d'emprunt que nous signons, nous ne donnerons pas d'argent aux crèches privées, en revanche, nous nous donnons le droit de regarder ce qu'elles font pour justement les autoriser ou pas.

Les Glycines allaient être fermées. Nous avons effectué un travail utile avec le bailleur qui permet non seulement de les rénover, mais surtout de les maintenir et d'avoir un accompagnement.

La Ville n'est pas pour autant partie des Glycines. Je vous invite à regarder dans la programmation que beaucoup de petites choses se font. Je n'aurai pas trop le temps, mais prochainement, j'irai voir le début du film que nous faisons avec les séniors aux Glycines, avec Sevrans Séniors. Nous maintenons un service public dans Les Glycines qui étaient dans un état lamentable, certes avec la coopération d'un bailleur social et une association, mais nous ne les avons pas fermées. Nous avons eu l'occasion plusieurs fois d'y aller avec M. le Maire et le Président du Département au moment où c'était lamentable. Actuellement, la rénovation s'opère et nous avons hâte que les travaux se terminent.

Regardons les choses tranquillement et prenons les bonnes décisions. Oui, nous avons une obligation, aujourd'hui, de valider le fait que ces crèches s'ouvrent. Cela nous donne un droit de regard, mais nous avons cette obligation parce que, aujourd'hui, c'est la Ville qui a autorité sur le service public de la petite enfance. Ce n'était pas le cas avant.

Nous avons un cahier des charges, nous posons les obligations et nous permettons à des enfants d'être bien accueillis, et surtout nous y veillerons.

**M. le Maire.** - Madame Mabchour, très court s'il vous plaît, et ensuite Monsieur Geffroy.

**Mme Mabchour.**- Je ne vois pas à quel moment nous avons discuté de la fermeture des Glycines.

Je vous mets au défi de me rapporter les documents précisant que la Municipalité souhaitait fermer Les Glycines. Pas une fois nous avons débattu de la fermeture des Glycines, nous avons eu beaucoup d'échanges sur sa réhabilitation, pour savoir si on les gardait ou si on les maintenait, pour savoir comment faisait le bailleur pour réhabiliter - les différentes formes de réhabilitation -, mais en aucun cas nous n'avons parlé de la fermeture des Glycines. Même dans le cadre de l'ANRU, nous avons considéré que Les Glycines devaient être gardées sur place parce qu'elles accueillent des personnes vous l'avez dit à mobilité... des retraités, etc. en très bonne santé pour beaucoup d'entre eux, et tant mieux.

On a souhaité les garder dans le programme de l'ANRU en considérant que Les Glycines faisaient partie du modèle d'habitation qui favorisait et privilégiait la mixité. En aucun cas, on n'a voulu les fermer.

**M. le Maire.**- Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.** Je veux juste revenir sur Les Glycines. J'y vais assez régulièrement pour saluer les gens. Les personnes âgées se plaignent, actuellement, d'un manque d'activité avec Batigère par rapport à l'ancienne version. C'est très manifeste.

Des gens sont très valides aux Glycines. Par exemple, on a supprimé un terrain de boules aux Beaudottes où ceux des Glycines y participaient beaucoup. Il fallait peut-être l'améliorer. Cela aussi a été une erreur manifeste, et je crois qu'on n'a même plus de véritable terrain de pétanque dans la ville.

Les Glycines, je vous assure, j'y vais régulièrement, je connais des gens qui se plaignent aujourd'hui au sujet des activités par Batigère.

**M. le Maire.**- Monsieur Jous, vous ne voulez plus prendre la parole ?

Sébastien, je te laisserai la parole, puis Gilles Boitte. Il faut que l'on se calme. Depuis tout à l'heure, nous avons des théories sur le socialisme, la troisième voie, le libéralisme. Il faut que nous nous arrêtons. Nous sommes à Sevrans.

Je vais te laisser conclure Gilles, mais il faudra le faire vraiment.

Un petit mot, Sébastien, avant que tu parles.

À propos des Glycines, moi aussi je connais bien et moi aussi j'ai entendu des débats sur la place et le devenir de la résidence des Glycines. J'étais interpellé très régulièrement il y a plus d'une dizaine d'années par une résidente que je connaissais bien, mais qui m'interrogeait pour me demander quand j'allais fermer la résidence des Glycines ? Il n'y a pas de document parce qu'effectivement il n'a jamais été question de la fermer, mais il y avait une vraie inquiétude, profondément une vraie peur de voir fermer cette résidence, parce qu'il n'était pas fait de travaux dans ce bâtiment. Pas de travaux ! Par exemple, sur les garde-corps, avec des balcons et des risques d'accident. Il n'y avait pas d'adaptation des logements à la perte d'autonomie, avec le risque de multiplication des accidents, voire extrêmement graves.

Je n'ai pas envie de polémiquer Madame Mabchour, je vois que vous reprenez la parole, mais ce que je dis permet d'aller dans le bon sens : aujourd'hui, enfin, on y effectue des travaux alors que pendant plus d'une dizaine d'années, il n'y en avait pas.

Par rapport à la question que se posent les résidents : qu'est-ce qu'on y fait, quelles sont les activités ? Je vais vous dire, il y a le projet d'installer une bibliothèque, celui de conserver le foyer avec la restauration, de travailler avec la résidence des Glycines dans le quartier avec l'ouverture du tiers-lieu Autonomie. Évidemment, des activités se multiplient avec des associations du quartier en lien avec la résidence des Glycines, et il est prévu un cabinet médical à côté de cette résidence qui sera complètement ouverte sur le quartier.

Concernant l'ascenseur, je regrette, évidemment, comme tout le monde qu'il soit en panne, mais ce n'est pas parce que c'est Batigère ou la Ville. Avant, l'ascenseur était aussi en panne. Il faut arrêter de dire tout et n'importe quoi.

Aujourd'hui, nous avons interpellé Batigère pour qu'ils le réparent, mais surtout qu'ils proposent et mettent en place, c'est ce qu'ils font, une alternative à la panne de l'ascenseur en attendant sa réparation.

Un vrai service est installé.

Maintenant, je voudrais que l'on sorte des camps idéologiques, je ne sais trop quoi, du en même temps, qui veut dire n'importe quoi, du fatras, du vocabulaire où l'on ne comprend plus rien.

Aujourd'hui, la résidence des Glycines gagnera encore en attractivité : elle sera entièrement rénovée, offrira un meilleur confort pour prévenir la perte d'autonomie et les accidents, restera ouverte sur le quartier, accueillera de nouvelles activités, et nous irons, avec les administratrices et administrateurs du conseil d'administration du CCAS, à la rencontre des résidents. Nous travaillerons avec eux sur le projet social de la résidence des Glycines dont nous avons parlé avec eux. Là aussi, nous pourrions nous appuyer sur des écrits et un engagement solide. Parce qu'à un moment donné, cela ne va pas : tout tombe ? Non. Il y a des travaux aujourd'hui. Cela fait plus d'une dizaine d'années qu'ils ne les voyaient pas venir et c'est grâce à nous qu'ils seront réalisés. C'est ainsi la vraie vie !

Monsieur Bastaraud et Gilles Boitte pour conclure.

**M. Bastaraud.**- Merci, Monsieur le Maire.

Ils ne s'attendaient tellement plus aux travaux que l'on a fini par rouvrir les places pour permettre aux habitants d'accéder aux Glycines : tout était à l'arrêt, tellement ils se demandaient si la résidence allait fermer - je me souviens, en 2020, quand on a repris les dossiers. Effectivement, nous avons travaillé et nous nous sommes battus pour qu'il y ait une vraie rénovation.

La question des activités pour les seniors dans Les Glycines est un vrai sujet et nous y travaillons beaucoup avec le CCAS et le service Sevrans Séniors.

Pour avoir rencontré les habitants des Glycines il y a peu de temps, il faut que nous améliorions cela, que nous arrivions à être un peu plus présents, en tout cas davantage que nous le sommes aujourd'hui. C'est pourquoi le cinéma ou des jeux avec les seniors se font, mais nous pourrions améliorer encore. Ce n'est pas parce que la Ville n'est plus en gestion directe qu'elle n'a pas sa place. Justement, nous avons maintenu la présence de la Ville sur ce point.

Je ne pensais pas que la question des terrains de pétanque viendrait ce soir - nous avons vraiment tout eu - mais je vais jouer à la pétanque, aux Trèfles, près de Kodak, où nous trouvons un beau terrain de pétanque, et d'autres aussi, quand nous sortons près du collège pour aller vers le grand rond-point en direction de l'hôpital Robert Ballanger, sur le côté. Je vois beaucoup de personnes des Beaudottes y jouer souvent.

**M. le Maire.**- Merci pour cette conclusion, pour votre intervention, Monsieur Bastaraud, mais pour la pétanque comme pour le reste, il n'y a pas de choix partisan idéologique. On aime ou on n'aime pas.

Madame Saki veut réintervenir, sûrement à juste titre, parce qu'elle n'a pas eu sa réponse. Je crois que c'est cela.

**Mme Saki.**- Exactement.

**M. le Maire.**- Il faut tout de même répondre. Monsieur Boitte.

**M. Boitte.**- Monsieur le Maire fait pression pour que je réponde à la question.  
(Sourires)

Nous avons mélangé non seulement les sujets vraiment posés avec d'autres qui étaient extérieurs, mais les trois délibérations. Nous pourrions les voter toutes les trois les unes à la suite des autres.

Première chose : je vais répondre à Mme Saki.

Je dirai tout d'abord que, depuis une dizaine d'années, n'est-ce pas Claude, car il y a un lien de famille avec la personne qui a géré cela, un règlement très précis des attributions de places en crèche a été affiné au fur et à mesure. Dès qu'il y a un règlement, il y a toujours

des « trous dans la raquette » que l'on essaye de refermer. Giséla, puis Mériem maintenant, sont très fières de s'être tenues strictement à ce règlement sans passe-droit.

Les règles sont appliquées, un point c'est tout.

Cela ne peut jouer que sur les places dont dispose la Ville. Ce sont les places des crèches publiques, et les berceaux réservés dans les crèches associatives ou privées. Pas au-delà. Chaque établissement, qui n'est pas du domaine public, mène son action pour remplir ses berceaux. Cependant, quand des berceaux sont réservés, c'est le cas pour la deuxième délibération, ils font partie des places attribuées en commission d'accueil de la petite enfance.

Deuxième point : tous ces établissements, qui ne sont pas publics, font tout de même l'objet d'un contrôle de la part de la Ville et, en particulier, du service de la petite enfance.

Puisque le cas est résolu, je dirais qu'il y a prescription, je ne donnerai pas le nom de l'établissement, mais celui-ci a posé des problèmes, parce qu'il entrerait dans le cadre fixé par la réglementation de la Caisse d'allocations familiales, mais toujours à la limite de ce cadre.

Évidemment, des parents ont contacté le service de la petite enfance en disant : ce n'est pas possible, je suis arrivé à telle heure et on n'était plus dans le cadre.

Le service de la petite enfance et de la direction générale des services sont intervenus assez vigoureusement pour les faire entrer dans le cadre, en appliquant les mêmes ratios que l'ensemble des établissements, et nous avons obtenu gain de cause. C'est notre travail de protection des enfants et de leur famille.

Dernier point : dans chacune des délibérations, il vous est demandé l'avis du Conseil municipal. Nous ne vous demandons pas d'ouvrir une crèche privée au nom de la Collectivité, nous vous demandons l'avis sur un projet qui est soumis par telle société, telle association, etc.

Concernant l'établissement de 25 berceaux proposés par le gestionnaire Mak&Co, je voulais préciser que nous aurons 5 places réservées dans cette structure.

**M. le Maire.** - Merci.

**M. Boitte.** - C'est un avis qui est demandé trois fois au Conseil municipal.

**M. le Maire.** - S'il n'y a plus de question, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 18.

Adoptée par	43	voix	Majorité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	44	voix	



Pour	43	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérard, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille
Contre	1	voix	MABCHOUR Najat
Abstention	1	voix	JOUS Sullivan
NPPV	0	voix	

*BOITTE Gilles a indiqué à l'oral voter POUR cette délibération ainsi que pour BENAMMOUR Mériem disposant de son pouvoir pour la séance*

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 19.

<b>Adoptée par</b>	<b>43</b>	<b>voix</b>	<b>Unanimité</b>
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	43	voix	

Pour	43	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan,
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	2	voix	BATUAMBA Ivette, MABCHOUR Najat

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 20.

Adoptée par	44	voix	Unanimité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	44	voix	
Pour	44	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT

			Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan,
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	1	voix	MABCHOUR Najat

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

Nous allons essayer de passer au développement durable sans dériver vers d'autres sujets, certainement passionnants. Essayons de ne pas déraiper, Monsieur Chauvet, pour la délibération n°21.

21 - Signature d'un bail emphytéotique administratif au profit de l'association « Les Cols Verts »

**M. Chauvet.**- Je vous remercie, Monsieur le Maire. Je vais essayer d'être synthétique.

C'est dans la foulée de la délibération que nous avons votée le 26 juin, au dernier Conseil municipal, ayant pour objet une convention avec l'association Les Cols Verts dans le but de subventionner son développement de l'agriculture urbaine sur une parcelle qui avait été identifiée, qui se trouve avenue John Fitzgerald Kennedy, en face du CTM - pour la situer. Sur la pointe nord, c'est le cimetière. Cette parcelle est cadastrée AB2 et avait, à l'origine, été achetée par la Ville auprès des hôpitaux publics AP-HP, dans le but de réaliser ultérieurement un commerce notamment de produits frais, type Grand Frais ou autre, quoique le nom n'était pas encore identifié.

Ce projet a été inabouti parce qu'il n'a jamais débouché. Cette parcelle restait une friche sur laquelle, régulièrement, il y avait plutôt des nuisances qu'un terrain qui puisse être utilisé rapidement.

Ce terrain avait quand même été acheté au prix de 1,7 M€.

Vu les besoins de la Ville, d'une part, pour arrêter l'extension urbaine démesurée de construire n'importe où, et d'autre part, le projet de la Municipalité de développer l'agriculture urbaine, le PLUi nous a permis de changer le classement de cette parcelle et de la déclarer en zone naturelle agricole sur laquelle pourrait s'installer une exploitation agricole.

La parcelle fait à peu près 1,9 ha ; ses dimensions exactes sont rappelées dans la note.

La délibération vise à autoriser la signature d'un bail emphytéotique de 18 ans avec l'association Les Cols Verts, afin de développer un projet d'agriculture urbaine, de démonstration de pratiques agricoles en ville et d'accueil du public dans ce cadre. Il est également prévu d'utiliser les productions de cette parcelle pour approvisionner notamment les cantines. L'association pourrait aussi mettre en place un système de paniers.

En résumé très bref : c'est un bail emphytéotique de 18 ans pour un montant annuel de 4 995 € exactement.

Je sou mets, à l'avis du Conseil, l'approbation de cette délibération n° 21.

**M. le Maire.**- Merci, Madame Braihim.

**Mme Braihim.**- Merci.

J'appuie la présentation faite par Claude Chauvet, simplement pour dire que ce travail s'inscrit dans le cadre de l'ANRU et préfigure de la future coulée verte qui sera implantée pas très loin. Des activités seront développées et il faudra se saisir de celles qui fonctionneront ou pas pour les développer éventuellement, mais cela se fera avec les habitants.

Je vous invite, comme l'a dit Claude Chauvet, à voter cette délibération.

**M. le Maire.**- Monsieur Cordin.

**M. Cordin.**- Déjà, on peut apprécier que ce ne soit pas une nouvelle zone bétonnée, car contrairement à ce qu'a dit M. Bacon depuis le début, cela bétonne dur.

En revanche, je me pose la question de la surface : 1,9 ha. Quel volume, quelle quantité de produits pensez-vous avoir et combien de paniers ? Comment cela se passera-t-il pour l'utilisation ? Cela rime-t-il à quelque chose de faire une zone agricole à cet endroit ? Est-ce significatif, au-delà de l'image que cela peut donner ?

Par ailleurs, comme un lycée se trouve juste à côté, avez-vous déjà des indications sur des projets effectués en commun avec les lycées ?

**M. le Maire.**- Avant de conclure, je laisse la parole à M. Geffroy.

**M. Geffroy.**- Claude Chauvet, vous avez parlé du projet avec le marché Grand Frais dont on voit d'ailleurs toujours les maquettes dans le pôle urbain.

Par rapport à cette société, tout est-il réglé ? N'a-t-on pas de contentieux particulier ou y en a-t-il un ? Je trouve dommage que 2 ha... Je ne crois pas à l'agriculture urbaine sur une telle surface.

Sevrans a besoin de ressources et on va donner ce terrain pour moins de 5 000 € par an, sur 2 ha. Quels seront les gains pour les Sevransais ? J'en doute. Ma question est : y a-t-il conflit ou pas, procédure ou pas avec Grand Frais ?

**M. le Maire.**- Monsieur Chauvet.

**M. Chauvet.**- Pour répondre directement à cette question, à ma connaissance, non, puisque la délibération du Conseil municipal n'était pas allée jusqu'à la vente de la parcelle. C'était un projet de cession à Grand Frais. Les services pourront confirmer s'il y a un litige ou pas, mais je ne le pense pas.

**M. le Maire.**- Ils ont fait appel.

**M. Geffroy.**- Il y a donc une procédure.

**M. Chauvet.**- Ils ont fait appel de quoi ?

**M. Geffroy.**- De la somme de 1 M€ sur la procédure qu'on devrait à la société. C'est énorme !

**M. le Maire.**- Sauf qu'ils n'ont pas gagné.

**M. Chauvet.**- Oui, mais on n'avait pas vendu la parcelle.

**M. Moulin.**- Bonsoir. La société avait attaqué la délibération qui annulait la vente à la société en question, Terra Nobilis. Ils ont perdu et fait appel. S'ils gagnent leur appel, la Ville risque, au pire, une annulation de la délibération qui annulait la vente. Ensuite, ils peuvent

procéder à un recours indemnitaire, mais on n'en est pas là, et cela ne nous empêche pas, selon les notaires, de signer le bail.

**M. Chauvet.** - Oui, en revanche, la parcelle étant maintenant dans le PLUi en zone NA, l'activité qui pourrait s'y dérouler est devenue impossible.

Pour répondre à M. Cordin, je n'en ai aucune idée, car je ne suis pas spécialiste du volume qu'ils pourraient produire, mais un complément d'information est également indiqué dans la note : cette association a déjà réalisé un projet sur environ la même surface, un peu plus petite même, dans la ville de Rennes, et il a fonctionné.

Il faut aussi savoir que le terrain était encombré d'un certain nombre de choses, on a retiré les plantes envahissantes - la Renouée du Japon je crois - afin qu'il puisse être, dans un premier temps, planté pour préparer le terrain, sachant que la production sera échelonnée sur plusieurs années. Cela prend toujours un peu de temps sur un terrain qui n'a pas été entretenu pendant un certain temps, environ un an. Puis ils iront progressivement, avant de cultiver l'ensemble de la parcelle.

Cela prendra à peu près trois ans, de mémoire.

**M. le Maire.** - Pour reprendre les échanges que nous avons eus précédemment par rapport au renouvellement urbain et au projet urbain, moi, l'agriculture urbaine, j'y crois, y compris même par rapport à un jardin partagé. Je me souviens que Jean-François Baillon disait : ici, on se fichait de nous quand on en parlait. Finalement, cela a fonctionné. Il ne faut pas s'arrêter là, il faut continuer, mais c'est vrai que la surface est de 2 ha.

Ce n'est pas tout.

Deux choses : il y a une vraie coupure urbaine avec l'avenue John Fitzgerald Kennedy, et à un moment donné, l'enjeu est urbain - pour continuer à échanger sur cette piste. C'est aussi comment faire pour que l'entrée et la sortie du Centre Technique Municipal ne passent plus par le pavillonnaire, mais débouchent bien sur l'avenue Kennedy ? Nous avons l'accord de principe du Département pour y travailler à terme, et cela fait partie des objectifs que nous poursuivons. Il s'agit de limiter, comme l'a dit Claude Chauvet tout à l'heure, d'arrêter l'étalement urbain.

Nous avons eu le choix, à un moment donné - mais un choix comporte toujours un risque -, de revenir sur une décision - j'en ai été à la fois acteur et témoin - d'y implanter - c'était de bonne qualité d'ailleurs - un supermarché ou un centre commercial, sans que cela ait quelque chose de péjoratif. Mais cela impliquait un modèle entièrement tourné vers la voiture... Bonjour les riverains ! Bonjour les voisins ! Je pense qu'ils préfèrent l'agriculture urbaine, y compris avec la possibilité d'extension, comme l'a dit Mme Brahim, dans le cadre de la rénovation urbaine et de cette coulée verte.

Oui, des micro-fermes pédagogiques se développent ailleurs, dans d'autres collectivités, nous sommes allés les visiter. J'étais avec Gilles Boitte pour visiter celle de Gennevilliers en plein cœur d'un quartier populaire, dense, mais où cela se passait bien et donnait envie de voir développer ce même type de projet, pas forcément sous la même forme, mais à la forme sevranaise. Je pense que cela peut vraiment fonctionner.

Il n'y a pas que 2 ha qui sont ici contraints, sur lesquels nous allons travailler sur un projet d'agriculture urbaine. Il existe beaucoup d'autres délaissés, beaucoup d'autres fonciers sur lesquels nous travaillons avec Parisculteurs et d'autres collectivités pour développer cela. Rappelez-vous, Mme Bernex me soufflait un peu plus tôt que Veni Verdi, à côté du parc du golf de la Poudrerie, propose des ventes de légumes deux fois par mois pour l'instant. C'est assez intéressant et à développer.

Rappelez-vous qu'après la crise sanitaire, nous avons connu une crise alimentaire un peu partout, et qu'on s'est posé la question, et on doit continuer à se la poser, sur l'autosuffisance alimentaire de la région Île-de-France d'une part et, d'autre part, sur l'enjeu de voir nos fermes en Île-de-France achetées par des propriétaires privés. Le capitalisme chinois se saisit de toutes ces fermes abandonnées parce qu'il n'y a plus d'exploitant agricole.

Pourquoi n'y en a-t-il plus ? Parce qu'il n'y a plus de formation agriculture. Pourquoi n'y en a-t-il plus ? Parce qu'il n'y a plus de lycée. Nous avons travaillé pour qu'un lycée public soit implanté sur le territoire de la ville de Sevran, parce que cela fait aussi partie du projet politique, de l'ambition politique que nous devons porter, de participer à la question de transition écologique et de former des agricultrices et agriculteurs, et nous avons un lycée privé.

Nous y formons des nouvelles générations d'agricultrices et d'agriculteurs. C'est du réalisme et du pragmatisme. Nous y travaillons réellement.

En fait, c'est drôle, car quand on travaille sur une délibération, on arrive dans le débat politique à se saisir de quantité d'enjeux, de sujets de société, à condition de ne pas dire n'importe quoi. Il faut que nous continuions ce cap où nous échangeons, nous débattons, mais restons concentrés sur ce projet.

Les Cols Verts ont un statut d'entreprise ou d'association, je ne sais plus, à laquelle nous n'accordons aucune garantie d'emprunt mais bien un bail emphytéotique de 18 ans, moyennant une redevance.

Comme il n'y a plus d'autre intervention, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 21.

<b>Adoptée par</b>	<b>33</b>	<b>voix</b>	<b>Majorité</b>
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	35	voix	
Pour	34	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer, GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, SAKI Mireille
Contre	0	voix	
Abstention	1	voix	MABCHOUR Najat
NPPV	10	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIRREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAROU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), , JOUS Sullivan,

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

Maintenant, en introduction pour laisser la parole à Claude Chauvet, le lobby du tabagisme. C'est une plaisanterie ! Tu n'es pas obligé de rebondir.

## 22 - Convention avec la Responsabilité Élargie des Producteurs et avec l'éco-organisme Alcome pour la réduction des déchets des produits du tabac dans l'espace public

**M. Chauvet.**- Je comptais bien rebondir, justement. (*Rires*)

Tout d'abord, je voudrais m'excuser auprès des collègues d'avoir laissé le débat partir sur une mauvaise piste en commission, en n'ayant pas fait attention que l'on recevait de l'argent au lieu d'en donner. Peu importe. Je ferai un liminaire sur cette délibération ayant pour but de savoir si l'on accepte l'argent de l'industrie du tabac ou pas pour financer nos actions.

Je résume.

L'association Alcome est agréée par l'État, avec la bénédiction de l'État, d'ailleurs. Je rappellerai ici que les enquêtes d'Élise Lucet ont montré que beaucoup de sénateurs et de députés avaient partie liée avec l'industrie du tabac et défendaient ses intérêts.

C'est un peu paradoxal pour moi, non-fumeur, de présenter une telle délibération, mais je le ferai malgré tout.

Cette association agréée par l'État a pour but, avec l'argent qu'elle reçoit de l'industrie du tabac, dans le cadre aussi de l'application de la loi pollueur-payeur - c'est bien de cela qu'il s'agit - d'aider les collectivités à financer des actions de prévention et d'élimination des mégots sur la voie publique avec, chaque année, un objectif de réduction quantifiée des mégots sur la voie publique.

C'est tout à fait louable, et si on lit de près le domaine d'intervention, c'est de la prévention pour ne pas jeter le mégot, la pose de cendriers, et l'identification de hotspots où on trouve le plus de mégots, en général, relativement près des bureaux de tabac.

J'aurais tendance à dire : prenons cet argent et faisons non seulement ce qu'ils disent, parce que ce qu'ils disent, c'est de maintenir le business en n'empêchant pas les fumeurs de fumer. Cependant, je dis aussi : faisons appliquer l'amplification de la loi sur l'interdiction de fumer, publiée le 1<sup>er</sup> juillet, dans les lieux publics, notamment : il est dorénavant interdit de fumer dans les parcs et jardins publics, en totalité - cela comprend aussi le parc de la Poudrerie -, les plages bordant des eaux de baignade - ce n'est pas le cas à Sevran -, les abribus et zones couvertes d'attente des voyageurs, les abords des écoles, des collèges, des lycées et autres lieux destinés à l'accueil, à la formation ou à l'hébergement de mineurs, et les espaces ouverts et à bord des bibliothèques, piscines, stades et installations sportives.

Cela nous permettra d'ailleurs de mettre en place des arrêtés pour éventuellement verbaliser et peut-être même financer un peu mieux la brigade verte à cet effet. Cela n'empêche pas de faire les actions qui sont demandées. J'ai pris un peu de liberté avec la délibération, mais cela valait la peine d'en parler, car le débat en commission était malgré tout intéressant, même si l'on s'était mal engagé sur ce point.

Personnellement, je voterai la délibération, en sachant que cette histoire est un peu un pacte avec le diable, mais on n'est pas obligé de défendre les intérêts de l'industrie du tabac et on peut aller plus loin en faisant respecter l'interdiction de fumer, en luttant contre la vente à la sauvette de tabac frauduleux et de cigarettes. Si cela permet aussi de nous aider dans ces actions, alors, je prends quand même l'argent. Je vous soumetts donc, à débat sûrement, à votre bon vouloir l'approbation de cette délibération.

**M. le Maire.**- Avant de laisser la parole à M. Wavelet et M. Cordin, nous avons eu des débats ensemble, et à force de décortiquer les choses, nous avons commencé à voir comment tout cela fonctionnait, ce qui n'était pas forcément visible dès le départ. Cependant, il est toujours possible d'évaluer puis de changer de position.

Monsieur Wavelet.

**M. Wavelet.**- Monsieur le Maire, chers collègues, chers citoyennes et citoyens, cher Claude, je vais voter contre cette délibération. Pourquoi ?

Derrière le discours séduisant de cet éco-organisme qui promet de financer des actions contre les mégots à hauteur de 2 € par habitant - on est à un peu plus de 50 000, cela fait donc 100 000 € -, se cache une réalité beaucoup moins vertueuse.

Ce n'est pas une association, Claude, c'est une SAS. On pourra te faire un cours sur le statut des structures. Une SAS, c'est une société. Elle réalise 60 M€ de chiffre d'affaires par an, elle est entièrement dirigée par les principaux fabricants de cigarette et la confédération des buralistes pour éviter le versement d'une taxe relative à la REP (Responsabilité Élargie des Producteurs), relative au traitement de ses déchets, dont elle est exemptée. En fait, pour cette écotaxe, tous les fabricants, industriels, et j'en passe, versent un fonds qui est redistribué à des associations vertueuses et responsables, ce que ne fait pas cette industrie. Pour éviter cette contribution, ils ont créé une SAS, même pas une association, et cela leur permet d'éviter de payer plein pot ce qu'ils auraient dû payer sous forme d'une écotaxe.

Du reste, ils ont fait des petits impairs et le gouvernement menace de les soumettre à cette écotaxe.

Cette industrie est responsable chaque année de plus de 75 000 morts en France, et ne peut pas être considérée comme un partenaire crédible de l'action publique, selon moi. Elle recherche, à travers la société Alcome, à redorer son image par un habillage écologique - c'est pourquoi elle fait appel peut-être à toi -, ce que le comité national contre le tabagisme qualifie clairement de greenwashing.

L'État a déjà sanctionné la société Alcome à deux reprises, pour plus de 1 M€ d'amende en raison de manquements répétés à son cahier des charges et à son refus d'assumer pleinement ses obligations environnementales. Nous verrons bien ce qu'elle fera à Sevrans.

Les 2 € par habitant dont on parlait représentent une somme importante, sur laquelle tu ne veux pas cracher pour une ville comme Sevrans. Personnellement, je ne peux pas cautionner que notre commune accepte un argent issu d'une industrie qui tue. C'est marqué sur les paquets de cigarettes : le tabac tue. C'est donc une industrie qui tue. Il existe d'autres slogans du même type.

On connaît tous, directement ou indirectement, une personne décédée d'un cancer ou d'une maladie liée au tabagisme. Mon père est mort d'un cancer du poumon, je l'ai vu cracher des morceaux de poumon. Il y avait juste à les ramasser pour en faire une brochette !

Pour moi, cet argent est entaché, pour ne pas dire sale, et l'utiliser revient à blanchir les profits d'une industrie qui vit de la dépendance et de la maladie. Je vous rappelle que nous avons fait un procès à un autre pollueur, le groupe Total, pour des raisons similaires, et qu'il serait compliqué d'acter ce soir une collaboration avec l'industrie du tabac représentée par la société Alcome.

Lutter contre les mégots, oui, mais faisons-le avec des partenaires sincères et indépendants, des associations environnementales et pas avec ceux qui en sont la cause.

Personnellement, je voterai contre et j'invite le plus grand nombre, ici présent, à voter contre pour les raisons invoquées.

Merci.

**M. le Maire.**- Bravo ! On va laisser le débat et essayer de conclure ensemble.

Monsieur Cordin.

**M. Cordin.**- Il est vrai que c'est troublant de devoir travailler et pactiser avec le diable pour avoir des ressources pour la Ville. C'est dommage de ne pas en avoir par ailleurs.

100 000 € : c'est vrai que notre ville a besoin de sous ; c'est de l'argent sale. Ne peut-on pas blanchir cet argent en en faisant quelque chose de vertueux ? Ne pourrait-on pas utiliser ces 100 000 € pour organiser des formations pour que les jeunes n'aient pas de comportement addictif avec le tabac, l'alcool, la drogue, des choses comme cela ? Ne serait-ce pas un moyen



de rendre plus blanc cet argent sale ou finalement reste-t-on dans une posture tout à fait honorable de rejet de ces deals avec le diable ?

C'est quelque chose de compliqué, car notre Ville n'a pas les marges de manœuvre nécessaires pour lui permettre de choisir facilement entre l'argent sale et pas d'argent du tout.

C'est un cas de conscience. À l'origine, j'étais parti pour prendre l'argent, un peu comme Claude Chauvet, et en faire quelque chose de bien pour la Ville. En entendant Manuel Wavelet, j'ai envie de changer d'avis et de dire que l'on doit avoir l'honorabilité de cracher sur de l'argent sale.

Personnellement, je pense que le groupe fera pareil : nous voterons contre aussi.

**M. le Maire.**- C'est dit sans concertation. Bravo. (*Rires*). C'est un clin d'œil.

On utilise les recettes fiscales sur la vente de tabac, sur les paquets de cigarettes où il est indiqué que le tabac tue. C'est intéressant d'avoir ce débat.

Madame Saki.

**Mme Saki.**- Merci, Monsieur le Maire.

Lors de la commission préparatoire de ce Conseil, l'argumentaire de M. Chauvet était légèrement différent de celui qu'il a présenté de soir.

Celui qu'il a donné pour cette délibération à laquelle nous nous sommes tous opposés était de créer une brigade de ramasseurs de mégots. Je m'y suis opposée parce que la création de cette structure n'était pas trop claire et je suis fort étonnée que les personnes qui ont participé à la commission préparatoire n'aient pas donné les mêmes argumentaires. Il était question que l'on puisse même revoir cette délibération, ultérieurement, après avoir eu plus d'explications par rapport à cette structure.

Mon vote lors de la commission était contre, et ce soir, il le sera aussi, parce qu'il faut sauver des vies, c'est vrai. Comme on l'a dit tout à l'heure, le tabac tue, l'argent sale tue. S'il faut le blanchir de cette manière, que cela ne se passe pas ainsi.

Merci beaucoup.

**M. le Maire.**- C'est bien, le débat avance.

Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.**- Je vais faire très court.

Je me souviens qu'une classe de l'école Zola avait été financée pour une sortie scolaire par le groupe Total. Pour réaliser sa sortie, cette classe avait besoin que la Ville mette un bus à disposition. Je me souviens très bien que la Ville l'avait refusé parce que la sortie avait été financée par Total.

On dit non, on reste dans l'opposition, contre les pollueurs, et à juste titre, mais je ne comprends pas que l'on puisse nous proposer cette délibération, et que l'on pense à un moment qu'on la votera. En fait, on est sur des positions claires : ce sont des pollueurs, des personnes qui ont été condamnées plusieurs fois, comme l'a dit Manuel Wavelet, et pour 100 000 €, on devrait faire en sorte qu'il n'y ait pas de problème avec cet éco-organisme, parce qu'encore une fois, on n'a pas les marges financières que l'on prétend avoir, on est prêt à céder sur ces valeurs écologiques pour 100 000 €.

**M. le Maire.**- Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.**- Merci.

Effectivement, dans un premier temps, mais je trouvais que la délibération était relativement mal rédigée, j'avais pensé que recevoir 100 000 € paraissait intéressant, compte tenu de la situation toujours serrée des finances de la Ville. Mais après les arguments très bien expliqués de Manuel Wavelet, il me semble que ce serait une erreur de notre part, mais encore plus de votre part quand vous nous faites signer quantités de vœux contre Total, ce producteur pollueur. Ce serait très malvenu, pour 100 000 €, d'accepter cet argent sale tel que le décrit Manuel, d'autant plus qu'à mon avis, ce serait effectivement conclure un pacte avec le diable compte tenu de la structure.

Je me rallie à la position d'Olivier Cordin, et nous voterons contre cette délibération.

Monsieur le Maire, j'attire aussi l'attention. Aujourd'hui, dans la ville, il manque quelquefois des sacs-poubelle pour les poubelles publiques. Il faut revoir cela.

On a mis également des sacs pour ramasser éventuellement les déchets des chiens, des animaux. Ils ne sont pas du tout dotés. On a de très beaux appareils, mais ils sont vides.

Il se pose un autre problème aussi dramatique dans la ville, mais d'ailleurs au niveau du Territoire où je l'ai souvent dit : nous n'avons aucun bac pour les déchets médicaux. Rien. Les pharmaciens ne les prennent plus, ils finissent donc souvent dans les déchets domestiques et ne sont pas à leur place.

Avant de s'occuper de ramasser de l'argent sale, travaillons effectivement pour mettre nos sacs-poubelle dans la ville. On a voulu mettre des sacs à déjections canines, qu'on les dote, sans oublier les déchets médicaux, c'est très important, notamment pour tous nos concitoyens diabétiques, etc. C'est véritablement un axe important.

Je voterai contre cette délibération qui n'est pas d'actualité, notamment dans une ville où souvent on vote des vœux, des délibérations contre Total qui est un autre pollueur.

**M. le Maire.**- Je n'en peux plus de cette comparaison. Nous avons voté un vœu contre Total.

**M. Geffroy.**- Mais on l'a fait !

**M. le Maire.**- Nous avons mené beaucoup d'actions contre Total et, franchement, sans aucun regret, vu ce qu'ils font par ailleurs pour saccager la planète. Il faut arrêter de comparer ce qui n'est pas comparable.

Ensuite, je trouve ce débat intéressant, car au bout d'un moment, chacune, chacun évolue sur le point que l'on regardait. Quant à la petite musique sur : la Ville a besoin d'argent, elle va se vendre au diable, arrêtez s'il vous plaît ! C'est bon. Les caricatures, cela suffit. Franchement, retirez cette délibération parce qu'on est en train de changer d'avis. On n'en a pas besoin pour financer une brigade verte ou des ramasseurs de mégots.

Claude Chauvet, on va te laisser conclure.

**M. Chauvet.**- Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Je voulais rebondir sur les propos de Manuel Wavelet et Olivier Cordin.

Une chose très juste a été dite : 75 000 morts par an. Le coût social est évalué à 150 Md€ par an. Évidemment, ce n'est pas en supprimant la cigarette du jour au lendemain que l'on aura tout de suite 150 Md€ par an, néanmoins, si nous nous attaquons au tabagisme sérieusement, plutôt que de ramasser 20 % de mégots en moins parce qu'ils sont jetés sur la voie publique, que nous avons briefé les fumeurs qu'il ne fallait pas, que ce n'était pas bien de les jeter, etc., attaquons-nous à la racine pour faire en sorte qu'il y ait 20 % de fumeurs en moins chaque année. Chaque année, on récupérera quand même quelques milliards, parce que même si cela prend une vingtaine d'années avant qu'on ait un cancer, voire plus, voire moins, cela dépend des gens, néanmoins, on n'a pas besoin de cet argent sale.

Je crois qu'on est arrivé à peu près à la même conclusion.

**M. le Maire.**- Oui, on n'en a pas besoin pour boucler le budget. Il faut arrêter de nous raconter n'importe quoi.

Je vais sur Internet pour regarder quelles sont les villes partenaires d'Alcome. On nous dit qu'on ramasse l'argent sale, mais il y a des mots qu'il faut arrêter d'employer dans le Conseil municipal. L'argent sale, ce n'est pas la Ville de Sevran qui le ramasse. Il faut arrêter ! Les mots ont du sens. Il faut vraiment que l'on fasse attention.

Les villes partenaires de cet organisme sont Lille, Banyuls-sur-Mer, Nîmes, Malakoff, Cannes.

Cannes ! Je dis cela comme cela. *(Rires)* J'aime bien vous regarder, mais je ne fais aucune stigmatisation.

Angoulême.

Une certaine quantité de villes ont besoin d'argent : Saint-Jean-de-Luz, Saint-André-de-Cubzac... Je ne sais plus qui regarder. *(Rires)*

Magny-le-Hongre. Bourg-en-Bresse, Puteaux. Dieppe.

Il faut arrêter !

J'ai trouvé le débat intéressant à un moment. Bravo, Manuel. Tu nous en prépares un autre ? *(Rires)* On va t'appeler le Titanic.

Il faudrait que tu nous le dises avant. *(Sourires)*

Les arguments sont convaincants, même ceux qui tournent autour de nous.

On n'a pas besoin de 100 000 €. Il faut arrêter !

On ne fermera pas non plus les débits de tabac. Vous êtes d'accord avec moi ? On ne fermera pas les petits commerçants qui sont dans les bureaux de tabac. Il faut qu'on arrête !

Vous m'avez lancé sur les cani-crottes et tout le bazar pour ramasser éventuellement, cela m'a fait rire. Forcément, il n'y a que cela qu'on peut ramasser.

Des sacs-poubelle, des cani-crottes, mais je pense aussi à notre espace public. Dans le débat que nous avons eu en amont et jusque-là, il est intéressant de savoir comment on fait pour interdire de fumer dans nos parcs, dans nos espaces publics ? Il y a la signalétique et de la présence préventive et/ou répressive. Cela existe les mégots par terre, comme les masques sanitaires à un moment donné : on en trouvait par terre. Il en est de même pour les mégots. C'est du plastique, cela pollue, et cela existe.

À un moment, je trouve intéressant de regarder en commission, alors qu'on n'a pas besoin de l'argent de cet organisme, comment on fait pour développer la mise en place de signalétiques par rapport à l'interdiction de fumer dans les espaces publics, et de cendriers, pour faire en sorte que les mégots ne se retrouvent pas par terre. Nous avons besoin d'espaces publics propres, même y compris sur le marché forain. Personne n'a vu ici quelqu'un fumer à l'intérieur de la halle.

Surtout, arrêtez sur l'argent sale, il ne faut pas me chercher. *(Sourires)*

Monsieur Bacon, nous avons conclu !

Nous ne voterons pas contre ! Nous la retirons ? *(Approbation unanime)* On verra comment la remplacer.

La proposition est : comment la remplace-t-on par une délibération qui nous propose un vrai plan de signalétiques, d'actions, de ramasse mégots, etc. ?

Tu termines ce point ? Tu n'es pas fumeur. *(Rires)*

**M. Boitte.**- Je suis un fumeur qui a mis très longtemps à ne plus jeter ses mégots par terre.

Dans Paris, ce sont 4 millions de mégots chaque jour par terre. C'est impressionnant.

Je ne voulais pas intervenir sur ce point.

Si la commission, qui prépare le Conseil municipal, s'est prononcée contre ou n'a pas eu les informations nécessaires parce que manifestement... Dans ce cas, le Conseil municipal ne peut pas se prononcer et il faut la retirer afin de mener un travail normal, que la commission trouve une bonne solution, puis on verra au Conseil municipal. De toute façon, nous étions dans une situation où nous ne pouvions pas la voter.

**M. le Maire.**- Nous n'avons pas fait un débat pour rien, à part ce qu'on a raconté sur l'argent sale qui veut dire n'importe quoi. Parce que, dans ce cas, on va vraiment parler de l'argent sale et de l'économie mafieuse ! Il faut être sérieux. Qu'on arrête de montrer notre ville du doigt !

Aujourd'hui, nous avons eu un débat qui a duré assez longtemps pour identifier un vrai besoin d'empêcher la présence des mégots par terre.

Il faut remplacer cette délibération par quelque chose qui soit une vraie action. Point !

Il faut arrêter avec la petite musique : « les marges de manœuvre de la Ville... » « nous avons besoin de nous vendre au diable ». C'est bon, arrêtez les leçons.

Élodie, tu veux prendre la parole pour terminer ? Tout le monde veut prendre la parole !

**Mme Da Silva.**- Merci.

Je sais que dans certaines villes ou départements, ils fournissent des petites boîtes où l'on range ses mégots et on a tout simplement à les vider dans les poubelles quand elles sont pleines. Ce serait bien de se rapprocher du Département pour savoir si cette action est faisable pour notre ville, s'ils veulent les fournir auprès des commerçants ou de ceux qui vendent le tabac. Je sais que cela existe et, à Paris, ils le font également dans certains tabacs. La Ville de Paris les fournit.

**M. le Maire.** - Je ne voulais pas le dire, mais la Ville de Paris est partenaire d'Alcome. Nous chercherons d'autres pistes. Ils ont besoin d'argent.

[23 - Avis du Conseil municipal de Sevransur le dossier de réalisation de la ZAC Mandela Gare](#)

[24 - Approbation du Programme des Équipements Publics \(PEP\) global de la ZAC Mandela-Gare](#)

[25 - Avenant n°1 à la convention tripartite de financement relative à la ZAC Mandela Gare](#)

**Mme Brahim.** - Merci.

Je propose de présenter les trois délibérations concernant la ZAC Mandela gare qui sont liées.

Je vais tâcher d'aller droit au but, contrairement à certains de mes collègues qui s'entendent parler et se plaisent dans leur manière de parler au Conseil municipal.

Première présentation : délibération concernant l'avis du Conseil municipal de Sevransur le dossier de réalisation de la ZAC Mandela.

En réalité, ce sont des délibérations, en tout cas, des parties d'entre elles qui ont été présentées à plusieurs reprises en Conseil municipal de Sevrans.

S'agissant de la ZAC Mandela Gare, vous le savez, une enquête publique a été menée. Un projet ambitieux, territorial, a été présenté aux habitants, sur lequel nous travaillons, et qui s'étalera sur des dizaines d'années. Il inclut la démolition de la halle Mandela, et également, et c'est l'objet précisément de cette délibération, celle des trois hôtels sociaux. Nous avons eu plusieurs débats à l'occasion des Conseils municipaux sur une première délibération où un phasage était acté, dans lequel si nous étions certains de démolir le premier hôtel social, nous ne l'étions pas pour les autres parce que GPA a finalement reposé le dossier sur la table en disant qu'il n'avait pas de certitude, ce qui n'était pas tolérable pour les élus.

Une deuxième délibération a été présentée aux élus, nous avons réussi à intégrer la démolition, dans un premier temps, de deux hôtels sociaux, le troisième n'était pas certain en début d'année 2025. L'objet de cette délibération, et je considère que c'est une réussite, est d'intégrer un seul phasage, avec la démolition des trois hôtels sociaux. L'idée est de boucler le plan de financement de la ZAC de manière définitive. Ce qui n'était pas réellement le cas.

Pour rappel, le plan de financement de cette ZAC, qui est un projet d'ampleur, s'élevait à 12,7 M€ avec un taux de financement de l'ANRU assez exceptionnel pour le mentionner ce soir à un peu plus de 60 %, ce qui n'est pas rien.

C'est l'objet de la première présentation.

Il est prévu une augmentation pour la Ville de Sevrans de 500 000 €. Aujourd'hui, vous ne découvrez pas cette information, puisque j'avais eu l'occasion de la préciser au mois de juin 2025, et l'EPT contribuait à hauteur de 500 000 € également.

Au lieu d'un bilan à hauteur de 12,7 M€, il est à 13,2 M€. Je peux vous donner un plan indicatif des démolitions des hôtels sociaux : en premier lieu l'hôtel Aladin, ancien Balladins, situé au nord du quartier à partir de 2026, peut-être à partir du deuxième semestre 2026. Puis ce seront les deux autres hôtels, à commencer par l'hôtel RML. C'est l'objet de la première délibération.

La deuxième est la déclinaison du dossier de réalisation de la ZAC, comme je vous l'ai dit, avec les trois hôtels sociaux, et intègre également la SCI Messouda. C'est une délibération sur l'approbation du PEP, à savoir tous les ouvrages publics, les classes, les routes, le parking PIR, qui seront remis entre les mains de la Ville et de l'EPT à la fin de l'opération.

Cet exercice de transparence intègre les 500 000 €, le nouveau PEP avec les derniers espaces publics puisque nous avons intégré le dernier hôtel social et la SCI Messouda, les dernières voies - une placette est également intégrée comme des voies de réseau.

C'est l'objet de ce PEP dans le cadre de la deuxième délibération.

L'avenant n°1 de la convention tripartite n'est finalement que la déclinaison financière, c'est-à-dire que nous intégrons 1 M€ réparti entre respectivement la Ville : 500 000 €, et l'EPT : 500 000 €, avec un bilan acté à hauteur de 13,2 M€.

J'ai terminé la présentation de ces trois délibérations. Je ne suis évidemment pas exhaustive, car comme je l'ai indiqué, il y a eu plusieurs discussions, débats en commissions et Conseils municipaux.

Je finirai mon propos, mais je vais anticiper la réponse à M. Geffroy. Je ne sais pas si vous avez prévu d'intervenir, mais lors du Conseil de territoire lundi, vous nous aviez informés de la possibilité de dire un mot ce soir. Souhaitez-vous que je relève ce que vous avez dit en Conseil de territoire et que j'y réponde ? C'est comme vous le voulez. Peut-être n'avez-vous pas prévu d'intervenir ?

**M. Geffroy.**- (*Intervention hors micro inaudible*)

**Mme Braihim.**- Je vous en prie. Avec plaisir.

**M. Geffroy.**- (*Intervention hors micro inaudible*)

**Mme Braihim.**- Parfait.

**M. le Maire.**- Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.**- Merci, Monsieur le Maire.

La situation actuelle de ce quartier est la conséquence de la très mauvaise gestion des municipalités précédentes depuis plus de trois mandats. Au départ, sur cette ZAC Mandela, je me suis un peu fait avoir tant que je ne suis pas allé discuter avec les habitants, notamment avec les commerçants *in situ*. Je pensais effectivement qu'il n'y avait plus rien à faire, qu'il fallait tout détruire, au profit notamment d'intérêts capitalistes d'ailleurs, le centre commercial Beau Sevrain. J'en reparlerai.

Il y a plus de 20 ans, Madame Braihim, les trois hôtels étaient dignes. À cette époque, nous avions des restaurants dans lesquels nous pouvions aller. Ils sont devenus des hôtels complètement à l'abandon, avec la misère. Je suis allé avec des associations porteuses de repas, de couvertures, voir les conditions dans lesquelles les gens étaient logés. C'était abominable, innommable, pas digne des conditions pour ces personnes.

Par rapport à cette enquête d'utilité publique - je suis allé consulter les cahiers la concernant au pôle urbain -, j'ai découvert une enquête d'utilité publique avec des hauteurs de plus d'un mètre de documents. Comment voulez-vous qu'ils soient accessibles au commun des mortels ? C'est complètement incompréhensible, mais j'ai découvert, effectivement, des gens qui travaillent depuis 40 ans, Madame Braihim, sur ce site, et que vous n'êtes jamais allée voir. Ils ne vous connaissent pas. Ne me dites pas le contraire, car des commerçants sont dans la salle. Si M. le Maire le veut, on interrompt la séance et on leur donne la parole. Ils vous diront qu'ils ne vous ont jamais vue dans cette enquête d'utilité publique.

Nous avons des commerçants qui, depuis 40 ans, sont là, et ce centre commercial n'est ni en déshérence ni à l'abandon. Il remplit une mission de service public : quand les gens sortent ou arrivent de la gare RER des Beaudottes, qu'ils rentrent chez eux ou qu'ils partent le matin, ils peuvent effectivement faire leurs courses dans des magasins qui existent. Il y en a 12 exactement : pharmacie, boucherie, épicerie, La Poste, etc., qui répondent à un besoin à des prix souvent défilants toute concurrence, avec une SCI dont le président Mallet était présent tout à l'heure dans le public. Mais comme on s'éternisait un peu dans les débats, il est parti. Cette

SCI est particulièrement saine, elle a de la trésorerie et ils n'ont pas compris pourquoi on avait abandonné les parties publiques qu'on n'a pas entretenues.

J'espère qu'on n'avait pas une mauvaise intention de ne pas vouloir entretenir pour dire ensuite : ce n'est plus possible, on détruit. J'en doute d'ailleurs, si ce n'est pas l'idée qu'on avait derrière la tête au profit du centre commercial Beau Sevrans. Lui est dans un tel état, qu'effectivement, il y a du travail sur le centre commercial Beau Sevrans, mais que ce soit le centre commercial Beau Sevrans ou à la foncière Klépierre, à savoir les intérêts capitalistes les plus déterminés, ce n'est pas le petit commerçant qui est capitaliste, mais la foncière Klépierre. C'est le grand centre commercial Carrefour, complètement à l'abandon par rapport à il y a 25 ans, où aujourd'hui plus de 30 commerces sont fermés et ne répondent plus aux besoins. Le Sevransais n'y va plus, il va au Carrefour de Livry-Gargan, à celui de Claye-Souilly ou faire ses courses à Aulnay-sous-Bois. On ne vient plus faire les courses à Sevrans, et on fait les courses dans le centre commercial de la place Mandela, qui réalise d'ailleurs un chiffre d'affaires assez conséquent. Vous verriez travailler la boucherie dans des conditions d'hygiène et de sécurité particulièrement importantes et respectueuses des règles d'hygiène.

Sur ce point, il faut consulter les commerçants et les entendre. Sevrans est une ville du peuple, Sevrans est une ville populaire, Sevrans n'est pas une ville de bobos et on n'en veut pas à Sevrans, on veut le respect du peuple de Sevrans et on sera à ses côtés dans ses luttes, dans ses acharnements pour vivre.

Combien j'ai entendu de personnes âgées avec de petites retraites dire : conservons le centre commercial de la ZAC Mandela, conservons le marché. C'est cela, Sevrans, c'est ce Sevrans qui vivait, qui ne vit plus à certains moments. Il faut savoir respecter les choses.

Sur d'autres dossiers aussi, Madame Brahim : aujourd'hui, par exemple, sur les économies d'énergie, ceux qui veulent effectivement mettre en ordre leur maison ; tout est bloqué. De l'agence dont vous avez la présidence, les dossiers ne sortent plus. Je ne sais pas ce qui se passe, le directeur général n'est plus là, qu'en est-il ? J'espère que vous allez me répondre. J'espère qu'il n'y a pas un certain nombre de mal versements qui poseraient problème par rapport aux dossiers qu'on instruit.

Il faut répondre à la population sur ces sujets plutôt que de vouloir parler de la droite sevransaise qui aurait des intérêts. Vous racontez n'importe quoi. À un moment donné, vous savez, la justice est là pour trancher. Il ne faut pas non plus raconter des mensonges aux gens.

Sur cette place Mandela, je crois qu'il faut en venir à la réalité. Il faut certes la rénover, l'embellir, la magnifier, faire en sorte qu'elle réponde encore mieux aux besoins de la population. Il faut également magnifier les services publics qui sont autour, la bibliothèque qui n'est plus aujourd'hui dans un état correct, revoir le centre social Marcel Paul, bref, et avoir quelque chose d'un ensemble. On peut très bien ouvrir complètement cette galerie et cette ZAC Mandela, mais on ne peut pas les détruire, on ne peut pas détruire des vies de gens qui sont là depuis 44 ans et qui y travaillent. Le turnover des magasins est très faible. Vous n'avez pas eu plus de trois changements de commerce pendant les 44 ans.

Il faut voir la réalité de la ville, ne pas rester enfermée dans vos bureaux, dans votre mairie. Il faut aller sur place, rencontrer les habitants et discuter avec eux, il faut prendre à cœur leurs problèmes. On refait de Sevrans une ville où il fera bon vivre à partir du moment où l'on écoutera les Sevransais et qu'on leur assurera la sécurité. Quand je parle de sécurité, Madame, que vous me traitiez de « Retaillieu des gros », je ne trouve pas cela très propre non plus, et je sais que vous avez traité d'autres personnes de « Retaillieu » avec des termes peu communs.

Je ne veux pas de polémique. Ce que je veux, Madame Brahim, c'est que vous répondiez aux commerçants, que vous alliez les rencontrer, que vous ne fassiez pas une enquête d'utilité publique...

**Mme Brahim.**- *(Intervention hors micro inaudible)*

**M. Geffroy.**- S'il vous plaît, j'ai la parole !

Dans toute assemblée démocratiquement élue, quand on a la parole, on la garde jusqu'au bout ! *(Il tape du poing sur la table)*

**Mme Brahim.-** *(Intervention hors micro inaudible)*

**M. Geffroy.-** Et je la garderai jusqu'au bout. S'il vous plaît !

**M. le Maire.-** Monsieur Geffroy, on peut conclure.

**M. Geffroy.-** Cette enquête d'utilité publique est complètement entachée. Elle va tomber, il y aura des recours.

Vous avez évacué les appartements de la rue Charles Conrad avant que le commissaire enquêteur soit nommé. Ce n'est pas correct. Vous qui disiez défendre la veuve et l'orphelin, vous n'y êtes pas sur ce dossier.

Ressaisissez-vous : rencontrez les commerçants, discutez avec eux. C'est leur patrimoine, c'est tout le travail qu'ils ont investi pendant 44 ans. On ne va tout de même pas briser des vies. Ce ne serait pas correct. Ce ne serait pas une mesure digne d'une élue de votre hauteur, avec le bagage que vous détenez et la réflexion que vous avez. Ressaisissez-vous, allez voir les gens, menez une véritable politique et nous serons d'accord.

*(Applaudissements partiels)*

**M. le Maire.-** Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.-** Je ferai plus court que l'intervenant précédent.

Les chiffres de l'ANRU des Beaudottes, ce sont 1 100 nouveaux logements. Vous le savez, Monsieur le Maire, ainsi que l'ensemble des élus, pour la démolition des trois hôtels, il est proposé en contrepartie 600 logements supplémentaires. Je vous laisse faire le compte. Pour 2 M€, on mène le quartier dans une spirale négative.

Quand je discute avec les habitants du quartier des Beaudottes, les Nouvelles ou les Anciennes, ils demandent de la mixité, et à juste titre. Ils ne souhaitent pas être dans une spirale négative où il n'y a que des logements.

On brade donc pour 2 M€, je le dis à nouveau, l'avenir des Beaudottes et sa mixité tant attendue. Notamment, dans le cadre de l'ANRU 2, les gens attendaient de la mixité, à savoir des nouveaux commerces, probablement aussi de nouveaux hôtels, mais pas seulement de la construction de logements. Vous me direz qu'il est prévu des équipements publics avec les 20 M€ qui y sont consacrés, mais je pense que ce quartier en aurait mérité beaucoup plus.

Concernant la halle Mandela, tout se fait dans la précipitation et dans l'urgence. À ce rythme, avez-vous réfléchi aux commerçants ? À une nouvelle Poste ? Avez-vous discuté avec les commerçants de la halle ? À les entendre, j'en ai entendu certains, en ce moment, je ne pense pas qu'il y ait eu une discussion.

Ce quartier se sent aujourd'hui méprisé et c'est ce que je ressens et ce qui m'est dit régulièrement par les habitants, ceux concernés par les réhabilitations ou par les futures démolitions, pour les relogements, comme ceux qui demandent aujourd'hui de la mixité. De plus en plus, on me dit : écoutez, Madame Mabchour, on a le sentiment que cela tourne, qu'il n'y a plus de stabilité de la population.

Dans ce quartier, je le redis à nouveau, quand on discute avec les gens, ils se sentent méprisés.

Tout doit être remis à plat, et je pense qu'à cinq mois des élections, les choses devront être remises à plat. J'espère que ce sera fait.

**M. le Maire.-** Monsieur Jacquart.

**M. Jacquart.-** Monsieur le Maire, je suis désolé, mais ce soir j'ai un peu de mal à chaque fois que l'on travestit la réalité.

On parle de construction, mais j'aimerais que l'on parle aussi de démolition.

Nous avons démoli les allées Jacques Cartier et Bougainville en raison d'un projet sur la question de l'ANRU, et à partir du moment où il y a démolition, il faut faire de la reconstruction. Si nous disons que nous construisons 600 logements, c'est parce que, d'un autre

côté, il y a eu une démolition. Sébastien Bastaraud aurait pu nous répondre sur nos obligations de reconstruction après une démolition, surtout avec les enjeux de l'ANRU.

Autre point : il a été cité une réalité dans ce quartier, une réalité de ces hôtels sociaux, des conditions de vie des gens. Vous l'avez expliqué lors de vos interventions avec des associations, en allant à leur rencontre. Il était évident que nous ne pouvions laisser la situation telle quelle. Nous avons pris des décisions, Marwa Braihim a aujourd'hui présenté un travail municipal sur la question et fait en sorte d'essayer de régler les difficultés que nous y rencontrons.

Personnellement, je préfère que nous essayions de faire quelque chose et d'y travailler plutôt que de laisser la situation telle quelle. Je préfère saluer le travail qui a été réalisé plutôt que de la critiquer.

**M. le Maire.-** Madame Braihim.

**Mme Braihim.-** Monsieur Geffroy, en débutant ce Conseil municipal, vous avez porté des propos extrêmement graves à mon encontre. Vous avez dit, je cite, que j'ai porté un coup de poignard dans votre dos. Je vous demande solennellement, et de manière publique et officielle, de retirer ces propos. C'est extrêmement grave et d'une bassesse qui n'est pas digne d'un élu de la République.

La deuxième chose, pendant votre intervention, vous avez mêlé des bêtises, des sottises, des erreurs, des injures et des diffamations, et je vais m'en expliquer.

Je vais vous faire un cours et cela tombe bien puisque la séance est publique. Il y a une énorme différence entre les intérêts privés et l'intérêt général. Je crois que le projet que vous proposez aux Sevranaïses est totalement, mais alors totalement différent de celui que, moi, je propose avec mes collègues élus.

Je veux évidemment avoir un mot ce soir pour les commerçants qui sont présents, car ces personnes ont consacré toute leur vie à leur commerce, et effectivement, vous avez cité M. Mallet que je salue, mais j'ai peut-être un peu plus d'empathie pour les commerçants que pour les propriétaires. Il faut bien sûr écouter les commerçants qui sont présents ce soir. Je n'ai pas été personnellement interpellée, je suis prête à les revoir avec les collègues qui sont en charge de ces sujets pour travailler avec eux, pour les entendre, et je crois que c'est important en effet. Ne faites pas croire le contraire aux élus, aux services et aux habitants.

Je l'ai dit, je me suis engagée en politique pour l'intérêt général. Voyez, pour moi, c'est très important. Quand j'ai eu l'honneur d'avoir cette délégation qu'est l'ANRU, j'ai évidemment étudié les dossiers, et j'ai très vite compris qu'avec cette démolition de la halle Mandela et des différents hôtels sociaux, avec les reclassements, la démolition des services publics - les agents sont les premiers à témoigner qu'il se pose des problèmes d'insalubrité, de sécurité -, et en contrebalançant, ces services publics étaient une réponse importante et à la hauteur des enjeux. Vous êtes quelqu'un de droite, à aucun moment, car cela ne fait pas partie de mes valeurs et de mon éducation, je ne vous ai invectivé. Contrairement à vous, je ne tombe pas dans ces positions.

Aujourd'hui, je dis simplement qu'il y a eu l'opportunité de se saisir d'un projet d'envergure territoriale pour répondre à un problème structurel d'insalubrité et de sécurité.

Allons au bout de votre réflexion. Vous dites : « vous ne faites rien, vous n'êtes pas là pour les Sevranaïses », « les Sevranaïses, écoutez-les ». Monsieur Geffroy, si vous étiez finalement aux commandes dans l'exécutif de cette majorité, et au service des habitants, que vous ayez un pouvoir... Êtes-vous en train de dire aux Sevranaïses que vous auriez laissé tels quels les problèmes d'insécurité et d'insalubrité de la halle Mandela ? Est-ce cela ? Précisez votre réponse, c'est important, Monsieur Geffroy. Allez au bout de votre réflexion.

Monsieur Geffroy, j'entends quand vous dites que je ne suis pas quelqu'un de terrain. Je suis issue de Sevrans, j'y suis depuis mes 6 ans et j'en ai 32 aujourd'hui. Je connais assez bien ma ville et particulièrement également le quartier des Beaudottes. Par conséquent, ne me dites pas, je me permets ! : « Vous n'allez pas dans le quartier des Beaudottes. » Qu'est-ce que



c'est que ça ? Je n'irai pas jusque-là. Ne tombons pas dans cela. Ayons une vision pour la ville, d'ensemble, structurelle pour les habitantes et habitants du territoire. Concernant les commerçants, c'est un sujet qu'il ne faut pas éluder, mais qu'il faut travailler. Je l'ai expliqué en préambule, ce projet s'étale sur une dizaine d'années. Évidemment, certains ne le suivront pas forcément, d'autres le subiront quand d'autres le vivront. C'est l'ANRU, ce n'est pas simplement lié à Sevrans.

Il faut travailler avec les habitants. Des ateliers de concertation ont été organisés, effectivement, assez techniques pour les élus, les services et les habitants. Il faut démocratiser tout cela. Une maison des projets a été installée dans les Anciennes Beaudottes, et on ne peut pas juste présenter un dossier et dire : circulez, il n'y a rien à voir, c'est comme cela et pas autrement. Non, ce n'est pas aussi binaire que ce que vous êtes en train de présenter.

Nous sommes au service des habitants, et je n'étais pas au courant ce soir que les commerçants seraient présents, mais j'allais avoir un mot pour eux. D'un point de vue juridique, une indemnité d'éviction sera octroyée aux différents commerçants, mais j'entends qu'il y ait une difficulté de perspective. On démolit, mais quelles seront leurs perspectives à l'avenir ? Quelles seront les différentes hypothèses que l'on pourra asseoir et leur garantir ? Tout cela se travaille avec les services. Je ne suis pas la seule à travailler sur ces sujets, nous sommes plusieurs élus, et il nous faut collaborer. À mon avis, le plus décent serait de poser une date de réunion avec les commerçants pour voir comment nous pouvons continuer à réfléchir avec eux.

Je vous prends au mot : si vous étiez dans l'exécutif, Monsieur Geffroy, auriez-vous poursuivi la démolition de cette halle Mandela qui répond aux enjeux de la sécurité que vous citez très souvent, et à juste titre, dans vos prises de parole ? Êtes-vous d'accord avec moi, Monsieur Geffroy ? La halle Mandela connaît actuellement des problèmes de salubrité et de sécurité. Qu'auriez-vous fait à notre place ? Vous savez que c'est bien plus compliqué que cela.

J'assume, et je le dis avec fierté : il nous faut continuer à travailler avec les habitants. Ce n'est pas parfait parfois, et souvent, même, mais il faut que nous continuions. C'est cela l'objectif et l'enjeu. Nous sommes au service des habitants.

C'est ce que je voulais dire.

Je répondrai aussi à ce que vous avez dit à propos de l'ALEPTE. Effectivement, je suis présidente de l'Agence Locale de l'Énergie de Paris Terre d'Envol depuis 2020 et j'en suis très fière. Vous semblez dire qu'il y a eu un problème avec l'ancien directeur, et c'est drôle que vous en parliez, parce que dès lors qu'il y a eu la moindre difficulté, le président de l'EPT, le maire de Sevrans, ainsi que le bureau et le conseil d'administration de l'association, étaient systématiquement informés, en toute transparence, de toutes les informations et des mesures ont été prises dans les plus brefs délais.

Je vous répondrai jusqu'au bout, parce que vous m'interpellez sans donner les éléments. Ce directeur a été licencié avec le soutien du président de l'EPT, des avocats de l'EPT et des avocats de l'ALEPTE. Nous avons tout fait pour que l'agence se mette dans les rails, dès que nous avons eu l'information.

Nous agissons en transparence.

Ce que vous dites n'est pas totalement vrai, quand vous indiquez que les dossiers de l'agence sont en pause. En fait, c'est très facile de dire cela. Aujourd'hui, vous le savez très bien, en plus, nous avons voté un vœu dans le cadre du précédent Conseil municipal, et cela fait partie aussi de votre étiquette politique : vous interpellez, mais quelle est votre réponse également sur ces sujets ? Aujourd'hui, nous nous retrouvons bloqués du fait des ministres en place qui ont décidé de suspendre MaPrimeRénov' depuis septembre. Ils avaient dit que pendant 15 jours, et peut-être même plus, un mois, les dossiers seraient suspendus.

Aujourd'hui, nous en sommes à plus d'un mois.

Ce n'est pas moi qu'il faut invectiver, toutes les ALEC de l'Île-de-France et du Territoire sont en pause par rapport à ces dossiers de MaPrimeRénov'. Pourquoi ? En raison d'un manque de courage du Gouvernement actuel sur la question de la bifurcation écologique.

Je m'en désole et j'espère que vous vous en désolerez également.

Pour le reste, concernant les diffamations et les injures, je n'entrerai pas dans ce jeu, mais si vous êtes digne d'un débat public en tant qu'élu de la République, je vous demande de retirer vos propos.

**M. le Maire.-** Monsieur Jous.

**M. Jous.-** Merci.

Je pense que les commerçants de la halle Mandela ont quand même subi, pendant de nombreuses années, beaucoup de négligences selon les orientations politiques de cette zone, et bien que les commerces fonctionnent toujours, je pense qu'ils n'ont pas et qu'ils ne seront jamais indemnisés à la hauteur du préjudice qu'ils ont subi pendant de nombreuses années de par les squats des vendeurs ambulants, les insalubrités, les insécurités, et j'en passe.

Maintenant, je pense qu'il faudra que l'on soit très vigilant sur l'avenir de l'ensemble des commerçants de cette halle afin qu'ils ne soient pas floués dans leurs droits et pas encore victimes d'un préjudice par rapport à leur devenir.

Je souhaite vous interpellier, Madame Brahim, parce que vous dites à M. Geffroy que ses propos sont indignes d'un élu de la République, mais je me surprends à vous voir vous offusquer. Pendant ces six ans, il s'est passé des choses pour lesquelles vous auriez pu vous offusquer ! J'en veux pour preuve M. Bastarud qui m'a diffamé en disant que j'avais été condamné par la justice, M. Bacon qui m'a sorti de l'arc républicain, M. Chauvet, ici présent, qui m'a accusé d'avoir lancé une fatwa en plein Conseil municipal, vos collègues élus qui ont fait du brouhaha, claqué des portes pendant mes interventions, M. le Maire qui, à plusieurs reprises, a coupé mon micro quand j'ai dénoncé des choses extrêmement graves le concernant, et je ne vous ai jamais entendue et jamais vue vous offusquer. Comment se fait-il ?

Et là, pour des propos bien moins graves, vous demandez à M. Geffroy de les retirer.

Comment se fait-il que, pendant toutes ces années, vous n'ayez jamais demandé à vos collègues élus de retirer leurs propos ou de s'excuser pour leurs comportements ?

À plusieurs reprises, j'ai dénoncé que le règlement intérieur de ce Conseil municipal était discriminatoire, ce qui est confirmé par certains éléments de l'enquête. Le Conseil municipal n'a toujours pas réglé ce problème. Le règlement intérieur est toujours d'actualité. Monsieur le Maire, vous n'avez pas décidé de le modifier, bien que vous sachiez pertinemment qu'il est discriminatoire et qu'il a été voté par l'intégralité des conseillers municipaux ici présents.

Je m'interroge sur cette indignation à géométrie variable, notamment Madame Brahim, ici présente, qui vient de s'offusquer pour des propos tenus par M. Geffroy, propos qu'elle qualifie comme indignes d'un élu de la République.

C'était juste une remarque, et je me suis restreint sur des exemples qui auraient pu être beaucoup plus nombreux, mais il est déjà assez tard et je pense que les débats ont déjà duré suffisamment longtemps.

**M. le Maire.-** Monsieur Boitte.

**M. Boitte.-** Franchement, ce n'est pas parce que les élections municipales arrivent qu'il faut faire déborder le vase à tout propos.

Philippe, les attaques - que je qualifierais d'*ad hominem*, même si le terme *ad personam* serait sans doute plus juste d'après mes souvenirs de latin -, ces attaques personnelles donc, ne devraient jamais avoir leur place dans nos débats, *a fortiori* à l'approche des élections municipales. Nous pouvons débattre des idées, certainement, mais pas nous attaquer aux personnes.

Je le dis, je me sens solidaire de Marwa Brahim - qu'on ait ou pas des désaccords entre nous, ce sont des désaccords d'idées. Compte tenu de ce qu'elle vient de subir, je suis solidaire de Marwa.

Je suis élu à la lecture publique. Je vous assure, les agents qui travaillent dans la bibliothèque Yourcenar le font dans des conditions très difficiles. J'étais encore cet après-midi même à une réunion avec les agents concernés par le pôle socio-structurel, la Micro-Folie, la

maison de quartier Marcel-Paul, l'atelier Poulbot et les arts plastiques, ainsi que la bibliothèque Yourcenar. Notre travail est très intéressant, et, outre le bâtiment proposé, nous avons un projet de multiservices qui sera très intéressant pour les habitants des Beaudottes, mais au-delà, pour toute la ville, avec des activités qui aujourd'hui sont difficiles à mener parce que les moyens sont un peu trop disséminés, et qui seront rendues possibles par la mutualisation des compétences et des savoir-faire des uns et des autres.

Il nous sera plus facile de recruter des bibliothécaires pour ces nouvelles conditions par rapport à ce que l'on connaît aujourd'hui. C'est une évidence partagée par les agents, car aujourd'hui, certains jours, ils sont en territoire de mission. Il est même difficile de tenir l'ouverture de la bibliothèque.

Je voudrais citer un dernier point : cette conception d'une halle mal mêlée, parce que l'État n'est jamais allé au bout de cette idée, à l'entrée d'une gare, a totalement disparu.

Nous avons recherché l'ouverture de la halle Mandela, c'était en 1984, mais cherchez donc un équipement identique depuis 25 ans. Vous n'en trouverez aucun, parce que pour ces équipements qui étaient dans l'ère du temps dans les années 70-80, l'expérience s'est arrêtée, et partout, il y a eu soit séparation entre la partie commerciale et la partie gare, soit destruction de ce qui avait été fait et reconstruction sous une autre forme. Nous ne sommes pas dans une situation très étonnante, c'est ce qui s'est fait partout ailleurs.

Enfin, on parle de ce projet depuis au moins cinq ans, peut-être même nettement plus, mais la première fois que j'ai vu les dossiers en détail à cause de la bibliothèque, c'était il y a cinq ans. Personne ne découvre le projet. C'est faire un mauvais procès à la Municipalité et à Marwa Brahim, que de le découvrir tout à coup. Je veux bien croire qu'il est compliqué mais, encore une fois, cela n'a plus fonctionné depuis plus de 30 ans. Ne faisons donc pas une exception de ce qui se passe chez nous, c'est une évolution absolument nécessaire, comme elle l'a été dans bien d'autres villes.

Merci.

**M. le Maire.** - Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.** - Dans notre enceinte, les propos sont libres, je garde donc ma liberté de parole à partir du moment où l'on m'attaque. Cette attaque ne vient pas de moi à l'origine, elle est dans les boîtes aux lettres de Sevrans, sur mon nom. Que dit-on dans ce tract ?

*« Dans la nuit de mardi à mercredi, un acte criminel d'une rare violence a eu lieu dans le quartier de Rougemont : un homme de 34 ans a été assassiné par arme à feu en pleine rue par un individu. Nous dénonçons la droite sevranaise qui, quelques heures après ce drame, faisait déjà de cet événement traumatisant un carburant électoral. »* L'électoratisme n'est pas chez moi, il est de l'autre côté ! *« Une telle récupération est indigne, alors que les habitants attendent du respect, de la dignité et des réponses concrètes. Fidèle à son logiciel... ».* *« Fidèle à son logiciel ».* Et on me stigmatise : *« ...comme d'ailleurs il jette systématiquement son dévolu sur les quartiers populaires, dès qu'un drame survient, en cherchant à opposer et à stigmatiser au lieu d'apporter des solutions réelles. »*

Eh bien, qu'on le sache et qu'on le sache bien, le « Geffroy » que vous avez devant vous est aussi bien dans les quartiers populaires, si tant est qu'il y ait d'autres quartiers dans Sevrans. Il est issu de la classe populaire. Lui-même, quand il était gosse, livrait les pommes de terre dans le quartier populaire qu'il n'a jamais stigmatisé. Vous vous trompez, Madame Brahim, et vous avez effectivement porté sur moi, vous la première, des propos inadmissibles, que je ne tolère pas et que je ne tolérerai jamais, en se permettant de sonner chez les gens pour colporter sur moi des bruits qui sont faux - j'ai des témoins -, de dire que j'ai des intérêts sur la route d'Aulnay et que je veux la bétonner, c'est complètement faux. Ce n'est pas moi qui veux bétonner la route d'Aulnay, c'est vous qui avez voté l'enveloppe de 15 M€ pour réaliser des préemptions sur cette route d'Aulnay. Les habitants sont furieux, vous avez mené une réunion, les gens ne vous ont même pas écoutée, parce que vous avez dit au départ que vous êtes sans étiquette.

Affirmez-vous, Madame Braihim, dites que vous êtes la représentante de la France Insoumise. J'ai des témoins, Madame Braihim.

Par ailleurs, je vous demande tout simplement de consulter les commerçants. Ce sont des vies brisées que vous mettez en place. Consultez-les, parlez avec eux, ne les laissez pas dans l'indifférence. Ils m'ont dit que vous n'étiez jamais allée le faire, vous ne les avez pas contactés.

Gilles, ce centre commercial de la place Mandela est une zone commerciale qui fonctionne et qui répond aux besoins de ceux que vous appelez, j'espère que ce n'est pas d'ailleurs péjoratif, des « petites gens ». Ces personnes habitent ce quartier et y travaillent. Quand elles sortent, elles arrivent parfois très tard quand les transports ne fonctionnent pas. Tout à l'heure on votera un vœu par rapport au Charles de Gaulle Express, au RER B. Effectivement, il faut les améliorer, mais quand elles rentrent, elles sont bien contentes de trouver les commerçants. Des vies de 40 ans, Madame Braihim, on ne peut pas les rayer d'un trait de plume, ce n'est pas possible !

**M. le Maire.** - Il faut conclure.

**M. Geffroy.** - L'enquête d'utilité publique n'est pas légitime ; elle ne permet pas à ces habitants de s'exprimer.

Une fois de plus, vous étiez en train de dire : je ne suis pas là pour défendre les propriétaires par rapport aux commerçants, mais tous les commerçants sont solidaires, qu'ils soient locataires, propriétaires, ils sont aussi propriétaires de leur fonds de commerce. N'allez pas créer des luttes entre eux, ils sont au nombre de 12 et tous solidaires.

**M. le Maire.** - Je dirai juste un mot, puis je laisserai la parole à Abdel Cheriguene.

S'agissant de Mandela Gare, tout le monde connaît la situation parce que tout le monde va sur le terrain, notamment sur ce site. À partir de 2019, une intervention de la Ville a eu lieu pour mettre fin à ce qui se passait sur la place Mandela.

Pour rappel, nous avons mis un plan d'action de végétalisation, des pots, beaucoup de choses pour qu'enfin, nous puissions régler la situation qui devenait absolument ingérable.

Je l'ai dit au Conseil de territoire quand je suis intervenu sur ce sujet, je vous ai répondu : 30 % de lectrices, de lecteurs de la bibliothèque avaient disparu, n'y allaient plus parce qu'ils n'avaient plus accès à la bibliothèque. Je ne parle que d'un chiffre qui donne à voir ce qui se passait, où plus personne ne pouvait y aller. Cette place Mandela était encombrée de tout et de n'importe quoi, et on ne pouvait plus passer.

Vraiment, je vais faire court. Il ne faut pas dire que nous ne faisons rien : aujourd'hui, la Ville engage 430 000 € par an pour une société de gardiennage afin que les lieux soient « sécurisés », parce que je pense que personne n'en est satisfait. Au moins, il n'y a plus de squats comme cela se passait auparavant. La Ville met 430 000 € par an, et probablement pas les commerçants ou les copropriétaires qui sont à cet endroit.

Pour parler de cette copropriété, parce que ce n'est pas totalement une place publique, oui, elle est vétuste. Je vais répéter les mots que j'ai prononcés au Conseil de territoire, et personne ne peut le nier, car le nombre d'années en est la cause. « Vétuste », cela veut dire ancien, fragilisé par le temps qui passe. Vétuste : ce sont beaucoup de problèmes d'étanchéité, des infiltrations d'eau et, effectivement, des dégâts considérables sur le bâtiment.

Vous parliez d'ouvrir la verrière, j'entends. Nous avons commencé par une verrière parce que les pompiers nous disaient que cela allait se casser la figure sur les personnes et qu'il y aurait un vrai problème. Nous avons essayé de fermer la place Mandela avec les portes aux volets roulants : c'était impossible. Sans arrêt, les volets roulants étaient cassés, vandalisés. Cela ne tient plus à la fois sur le bâti et sur les problèmes d'étanchéité, de sécurité incendie et de squat. On ne peut plus aller dans les parkings du bâtiment Toit et Joie, car des squats sont installés en permanence. C'est compliqué.

Je n'ai pas envie d'en dire davantage. C'est très compliqué, dangereux. Je ne vais pas noircir le tableau : on peut y aller, cela peut bien se passer, mais des gens l'évitent. Celles

et ceux qui y vont, c'est parce qu'ils doivent prendre le RER, ou ils traversent rapidement pour aller de l'autre côté au centre commercial Beau Sevran où on trouve de la sécurité privée en abondance et, finalement, il n'y a plus de problème.

Tous ici nous nous sommes rappelé de nombreux messages politiques pour dire que finalement, on ne faisait rien. Cependant, nous avons quand même fait quelque chose sur la place Mandela et nous continuons de le faire en lieu et place d'autres.

Il en était de même dans la rue Raoul Dautry, on avait déplacé le problème et on « s'en prenait plein la figure ». Finalement, nous l'avons réglé. Vous savez que la police nationale y va aujourd'hui, au rythme de deux interventions par jour avec la mise en place d'amendes. Le préfet de la Seine-Saint-Denis et le procureur de la République sont venus au commissariat pour intervenir...

*(Une personne du public se manifeste.)* En revanche, on n'a pas le droit d'intervenir au sein du Conseil municipal, je le regrette, mais on pourra parler après si vous voulez. C'est ainsi.

Aujourd'hui, le préfet et le procureur de la République sont intervenus au commissariat en présence d'élus, M. Jacquart et moi-même, pour parler d'un plan d'action que l'on allait mettre en place mais pour longtemps, pour que cela dure, pour retrouver de la paix dans ce secteur, parce que c'était hyper compliqué. Nous poursuivons. Il y a encore eu une intervention tout à l'heure avec les services de la voirie parce qu'on ramasse énormément de déchets, des tonnages de déchets considérables après les interventions de la police.

Ce secteur ne vit pas bien. Il y a donc un projet d'aménagement d'un quartier de gare autour de la gare RER et de la future gare du Grand Paris Express, et forcément, cela prendra des années comme le disait tout à l'heure Marwa Brahim. Effectivement, il y a des enjeux de concertation, de travail avec la population pour faire que ce quartier change et qu'on se l'approprie. Actuellement, ce n'est pas vrai, il est complètement en dérapage. On ne tient plus les choses. La puissance publique doit réintervenir, les commerçants seuls ne peuvent pas le faire. On doit intervenir.

À propos de la démolition des hôtels sociaux, je déteste ce mot, vous avez raison : avant, il y avait des hôtels de tourisme, on y venait il y a longtemps. Concernant la responsabilité politique, je pense que c'est un peu exagéré, très exagéré de dire que c'est de la faute des élus, quels qu'ils soient. En 2001, la nouvelle Municipalité de gauche arrivait et s'installait. L'hôtel Louis 18, je m'en souviens très bien, vous vous en rappelez aussi, était occupé par un squat : plus de 200 personnes y habitaient sans tôle. Rien. Il a dû être évacué. Cela n'a pas arrêté après.

Aujourd'hui, une intervention de l'État fait qu'en une seule phase, enfin, on démolit deux hôtels plus le troisième. Enfin, une intervention de l'État est prévue pour que cessent les flux d'hébergement d'urgence à cet endroit, car on était au-dessus de la moyenne départementale. On n'en pouvait plus, cela saturait, et les familles n'en pouvaient plus. Vous avez parlé à juste titre de familles qui vivent dans des conditions indignes, ce n'est pas acceptable, ce ne sont pas les conditions dignes de vivre dans des hôtels, des chambres d'hôtel avec des enfants, pour élever sa famille. Il se pose un réel problème.

Aujourd'hui, il est nécessaire de réaliser un travail urbain. Il doit être mené en transparence, démocratiquement. Certes, ce n'est pas facile, mais il faut le faire. Il faut aller sur le terrain rencontrer les gens et avancer. Cela prend du temps, mais il nous faut aussi le soutien, l'adhésion des habitants, de la population, des acteurs professionnels, des commerçants sur le site, mais personne ne peut dire que cela fonctionne bien. Cela fait plusieurs années que l'on dit qu'il faut que cela change et se transforme.

Vous parlez d'ouverture, de réaménagement, nous parlons de démolition : finalement, je pense que les choses se rejoignent. Cela veut un peu dire la même chose.

S'agissant du respect du droit, il y a une enquête publique, des acteurs peuvent nous rencontrer ainsi que Grand Paris Aménagement. Les choses vont se discuter et se régler sur le

terrain, mais personne n'a envie que cela reste en l'état. Au contraire, nous intervenons auprès de la puissance publique pour que cela change. Nous ne pouvons pas rester dans cette situation, nous sommes en responsabilité et nous aurions des ennuis. Par exemple, un jour, nous n'arriverons plus à assurer cette place Mandela, nous aurons des problèmes d'assurance, et là, ce sera compliqué. C'est toujours nous, la Ville, qui payons.

Abdel, pardon, mais je tenais à préciser cela en réaction positive.

**M. Cheriguene.**- Merci, Monsieur le Maire. Je ferai très court.

Je trouve dommage qu'aujourd'hui, 17 octobre 2025, nous ayons encore ces débats sur l'ANRU. Je me souviens, j'ai connu l'ANRU déjà en 2019. Cela fait déjà six ans et nous avons toujours les mêmes débats.

J'aurais souhaité débattre sur ces projets, mais on a oublié de dire aussi que l'aménageur d'État, c'est GPA. Ce n'est pas à Marwa Brahim de négocier, discuter avec les commerçants. Ce n'est pas son rôle.

Aujourd'hui, il existe un aménageur. C'est un peu comme les relogements : nous avons la MOUS, et nous sommes là pour les accompagner.

Nous ne prendrons pas le rôle des aménageurs, chacun son rôle et ses responsabilités.

Nous sommes là, notre rôle est de nous assurer et d'accompagner l'ensemble des commerçants parce qu'il faut faire la distinction entre les commerçants et les propriétaires, et ceux qui possèdent les fonds de commerce. Ce sont deux choses différentes.

Je pense que GPA en a aussi aujourd'hui la responsabilité.

**M. le Maire.**- Monsieur Bastaraud, et Mme Brahim conclura.

**M. Bastaraud.**- Merci.

Je trouve dommage qu'il y ait un mélange de sujets.

Sur la question de la halle Mandela, Marwa Brahim n'est pas seule. Ce sont déjà des années et des mandats précédents où les choses ont été pensées et réfléchies. Nous avons pris le relais, avancé et continué, et il est dommage de cibler une élue de cette façon quand nous savons la complexité de ce sujet.

Je ne reviens pas sur ce que M. le Maire et d'autres élus ont dit. Nous savons très bien que le quartier des Beaudottes est aujourd'hui en très grosse difficulté, et nous savons que l'ANRU est une réponse, mais pas la seule. Nous nous sommes beaucoup battus pour le centre socioculturel, par exemple, nous nous battons encore pour obtenir des moyens de le déployer, de disposer d'un équipement public et de services publics dignes de ce nom. Je sais le travail qui est effectué à l'échelle de la Ville et de l'EPT, porté par notre Vice-présidente à l'ANRU.

Les commerçants jouent un rôle dans la halle Mandela. Je veux rappeler que, bien sûr, l'enjeu est de détruire cette halle et de transformer le quartier, mais à aucun moment, il n'a été dit que nous voulions nous séparer des commerçants et du travail qu'ils mettent en œuvre.

Je veux juste rappeler que ce sont à peu près 1 000 m<sup>2</sup> de surface pour les commerçants et, dans le projet prévu, ce seront 2 000 m<sup>2</sup> environ. Il y aura donc une augmentation au contraire, et l'enjeu est justement de travailler avec eux, d'étudier des solutions transitoires entre le moment où cela sera détruit et celui où ils pourront se réinstaller dans les nouveaux locaux, et de leur assurer une continuité. À aucun moment, ce projet n'est contre les habitants, les commerçants ou tous ceux qui essaient de faire vivre ce quartier tant bien que mal, quand on connaît la difficulté.

Je terminerai avec une pensée vraiment, car vous parlez de problème de paupérisation et de mixité. Il en existe dans le quartier, mais elle est difficilement tenable. Je pense notamment aux copropriétaires de la résidence Marguerite qui vivent un enfer, que nous accompagnons dans le cadre d'une opération d'amélioration de l'habitat. L'EPT a d'ailleurs validé des subventions pour des prochaines rénovations thermiques.

Si nous voulons maintenir cette mixité, il fallait faire ces choix de destruction des hôtels sociaux. Ceux-ci appartiennent à l'État, pas à la Ville. Il faut bien se le rappeler. C'est le

travail de l'État, c'est lui qui a réquisitionné ces hôtels, tandis que nous avons remis du sens et nous sommes beaucoup battus. Initialement, il n'allait pas détruire ; il nous demandait de retrouver des surfaces, etc. Nous avons tenu le bras de fer et obtenu, comme le disait Marwa Braihim tout à l'heure, de tout faire dans la première phase comme c'était prévu au départ avec les moyens.

Je trouve dommage de cibler une élue, que je soutiens parce que l'ANRU n'est pas simple.

**M. le Maire.**- Marwa Braihim pour conclure.

**Mme Braihim.**- Merci Sébastien ainsi que mes collègues élus.

L'Administration confirme que La Poste, contrairement à ce que vous dites Monsieur Geffroy, ne sera pas délocalisée. Cela a été acté avec eux : La Poste restera bien où elle est. C'est le premier point.

Deuxième point : je note que vous n'avez pas démenti ce que j'ai dit, à savoir que vous êtes contre le projet de rénovation urbaine qui permettra la transformation du quartier et fera énormément de bien aux habitants. Les Sevranaïsi doivent le savoir.

**M. le Maire.**- Je ne veux pas d'esclandre.

**M. Geffroy.**- (*Hors micro*) Non, non !

Monsieur le Maire...

**M. le Maire.**- Je vais vous donner la parole.

**M. Geffroy.**- (*Hors micro*) Je ne peux pas permettre...

**M. le Maire.**- Je vais vous donner la parole, Monsieur Geffroy. Je parlais à mon entourage.

**M. Geffroy.**- (*Hors micro*) Je ne peux pas permettre...

**M. le Maire.**- Attendez, je ne vous ai pas encore donné la parole.

**M. Geffroy.**- (*Hors micro*) Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs du Conseil municipal...

**M. le Maire.**- Attendez ! Je ne veux simplement pas d'esclandre.

**M. Geffroy.**- Je ne suis jamais dans l'esclandre. Je ne suis pas dans l'esclandre quand on ne me cherche pas.

Madame Braihim, vous n'allez pas conclure à ma place.

**Mme Braihim.**- (*Intervention hors micro inaudible*)

**M. Geffroy.**- Non, pas du tout, absolument pas. Pas de ma part, cela l'est beaucoup plus de la vôtre.

À aucun moment, je n'ai prétendu qu'il ne fallait pas rénover, réhabiliter, conforter, améliorer la halle Mandela. Il est sûr que, dans la situation actuelle, on l'a laissée complètement à l'abandon. Vous parliez de 430 000 € de frais avec les agents de sécurité, mais cela, c'est énorme ! Je l'ai déjà dit plusieurs fois, j'en parlais avec M. Nivet avant. Si vous voyez la réalité, les agents de sécurité copinent... Si, Monsieur le Maire ! J'y suis tous les jours, je le vois. On paye 430 000 € à des agents de sécurité qui copinent avec des gens qui sont en train de faire des trafics au vu et au su de tous. Mme Braihim me demandait ce que j'aurais fait ? Ce que vous avez fait depuis le 1<sup>er</sup> septembre, que vous auriez dû faire depuis le début de votre mandat.

Effectivement, j'y vais le matin et l'après-midi, je vois une voiture de police municipale ou de la police de l'environnement, mais il fallait le faire bien avant, Monsieur le Maire. Aujourd'hui, on ne peut même plus circuler sur les trottoirs ; des barrières ont été installées. Cela veut dire que l'espace public n'est plus pour le public. On a tout fermé.

En définitive, sur cette halle Mandela, Madame Braihim, en tout bien tout honneur, je vous reproche l'absence de concertation avec les acteurs économiques de cette halle, qu'ils soient, Monsieur Bastaraud, locataires ou propriétaires de leur fonds ou des murs.

Monsieur Bastaraud, sachez qu'il s'agit d'environ 12 commerçants, ce n'est donc pas difficile pour régler le problème, mais ce sont des vies que vous êtes en train d'entacher, et au-delà des 12 commerçants, ce sont aussi des familles, etc.

Vous savez, Monsieur Bastaraud, souvent, le commerçant ne perçoit pas des retraites de fonctionnaire, etc., où l'on part avec les 75 % de son traitement des derniers six mois ; il part avec une petite retraite, qu'il compense éventuellement avec la location de son local, et cela il ne faut pas le condamner. Ce n'est pas un capitaliste, c'est simplement pour qu'il vive, uniquement. Son locataire est propriétaire du fonds, et je peux vous dire même que, compte tenu des chiffres d'affaires réalisés, vous parliez tout à l'heure des comptes d'exploitation - je crois que c'est vous, Madame Brahim -, des marges brutes d'autofinancement, leur situation est saine. Ce n'est pas une copropriété dégradée.

Oui, il faut avancer. Oui, il faut rénover. On ne peut pas laisser ce quartier en l'état. Quand des gens arrivent de Paris, ils me demandent où ils arrivent. C'est vrai, la réflexion a toujours porté là-dessus. Mais il faut, s'il vous plaît, Madame Brahim, vous concerter avec les commerçants en toute humilité, les recevoir, voir avec eux, trouver des solutions, répondre aux besoins du quartier et ne pas s'énervier, sans envenimer le débat parce qu'on est à quelques mois des élections municipales.

Tous les six ans, il y a des élections municipales, et en moyenne, ici à Sevrans, notamment avec moi, cela se passe bien, confortablement. Quand le verdict tombe, j'accepte la démocratie et je n'ai jamais contesté le résultat des urnes. Je me souviens même avoir tapé sur l'épaule de M. Blanchet quand il a gagné au second tour de la dernière élection. Je suis respectueux du suffrage universel. Je le dis d'ailleurs aux Sevransais, je suis avec eux et respectueux du suffrage universel. Progressons ensemble, arrêtons de nous invectiver ou de lancer des propos qui ne sont pas dignes d'élus de la République.

**M. le Maire.**- S'il n'y a plus de question, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 23.

Adoptée par	33	voix	Majorité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	33	voix	
Pour	33	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien, MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Géraud, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles



Contre	12	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIRREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Abstention	0	voix	
NPPV	0	voix	

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 24.

Adoptée par	31	voix	Majorité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	41	voix	
Pour	31	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs,, PRUNIER Gérard, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	10	voix	AGUIRREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Abstention	0	voix	
NPPV	4	voix	KOUYATE Hawa, WAVELET Manuel, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

Je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 25.

Adoptée par	32	voix	Majorité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	45	voix	

Pour	33	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphane, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	12	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAROU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Abstention	0	voix	
NPPV	0	voix	

**M. le Maire.** - La prochaine délibération est rapportée par Marwa Brahim.

26 - Avenant n°1 à la convention tripartite de financement relative à la ZAC des Anciennes Beaudottes

**Mme Brahim.** - Merci.

Je dissocie cette délibération, car elle concerne la ZAC des Anciennes Beaudottes, et non la ZAC Mandela Gare.

Lors du Conseil municipal, il avait été évoqué et voté un plan de financement concernant les équipements publics et les espaces publics.

Je le rappelle, cette délibération était également passée en Conseil de territoire.

Concernant les ouvrages et les équipements publics, l'échelonnement du financement était acté sur 12 ans. C'est toujours le cas.

S'agissant des espaces publics, l'échelonnement était sur 17 ans et c'est toujours le cas également.

L'objet de cette délibération se trouve être les équipements publics des Anciennes Beaudottes : le pôle socioculturel que l'on évoquait tout à l'heure, et le pôle petite enfance.

Il était acté également, je le répète, sur 12 ans, que la Ville verse à l'EPT 3 M€ pour l'année 2024, 3 M€ pour l'année 2025 et ainsi de suite.

Cette délibération concrétise simplement la réalité. Je m'explique.

Comme je l'ai indiqué, il s'agit d'un lissage de 3 M€ chaque année. La seule difficulté, sur le pôle socioculturel, où nous sommes dans la phase opérationnelle, c'est que les travaux prennent un peu de temps, car vous le savez, ce pôle socioculturel intègre un certain nombre de services, il a un projet de service public qui se travaille avec les agents principalement, les élus également, et le service culturel travaille sur cette feuille de route.

Celle-ci n'est pas encore complète. L'idée n'est pas de « saucissonner », je n'aime pas trop ce mot, les services les uns sur les autres. Il faut que les agents se parlent pour obtenir un service public vivant qui ait du sens dans ce pôle socioculturel.

Les travaux sont un peu décalés. Il est proposé, au lieu de verser la somme de 3 M€ pour l'année 2025, comme il est acté dans la convention, de verser 1 M€ et les 2 M€ seront amortis sur l'année 2027. Cela s'appelle tout simplement de l'optimisation. Nous ne rajoutons ni ne diminuons d'argent. D'un point de vue organisationnel, cela permet de dire que les travaux prennent un peu de temps - le pôle socioculturel devrait normalement être livré en 2027, c'est une date prévisionnelle.

Un travail de longue haleine a été engagé depuis plusieurs années, et Jean-François Bacon, Gilles Boitte et Raymond Gauthier ont également participé à de nombreuses réunions avec les agents. Ce travail se poursuit, et je m'en félicite énormément.

Il s'agit aujourd'hui de proposer au Conseil municipal d'acter le versement de 1 M€ au lieu des 3 M€ initialement prévus, somme qui sera amortie en 2027. Je rappelle que cette décision a été votée lors du Conseil de territoire, lundi.

Je vous propose de voter cette délibération.

**M. le Maire.**- Monsieur Geffroy, nous avons déjà abordé le sujet en Conseil de territoire.

**M. Geffroy.**- Je voulais simplement répéter ce que j'ai dit en Conseil de territoire.

Pour moi, cela ne me paraît pas une bonne chose.

Vous parlez d'optimisation. Faites attention aux termes, car souvent, dans votre camp, on n'aime pas beaucoup l'optimisation fiscale par exemple. C'est de l'optimisation financière, mais je crains qu'en 2027, la facture soit lourde à payer compte tenu d'un certain nombre d'autres échéances qui pourraient nous arriver.

Au départ, dans le plan global, on avait prévu environ 37 M€ de versement sur 12 ans, ce qui faisait un étalement, je dis les chiffres, en gros de 3 M€. Nous aurons 2 M€ de moins à payer au titre de l'année 2025, et 2 M€ de plus en 2027, soit 5 M€.

Je ne suis pas favorable à ce genre de choses, j'aurais préféré qu'elles soient lissées.

Je l'ai dit au Conseil de territoire, je le répète ici calmement, ce n'est pas ma position. Nous ne participerons donc pas au vote sur ce dossier.

**M. le Maire.**- Je ne vais pas dire cela pour vous convaincre, mais simplement pour échanger de façon très courte, ni la Séquano ni la Ville ne sont en droit de faire de la trésorerie pour cette entreprise. Simplement, si les ouvrages ne sont pas réalisés, on ne peut pas les financer.

L'enjeu de trésorerie pour la Ville pour payer est réglé parce qu'on a un plan pluriannuel d'investissement. Il n'y a pas de souci de ce côté.

Tout le monde préfère que ce soit lissé, on est d'accord sur ce point. Cependant, on ne peut pas payer quelque chose qui n'a pas été réalisé. Il me semble que c'est tout simplement cela.

Quant à notre sécurité par rapport au versement de finance quand il y en a besoin, comme cela a été dit par Marwa Brahim à l'instant, c'est aussi qu'on a un plan pluriannuel d'investissement où les enveloppes sont déjà prévues.

Très court, et après nous passons au vote.

**Mme Bernex.**- On sait bien que le fait d'avoir délégué la maîtrise d'ouvrage à la SPL Séquano a un grand intérêt pour la Ville. En dehors des aspects techniques de la délégation par rapport à la conduite de tels projets, cela nous lisse, comme l'a dit Marwa Brahim, sur 12 ou 17 ans le paiement des opérations qui seront réalisées sur cette zone.

Si nous constatons une réduction pour l'année 2025, c'est parce qu'au regard de ce que la Séquano a réalisé, celle-ci a établi un bilan financier vis-à-vis de la Ville faisant état d'une dépense de 1 M€ et non de 3 M€. Autant elle peut nous faire l'avance sur les travaux, c'est ce

qui se passe quand on ne paye que 3 M€ alors que l'équipement en coûtera 10 ou 15 M€, autant elle ne peut pas se faire de la trésorerie sur les communes.

Elle est donc obligée de faire une réfaction sur l'annuité pour l'année concernée. Évidemment, cela se retrouvera sur l'année suivante ou l'année d'après, en fonction de la programmation des travaux, mais c'est une conséquence toute simple du fonctionnement des SPL. Par ailleurs, nous pilotons notre PPI et en 2027, nous sortirons 5 M€ pour la SPL Séquano comme il se doit.

**M. le Maire.-** S'il n'y a plus de question, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 26.

Adoptée par	33	voix	Majorité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	34	voix	
Pour	33	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAU Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérard, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDİ Brahim, BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles
Contre	1	voix	MABCHOUR Najat
Abstention	0	voix	
NPPV	11	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan,

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

27 - Signature d'un bail emphytéotique administratif cultuel au profit de l'Association Cultuelle de Sevrans Rougemont (ACSR)

**M. le Maire.**- Aujourd'hui, l'association des anciens de Rougemont occupe des modulaires pour accueillir les fidèles du culte musulman dans le quartier de Rougemont. Ces modulaires sont précaires et trop étroits, et sont installés là depuis longtemps. La Ville et l'association se sont accordé sur la signature d'un bail emphytéotique administratif cultuel de 99 ans sur la parcelle actuelle et pour 1 € symbolique par an.

Un permis sera déposé par l'association pour la construction d'un lieu de culte.

Je vous demande d'approuver cette délibération pour pouvoir signer le bail.

Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.**- Monsieur le Maire, cela fait maintenant cinq ans qu'il n'a pas été fait de travail avec cette association. En tout cas, rien n'est remonté au Conseil municipal et, à la dernière minute, vous nous parlez du bail emphytéotique qui *a priori* ne répondrait pas aux attentes de l'association qui est à la fois culturelle et cultuelle, et pas uniquement cultuelle comme le bail emphytéotique souhaite l'imposer à l'association.

Néanmoins, même si j'ai fait ces remarques, je voterai pour cette délibération.

**M. le Maire.**- Juste pour information, je les ai rencontrés il n'y a pas longtemps et ils ne m'ont pas fait part d'objection.

Monsieur Cordin.

**M. Cordin.**- J'ai quelques remarques au sujet des plans fournis dans le dossier, à savoir qu'il n'y a pas de parking autour de la future mosquée.

*A priori*, pour des journées normales, cela ne pose pas de problème, mais des fêtes et des journées particulières attirent énormément de population. On peut alors se poser la question du stationnement et donc de la sécurité de la circulation dans cette zone à ces moments-là. Il me semble qu'une réflexion sur ce point serait nécessaire.

L'autre point que j'avais évoqué en commission concerne le financement, puisqu'il est privé. On loue un terrain pour 99 ans. J'ai compris qu'ils iraient dans des structures provisoires le temps de la construction de la mosquée... Ils sont déjà là... Ils sont dans des locaux provisoires et bougeraient vers d'autres locaux provisoires pendant que la mosquée serait construite sur le terrain actuel. S'ils n'arrivent pas à réunir les fonds nécessaires pour construire la nouvelle mosquée, seront-ils condamnés à rester dans des locaux deux fois provisoires ? Risque-t-on de se retrouver dans la même situation que le terrain qui est à côté de Ikea et qui finalement est devenu une friche ?

**M. le Maire.**- Lidl. Tout le monde a corrigé, on a compris.

Madame Saki.

**Mme Saki.**- Re-bonsoir, Monsieur le Maire.

Comme je l'avais dit lors de la réunion préparatoire de la commission, je voterai pour cette délibération. En revanche, au nom des droits culturels également, plusieurs associations me contactent pour bénéficier d'un établissement similaire étant donné qu'il s'agit de la partie cultuelle. Plusieurs églises ici dans la ville : évangéliste, protestante, aimeraient également avoir cette chance de disposer d'un espace où ils pourraient se retrouver pour exercer leur droit cultuel.

Merci beaucoup de recevoir ces associations pour que nous puissions en discuter ensemble, ou qu'elles puissent en discuter avec vous directement si vous ne souhaitez pas que je sois présente lors de cette commission, on ne sait jamais, que ces personnes puissent être reçues en mairie pour discuter de leur droit cultuel, de pouvoir accéder à un bail emphytéotique pour exercer librement leur culte comme leur donne le droit des collectivités territoriales.

Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

**M. le Maire.**- Monsieur Jous.

**M. Jous.**- Merci.

J'ai envie de dire « enfin ». Cela fait des années que c'est dans les dossiers, que c'est une volonté de l'association d'aboutir à un projet qui leur permette d'exercer leur spiritualité

dans des conditions un peu plus dignes, et je pense qu'il doit y avoir une véritable volonté politique pour le faire à l'échelle de la Ville.

Il est vrai que le timing pose question. Cela fait des années que l'association réclame la possibilité de construire. À quelques mois des élections, on leur donne le bail, c'est une très bonne chose, mais c'est vrai que le timing pose un certain nombre de questions.

Comme le disait Mme Saki, je pense que la Ville doit mener une réflexion pour que l'ensemble des communautés spirituelles de la commune bénéficie des conditions les plus adaptées pour pratiquer en toute dignité.

Merci.

**M. le Maire.**- Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.**- Merci.

Je pense qu'il faudrait que se renoue un dialogue inter-religions comme il a pu en exister auparavant et pas simplement remettre cela chaque fois à quelques mois des élections municipales.

Cette association, par exemple, est tout à fait à la hauteur et digne, et dont le travail est conséquent. Je pense qu'il faudrait renouer un dialogue apaisé, interreligieux avec l'ensemble des différentes confessions, et procéder aussi à l'amélioration d'un certain nombre de conditions de cultes qui, quelquefois, ne sont pas assez respectueux par rapport aux croyants, tout en réaffirmant aussi la laïcité de notre République telle que certains veulent la concevoir. Nous pouvons faire tout cela dans un esprit apaisé et en totale unité.

**M. le Maire.**- Monsieur Boitte.

**M. Boitte.**- Il y a 11 ans, on a connu une signature de bail à six jours des premiers tours des élections municipales. Ce dossier a été présenté six mois avant. Cela n'a donc rien à voir.

En revanche, je tiens à souligner qu'il s'agit d'une association que nous rencontrons très régulièrement, avec laquelle un réel travail a été mené concernant les locaux - leur configuration comme les activités qui y sont exercées. Ce travail a demandé du temps.

Lorsque je regarde le résultat aujourd'hui, je me dis que, même si chacun peut être attaché à tel ou tel aspect, nous n'aurions pu aboutir autrement. Il a fallu un véritable travail de conviction et de mise en confiance pour y parvenir.

Le timing est ainsi uniquement lié à la nécessité dans laquelle nous nous sommes trouvés de faire beaucoup d'allers-retours pour obtenir cette proposition de qualité.

Une remarque sur les questions de laïcité : la laïcité, ce n'est pas le dialogue interreligieux. La Ville n'a pas à intervenir dans les débats entre institutions culturelles, de culte ou de confession différentes. En revanche, elle a à intervenir avec fermeté et diplomatie, et les deux sont faisables ensemble, pour que les règles de notre République soient respectées.

Je signale d'ailleurs à chacun que nous serons, le 9 décembre prochain, au 120<sup>e</sup> anniversaire de la loi de 1905, et que je continue à réfléchir à l'initiative permettant de célébrer dignement cet anniversaire important dans la vie de notre République.

**M. le Maire.**- Monsieur Bastaraud.

**M. Bastaraud.**- Merci.

Je suis un peu gêné par les sous-entendus indiquant que l'on présenterait cette délibération parce qu'il y a une élection, etc.

C'est, me semble-t-il, très stigmatisant pour ces habitants, ces fidèles.

Un travail significatif a été fait, avec beaucoup de débats et d'échanges, et l'association a mûri son projet et l'a présenté à la Ville. Ce n'est pas d'aujourd'hui, cela fait plusieurs années. Ils sont arrivés à une maturité, le projet est déposé, on avance administrativement et le Conseil municipal fait le nécessaire.

Tout était connecté et je trouve dommage de réduire le rapport aux habitants et particulièrement à certaines communautés qui vivent déjà des stigmatisations au quotidien, qui

sont accusées de tous les maux, et de venir nous-mêmes dans un tel débat en remettant un sous-entendu potentiellement électoraliste.

Les gens ne sont pas des moutons, ils vivent la Ville, ce sont des habitants. Ils sauront décider le moment venu de ce qui se passe dans la vie démocratique de la Ville.

**M. le Maire.-** Monsieur Jous.

**M. Jous.-** C'est pour répondre brièvement à M. Bastaraud.

**M. le Maire.-** J'avais compris.

**M. Jous.-** Pour éviter qu'il interprète de façon erronée les propos qui peuvent être en tout cas les miens, je ne sais pas pour les autres. De là à dire que je stigmatiserais une communauté... J'en fais partie ! Ne vous cachez pas derrière votre petit doigt. Quand il y a eu des stigmatisations ici même au sein de ce Conseil municipal, comme Mme Brahim, je ne vous ai pas entendu prendre la parole. Cessez votre indignation à géométrie variable, surtout lorsqu'elle est très mal placée, car en aucun cas les propos que j'ai tenus ne stigmatisent la communauté, mais plutôt vos pratiques. S'il vous plaît, restez à votre place.

**M. le Maire.-** Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.-** Je voulais juste vous demander une précision sur notre avancée quant à la procédure de recours contre le lieu de culte de la rue de la Marne.

**M. le Maire.-** Je ne sais pas.

S'il n'y a plus de question, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 27.

Adoptée par	45	voix	Unanimité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	45	voix	
Pour	45	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Géraud, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim (pouvoir donné à GAUTHIER Raymond), BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	0	voix	

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

28 - Acquisition de la propriété sise 28 rue Gabriel Péri, cadastrée AS 29 et de la parcelle cadastrée AS 272 d'une surface de 855 m<sup>2</sup>

**M. le Maire.**- Tout le monde a deviné qu'il s'agissait de la belle demeure en meulière qui se trouve en face de notre salle des fêtes. Je dis « belle demeure » mais je ne tiens pas du tout à stigmatiser quoi que ce soit. C'est vraiment une belle demeure, que nous souhaitons classer en pavillon remarquable pour la suite.

Effectivement, nous avons souhaité négocier directement avec le propriétaire pour qu'un promoteur immobilier ne s'en empare pas - je ne trouve pas les bons mots - et fasse de la construction immobilière.

Nous avons l'intention de travailler avec les groupes de jeunes qui se sont constitués lors de la convention citoyenneté de la jeunesse et qui ont restitué un Livre blanc auprès du Conseil municipal. Je dis des groupes de jeunes, mais en réalité c'étaient des ateliers de travail qui s'étaient déroulés ici, pas seulement à l'occasion d'une journée, c'était un samedi, mais aussi à l'occasion de plusieurs autres temps forts qu'ils avaient organisés en totale autonomie.

J'aurai le plaisir de les inviter, avec d'autres collègues élus qui le souhaitent, pour assister à la signature, parce que je pense qu'ils y tiennent. Effectivement, ils continuent de travailler sur les aménagements intérieurs que l'on imagine concevoir et mettre en œuvre, et il faudra l'intégrer dans la prochaine maquette budgétaire.

C'est un acte assez important, je crois, par rapport à la politique de la jeunesse.

Umit Yildiz s'excuse, il aurait bien voulu présenter cette délibération, qu'il attendait beaucoup, comme tout le monde.

À partir de là, nous aurons une pierre essentielle à la pose d'autres actions que l'on pourra mettre en place.

Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.**- Même si on acquiert cette propriété à 25 % au-dessus du prix des Domaines, je pense que c'était absolument nécessaire pour protéger ce bien remarquable, comme vous le dites.

En faire le futur centre pour la jeunesse, très bien, mais il faudra bien l'encadrer, essayer d'avoir une vision par rapport à la Cité des sports, au futur lieu qui sera ici, salle des fêtes, etc., et surtout éviter tout désagrément au regard de l'environnement de ce site par rapport à la jeunesse qu'il faudra accueillir.

Vous parliez du Livre blanc, j'espère que vous nous direz où l'on en est, quelles sont les consultations avec la jeunesse qui avait, à un moment donné, été quand même enflammée parce qu'on fermait les antennes, etc. Il n'y avait quasiment plus rien. Nous souhaiterions avoir un peu plus d'informations sur l'évolution du Livre blanc sur la jeunesse. Quant à une installation en face, pourquoi pas ? La jeunesse le mérite. Nous sommes une ville particulièrement jeune mais il faudra bien l'encadrer.

**M. le Maire.**- Pour rebondir sur ce que vous dites, il s'agit de la redynamisation d'un centre-ville qui sera relié, connecté à tous les quartiers, avec ce pôle de services publics qui sera en articulation de la salle des fêtes à ce pôle jeunesse. Nous verrons comment nous le qualifierons, mais surtout comment nous le construirons. Nous aurons l'occasion d'en rediscuter et de prendre des décisions ensemble.

S'il n'y a plus de question, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 28.

Adoptée par	45	voix	Unanimité
Présents ou représentés	45	voix	
Exprimés	45	voix	



Pour	45	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mérim (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Géraud, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim (pouvoir donné à GAUTHIER Raymond), BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAROU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, PERRAN Dominick, LIBERT Arnaud, ETIENNE Walnex (pouvoir donné à LIBERT Arnaud), SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	0	voix	

**M. le Maire.-** La parole est à M. Boitte pour la délibération suivante.

29 - Composition du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction du groupe scolaire Montaigne

**M. Boitte.-** Merci, Monsieur le Maire.

Le projet concernant la construction d'un nouveau groupe scolaire en remplacement de l'actuel groupe scolaire Montaigne est connu de l'ensemble du Conseil municipal. Un scénario a été validé en comité de pilotage, avec des modifications demandées à la suite des premières concertations avec les conseils d'école en particulier. Nous nous sommes préparé aux différentes hypothèses qu'il faut envisager pour cette école, compte tenu de l'évolution de la réglementation et de la population.

Il s'agira d'un groupe scolaire qui pourra accueillir un total de 570 élèves. Je vais le dire : environ 220 élèves de maternelle et 350 élèves des classes élémentaires, ainsi qu'une classe ULIS, et nous avons exigé que cette école ait les capacités de modularité permettant de réorganiser les espaces selon les besoins.

Cette école, qui s'inscrit dans le programme de rénovation urbaine, nous a permis d'obtenir des subventions à hauteur de 9,7 M€ au titre de l'ANRU et de 2,9 M€ de la part de la Région Île-de-France. Ce projet est estimé aujourd'hui à 32,9 M€ TTC, je le dis bien fort pour que personne ne se trompe par la suite.

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, la Ville de Sevrans a décidé, lors du Conseil municipal du 19 novembre 2024, de déléguer à la SPL Séquano

Grand Paris le soin de réaliser cet équipement au travers d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée.

La SPL doit désormais organiser, pour le compte de la Ville, une procédure de concours de maîtrise d'œuvre permettant de notifier le marché de maîtrise d'œuvre dans le courant du premier semestre 2026.

Un avis d'appel à la concurrence a été publié par la Séquano le 28 juillet 2025.

La Ville de Sevran doit désigner la composition du jury de ce concours dans le cadre d'un collège disposant de voix délibératives et d'un autre collège disposant de voix consultatives.

Les propositions qui vous sont soumises concernant la composition du jury sont les suivantes :

Tout d'abord, il y a une composition obligatoire. Les membres disposant d'une voix délibérative sont les titulaires de la commission d'appel d'offres, avec le maire président du jury, et 5 membres titulaires de la commission d'appel d'offres.

Au titre des personnalités qualifiées qui justifient d'une qualification professionnelle particulière, les propositions sont les suivantes :

- M. Jacques Malavergne de l'atelier d'architecture ArchiCréa ;
- Mme Vera Broëz de l'agence Vera Broëz ;
- M. Guillaume Dujon de l'agence Architectes Singuliers.

Nous devons également désigner les membres avec voix consultative. J'ai perdu un bout de la délibération...

**M. Moulin**- Il s'agit de :

- Mme Sophie Aubourg, directrice générale des services ;
- M. Jean-Baptiste Trouillet, directeur général adjoint des Politiques Éducatives ;
- M. Grégoire Saussus, chargé de mission DGST ;
- Mme Claire Kahn, directrice Enfance-enseignement-Jeunesse-PIJ-ACTE.

**M. Boitte**.- Merci beaucoup.

Pour l'Éducation nationale : M. Roginsky, l'inspecteur d'éducation nationale de la circonscription, Mme Dubois, la directrice de l'école maternelle Montaigne.

Le calendrier de la procédure est le suivant :

- Octobre 2025 : délibération du Conseil municipal pour la désignation du jury
- Novembre 2025 : première réunion du jury et lancement de la phase 2 du concours auprès de trois candidats qui seront désignés pour la poursuite de l'opération
- Juin 2026 : notification du marché attribué
- Juillet-août 2026 : lancement des études APS
- Mars 2027 : dépôt du PC
- Septembre 2027 : les marchés de travaux
- Mars 2028 : notification du marché de travaux
- Avril 2028 : lancement des travaux
- Avril 2030 : réception des travaux.

C'est un programme tout à fait classique. En tant qu'élu, je voulais le resserrer un peu ; cela n'a pas paru raisonnable. Nous sommes donc restés sur le planning qui est généralement considéré comme réaliste.

Il est proposé au Conseil municipal de délibérer en faveur de la composition proposée pour le jury. Merci.

**M. le Maire**.- Y a-t-il des interventions ? Marwa Brahim.

**Mme Brahim**.- Je voulais juste apporter une précision : ce soir, nous délibérons, contrairement au pôle socioculturel et pôle petite enfance, parce que la Ville est maître d'ouvrage. Ce n'est pas le cas pour les Anciennes Beaudottes gérées par la SPL Séquano.

**M. le Maire**.- Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.**- Une remarque : je regarde le calendrier. Aujourd'hui, on doit désigner le jury. En novembre 2025, c'est l'analyse des candidatures. Juin 2026 : la notification du marché, etc., pour des travaux de réception en 2030.

On va désigner des gens qui auront à peine le temps de se réunir, de choisir quoi que ce soit, et ensuite, en juin, ils n'auront même pas le temps de notifier. Il y aura forcément des changements. En fait, on vote des choses pour une réunion de personnes qui ne suivra pas le dossier.

Je considère simplement que cela aurait pu attendre après, quels que soient les résultats et les décisions qui seront prises. C'est plus sérieux pour suivre un projet aussi long, ne serait-ce que pour notifier le marché.

Ce calendrier me semble complètement incohérent, enfin... pour qu'une décision soit prise aujourd'hui.

**M. le Maire.**- Monsieur Cordin.

**M. Cordin.**- Je profite de cette délibération, parce que cette école Montaigne sera en lien avec les autres secteurs du quartier nord, et pour la première fois, on met un critère d'eau dans une délibération ce soir. Je voudrais savoir où en est Terre d'Eaux et dans quelle mesure cette école Montaigne...

Monsieur le Maire, depuis votre présentation il y a à peu près deux ans, on n'a plus aucune information sur ce sujet. Continuez-vous à y travailler ? Au début de l'été, un joli panneau nous annonçait que des constructions allaient être faites, mais le panneau est parti. On ne sait pas pourquoi. Le projet a-t-il changé ? A-t-il évolué ? Nous n'avons plus aucune information.

Serait-il possible, lors de la prochaine commission Ville verte, d'avoir un point sur Terre d'Eaux et, éventuellement, un rapport au Conseil municipal ? Nous manquons d'informations.

**M. le Maire.**- Non, il n'y a pas de manque d'informations, je le ferai moi-même.

Marwa Brahim.

**Mme Brahim.**- Pour bien comprendre ce que Najat dit, on n'aurait pas dû voter cette délibération ce soir et attendre un peu ?

**Mme Mabchour.**- (*Début de l'intervention hors micro inaudible*)... La notification du marché aura lieu en juin. Je dis que le travail qui sera effectué par les gens, aujourd'hui, ne le sera probablement pas par ceux qui le notifieront en juin. Il faudra le refaire.

Ce n'est pas la continuité du service public ; c'est un jury qui doit sélectionner des candidats. Je dis juste cela.

Je dis simplement qu'on désigne des membres d'un jury qui se réunira probablement qu'une fois ou deux, et qui n'aura pas la possibilité d'aller jusqu'à la notification du marché.

Je comprends que vous vouliez délibérer aujourd'hui, cela permettra de dire que le projet est en cours parce que nous sommes dans une période électorale.

**M. le Maire.**- Madame Bernex.

**Mme Bernex.**- On voit bien que la suspicion est partout, mais c'est terrible.

Ceci étant, il y a simplement des considérations très formelles. Nous sommes dans un projet ANRU avec une obligation d'engagement des crédits en 2026 pour ne pas les perdre.

Un rétroplanning est établi, et on ne peut pas faire autrement que de démarrer maintenant.

Effectivement, il y aura peut-être des changements dans le collège des élus, mais les autres membres du jury pourront rester en fonction et poursuivre le projet en cas de renouvellement.

On peut tout interpréter, surtout quand on ne connaît pas les dossiers.

**M. le Maire.**- Madame Brahim.

**Mme Brahim.**- Deuxième argument : si l'on ne vote pas cette délibération ce soir et qu'on attend quelques mois ou après les élections, cela veut dire que les travaux seront retardés.

En réalité, on entre très clairement dans le vif du dossier, c'est-à-dire la phase opérationnelle.

J'essaie juste de comprendre.

On est pris par les délais et il y a la question des crédits. Si nous ne votons pas ce soir, la réalité est que les élèves n'entreront pas à l'école en septembre 2030. Nous sommes tenus, vous le savez très bien, par les questions de délai.

Il ne faut pas perdre de temps, on ne peut plus en perdre. C'est la manière dont je conçois les choses plus largement dans le cadre de l'ANRU.

Je vous invite encore plus à voter cette délibération.

**M. le Maire.**- Bien.

S'il n'y a plus de question, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 29.

Adoptée par	32	voix	Majorité
Présents ou représentés	42	voix	
Exprimés	32	voix	
Pour	32	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérard, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim (pouvoir donné à GAUTHIER Raymond), BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles,
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	10	voix	CHERIGUENE Abdelouaheb, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDAOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

### 30 - Rémunération des agents lors des élections

**Mme Bernex.**- Comme il n'a pas échappé à grand monde que nous sommes dans une période pré-électorale, nous avons une délibération sur la rémunération des agents qui participent aux travaux d'élection.

*A priori*, nous avons des élections municipales au mois de mars, peut-être y en aura-t-il avant. Nous avons travaillé sur une refonte des modalités de rémunération des agents qui participent à l'organisation des élections.

Il existe, si je puis dire, trois catégories de missions :

- Toutes les missions d'installation technique, les bureaux de vote, etc.

- La mission de tenue des bureaux de vote
- Les missions de coordination de suivi de la procédure électorale.

Évidemment, des agents sont un peu contraints par leur affectation, je pense aux services techniques qui sont en charge de l'installation matérielle, et à la direction de la population, en charge de l'organisation, mais bien évidemment, les agents qui tiennent les bureaux de vote le font sur la base du volontariat.

Aujourd'hui, selon la catégorie professionnelle - fonctionnaire, titulaire, agent de catégorie B, de catégorie C voire de catégorie A -, les rémunérations diffèrent, puisqu'elles étaient calculées sur la base de leur niveau de traitement.

Il est donc proposé une rémunération forfaitaire sur la base des missions et sur la base du nombre d'heures moyen.

Pour l'avenir, il est proposé que les opérations techniques soient rémunérées à 250 € brut pour un nombre moyen de 9 heures ; les opérations électorales sur la demi-journée : 150 € brut pour 6 heures ; les opérations électorales sur la journée : 350 € brut pour 12 heures, et coordination des opérations électorales : 450 € brut sur 16 heures.

Cela a été vu en CST.

Dans cette procédure, quelques agents y perdent et quelques autres y gagnent, mais c'est surtout une simplification pour les bureaux gestionnaires et une clarification pour les agents qui sauront immédiatement, quand ils s'engagent, à combien ils seront rémunérés.

Je vous propose donc, dans la perspective de futures élections qui vont vraisemblablement se tenir - au vu des débats que nous avons aujourd'hui -, de voter cette délibération.

**M. le Maire.**- S'il n'y a pas de question, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 30.

Adoptée par	42	voix	Unanimité
Présents ou représentés	42	voix	
Exprimés	42	voix	
Pour	42	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mérim (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim (pouvoir donné à GAUTHIER Raymond), BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDIOU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	

Abstention	0	voix	
NPPV	0	voix	

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

### 31 - Modification de la délibération du 8 février 2024 relative à la majoration des heures de nuit

**Mme Bernex.-** Cette délibération propose une modification de la délibération que nous avons adoptée en février 2024 pour prendre en compte les fonctions au sein de la direction de la culture. Des réflexions plus avancées avec cette direction nous ont conduits à regarder de plus près des missions exercées en direction de l'accueil du public, lors des représentations culturelles, entre 21 h 00 et 6 h 00. Les agents concernés pourront ainsi bénéficier d'une majoration horaire afin de prendre en considération les horaires de travail.

Cela concerne les personnels suivants : les gardiens des sites sportifs, les gardiens de la Micro-Folie, les régisseurs de la direction de la culture déjà concernés, les chargés d'accueils, les coordinateurs et coordinatrices administratifs, les chargés de développement des publics de la médiation et de la médiation culturelle, les chargés de production et des actions culturelles jeunes publics, les coordonnateurs et coordinatrices culturels, les femmes managers et les médiateurs culturels.

Je vous rappelle que cette majoration des heures de nuit est fixée par voie réglementaire et qu'elle n'est pas à la libre appréciation de la collectivité.

Je vous propose donc, pour ces agents, d'adopter cette délibération.

**M. le Maire.-** S'il n'y a pas de question, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 31.

Adoptée par	42	voix	Unanimité
Présents ou représentés	42	voix	
Exprimés	42	voix	
Pour	42	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAU Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim (pouvoir donné à GAUTHIER Raymond), BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe), GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMDIOU Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	

NPPV	0	voix	
------	---	------	--

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

## 32 - Modification du Tableau des Effectifs Autorisés

**Mme Bernex.-** Nous avons désormais la présentation d'un tableau permettant de comprendre ce que nous réalisons sur le tableau des effectifs.

Une première série de modifications du tableau des effectifs autorisés vise à remplacer principalement des agents qui partent à la retraite, en mobilité, etc., et pour lesquels il faut pourvoir un remplacement de postes. La pratique veut que l'on supprime le grade occupé par l'agent qui quitte ses fonctions pour créer un grade de base, afin de procéder au recrutement ou quand il s'agit de mobilité interne, de créer le grade qui correspond au poste que nous allons recruter.

Ces créations de postes peuvent encore faire l'objet de modifications quand nous procédons au recrutement et qu'il faut adapter le grade à celui détenu par l'agent que nous recrutons.

Vous voyez que nous avons un certain nombre de postes. Ensuite, nous avons des ajustements de quotité horaire pour les professeurs du conservatoire, que ce soit en danse ou en musique. Cela fluctue en fonction de la demande.

Je vous donne un exemple : pour l'accompagnateur de piano, on passera d'une quotité de 5 h 30 à 6 h 15.

Ainsi de suite, il peut y avoir des augmentations comme des diminutions.

Enfin, nous avons la traduction du travail qui est engagé sur une bonne partie de l'année, avec les services et la DRH, pour identifier les agents qui peuvent prétendre aux avancements de grade. Cette année, nous avons 83 avancements de grade pour les personnels de la Ville.

Je vous projette ce tableau présentant les avancements de grade réalisés ces dernières années, depuis 2016. On remarque que nous avons connu un pic en 2021 et en 2024. Ce sont des années de rattrapage, particulièrement en 2021, parce que l'année 2020 étant celle des élections, nous n'avons pas procédé à des avancements de grade.

Ensuite, nous avons travaillé à une ligne directrice de gestion, que nous avons retravaillée ultérieurement en 2024, pour aboutir à quelque chose qui nous amène à des avancements de grade à un niveau assez satisfaisant pour les agents, en termes de déroulement de carrière.

Pour ces agents, je vous propose de voter cette délibération, et pour le fonctionnement des services, de voter les modifications du tableau des effectifs, tels que je les ai présentés rapidement au début.

**M. le Maire.-** Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.-** Lors d'un Conseil municipal, je vous avais fait la remarque, Madame Bernex, qu'on avait souvent des délibérations comme celle-ci.

**Mme Bernex.-** *(Intervention hors micro inaudible)*

**Mme Mabchour.-** Comment ?

**Mme Bernex.-** *(Intervention hors micro inaudible)*

**Mme Mabchour.-** Oui.

Lors de cette présentation au niveau du personnel, je vous avais demandé s'il était possible d'avoir un état du nombre d'agents direction par direction. Vous m'avez répondu qu'il était possible de le faire. Je l'avais demandé pour mieux appréhender ces créations et suppressions de postes, afin qu'on ait au moins une image à un instant T. Pour suivre ces délibérations, comme on fait des suppressions de postes et qu'on en crée d'autres, à un moment donné, on n'arrive pas à avoir une visibilité réelle des effectifs dans chaque direction.



**M. Geffroy.**- Je lisais les intitulés de poste et j'ai vu la disparition des joueurs de flûte. Je me suis dit : « Ils sont déjà au service des candidats aux élections municipales, et ils ont déserté le conservatoire ». *(Rires)*

**Un intervenant.**- *(Intervention hors micro inaudible)*

**M. Geffroy.**- À personne, à moi-même ! *(Rires)*

**Mme Bernex.**- Vous avez le tableau consolidé des effectifs, le TEA, une fois par an avec le budget primitif, mais ce n'est pas une présentation par direction.

Votre demande est différente de la présentation que nous faisons à chaque Conseil municipal. C'est quelque chose qui peut être examiné, mais je ne sais pas si le Conseil municipal est le lieu approprié pour examiner les effectifs des directions.

Cela peut être des réunions de travail de la majorité municipale pour regarder l'évolution des effectifs par direction.

Cependant, vous pouvez comparer d'une année à l'autre l'évolution des effectifs du TEA. Ici, ce ne sont que les modifications qui interviennent au gré des événements de gestion.

**M. le Maire.**- S'il n'y a plus de question, je vous invite à procéder au vote sur la délibération n° 32.

Adoptée par	42	voix	Unanimité
Présents ou représentés	42	voix	
Exprimés	41	voix	
Pour	41	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérald, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, WAVELET Manuel, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim (pouvoir donné à GAUTHIER Raymond), BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, , GEFFROY Philippe, AGUIREBENGOA Carole (pouvoir donné à CORDIN Olivier), HAMD AOUI Naïma (pouvoir donné à BOREL YERETAN Stéphanie), CORDIN Olivier, BOREL YERETAN Stéphanie, SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	1	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe)

**M. le Maire.**- Je vous remercie.

Je voudrais quand même souligner que ce tableau des effectifs autorisés n'existe pas depuis longtemps et qu'il y a eu des interpellations de l'opposition au Conseil municipal à l'époque.

Deux vœux sont présentés.



Je vais procéder à la lecture du vœu des élus du Conseil municipal de Sevrans pour la protection des nuisances du Charles de Gaulle Express. Il a été amendé, je crois, par différentes parties et sensibilités du Conseil municipal.

Vœu 1 – Vœu des élus du Conseil municipal de Sevrans pour la protection des nuisances du Charles de Gaulle Express

**M. le Maire.** - *Le Conseil municipal de Sevrans réaffirme son opposition au Charles de Gaulle Express qui ne présente aucun bénéfice pour les habitants et n'apporte, en l'état actuel des choses, que des nuisances alors que les transports du quotidien par le RER B souffrent de manques largement connus en termes de fréquence, capacité de confort, de qualité et de régularité.*

*Le Conseil municipal de Sevrans exige, pour la santé physique et mentale des riverains, et la préservation de leur cadre de vie, que les murs anti-bruit soient prolongés sans interruption tout le long des voies sur l'ensemble du parcours du Charles de Gaulle Express, en particulier à Sevrans, y compris pour l'ensemble du Parc de la Poudrerie classée « Zone de protection Natura 2000 » depuis avril 2006.*

*Ces mesures généralisées doivent être complétées au cas par cas par des mesures complémentaires concernant la réduction des nuisances sonores et des nuisances vibratoires en allant au-delà des normes minimales réglementaires en vigueur.*

*Les élus de Sevrans appuient la demande des riverains, des associations et collectifs les représentant, d'une meilleure prise en compte de leurs revendications légitimes de préservation de leur cadre de vie et d'une meilleure communication de la part de la SNCF Réseau. Dans ce cadre, il convient que chaque riverain puisse recevoir une réponse écrite lui indiquant les mesures sonores et les nuisances vibratoires relevées pour son habitation et son éligibilité au programme d'aides mises en place, ainsi que les voies de recours qu'il peut exercer contre cette décision.*

*Le Conseil municipal de Sevrans, dans la suite du courrier du 8 octobre de M. le Maire à M. le préfet de la Seine-Saint-Denis, demande aux représentants de l'État d'organiser le plus rapidement possible une table ronde réunissant l'ensemble des parties afin qu'elles puissent trouver ensemble des solutions à la dégradation du cadre de vie des Sevransais et des Sevranaises, y compris le Parc de la Poudrerie, par l'arrivée consécutive à la future exploitation du Charles de Gaulle Express.*

Je n'ai pas lu rapidement parce que je le souhaitais, mais parce que ce texte ne contient pas beaucoup de virgules. (*Rires*)

Je crois utile tout de même de communiquer, avec votre approbation, ce texte une fois que vous l'aurez approuvé, auprès des riverains, mais aussi de l'ensemble des habitants de la Commune.

Suite à une réunion organisée à la Bourse du Travail, à l'Espace Capitan, avec le réseau SNCF, les riverains présents avaient formulé plusieurs demandes afin d'obtenir enfin des réponses de la part de la SNCF. Pour résumer, ils souhaitaient l'ouverture d'un véritable dialogue et une réelle prise en considération de la part de cette organisation.

Nous avons pensé utile d'émettre ce vœu pour avoir toute la solennité nécessaire, l'adresser au préfet de la Seine-Saint-Denis, mais aussi de la Région, et d'organiser une table ronde avec toutes les parties prenantes : les riverains, le réseau SNCF, parce que tout le monde se renvoyait la balle au cours de cette réunion. À un moment donné, il faut être très clair.

Marwa Brahim nous apportera plus de précisions que moi à ce sujet.

Pour terminer, depuis au moins 2017, je me souviens d'une réunion publique organisée dans la salle des fêtes qui soutenait une mobilisation de l'ensemble des habitants contre le CDG Express, mais pas seulement à Sevrans, il y avait d'autres collectivités. Je me

souviens de Mitry-Mory et de beaucoup d'autres. Cela avait rejailli au Conseil de territoire aussi, à l'EPT, mais nous avons poussé un peu les choses. Je tiens à le redire.

La preuve en est : bien que nous n'ayons pas assez de murs antibruit, nous en avons, contrairement à d'autres communes qui n'en ont pas. C'est un peu de cela qu'il est question, même si je pense qu'il n'y en a pas assez comme les riverains l'ont dit, et que cela devrait être un peu généralisé partout.

De même, il a été fait état dans le journal *Le Parisien* de rencontres avec des maires, entre le préfet de la Seine-Saint-Denis, de la Région et ces maires, Drancy et Tremblay-en-France, pour connaître les revendications de ces villes.

Ils ont rencontré tous les maires, y compris moi-même. J'avais alors répété les revendications que nous avons déjà élaborées et portées avec les habitants lors de cette mobilisation contre le CDG Express.

Il existe un dialogue avec l'État, parce que c'est le principal décisionnaire en la matière, qui doit se poursuivre, se maintenir. Nous devons même être exigeants et nous nous y engagerons de cette manière. La discussion sur ce vœu et cet envoi auprès des autorités préfectorales ne doit être qu'une étape. Il faut en imaginer bien d'autres, surtout avec les habitants que nous irons rencontrer.

Marwa Brahim.

**Mme Brahim.** - Merci.

En effet, les riverains sont dans l'incompréhension totale, malgré ces nombreuses années où, historiquement, la Ville, l'EPT Paris Terres d'Envol et un certain nombre de maires avaient pris position contre le Charles de Gaulle Express.

Maintenant, le Charles de Gaulle Express a été imposé, malgré les recours en justice et les habitants aujourd'hui ont des visites, des contre-visites, sont dans l'incompréhension, n'ont même pas de retour de rapport.

Une réunion a eu lieu le 5 octobre, mais il faut bien comprendre, et j'en suis très fière, qu'un comité des riverains a été mis en place à la suite de l'initiative des militants de la France Insoumise de Sevrans qui ont permis cette réunion. Un collectif s'est formé et une pétition compte plus de 250 signatures à l'heure actuelle.

À la suite de cette pétition, trois porte-parole ont été désignés dans le cadre de ce collectif et ont interpellé M. le Maire pour qu'une rencontre soit organisée. Celle-ci a eu lieu le 5 octobre avec la SNCF et très vite, on s'est tous rendu compte que la SNCF n'était pas le bon interlocuteur. Ils ne savaient pas répondre aux questions et disaient : « c'est au-dessus de nous ». En d'autres termes, il fallait voir avec le préfet.

Ils étaient encore plus dans l'incompréhension qu'ils ne l'étaient depuis le début.

Aujourd'hui, ce vœu est une étape importante politiquement. Elle est portée, j'espère qu'elle sera votée par tous les élus de ce Conseil municipal.

Maintenant, on ne peut pas s'arrêter là en disant que l'on attend que l'État vienne nous voir. À mon avis, une rencontre doit se tenir dans les plus brefs délais entre la Municipalité, les élus en charge et tous les riverains concernés.

Vous l'avez dit également, la maire de Mitry-Mory est l'initiatrice d'un collectif dans sa ville, d'autres ont été mis en place, notamment dans la ville de Tremblay-en-France. À mon avis, il faut coordonner ces forces, et c'est en cours, mais il est urgent, déjà à Sevrans, d'organiser une rencontre avec le maire puisque l'attente est considérable. Celle-ci permettra d'établir une feuille de route claire pour l'imposer à l'État.

Il ne s'agit pas simplement de dire que l'État doit revenir vers nous, il faut ce rapport de force plus que jamais nécessaire, parce qu'aujourd'hui, on est dans la phase opérationnelle. Lors de la réunion du 5 octobre, ils ont dit que le chantier est ouvert de 23 h 00 jusqu'à 5 h 00 du matin. Les gens ne savent pas ce qu'il en ressort et n'ont même pas aujourd'hui de garantie de ce qui se passera à l'avenir. C'est absolument intolérable, quand on sait les mastodontes que

sont la SNCF et ADP. En tant qu'élus, nous devons nous saisir de ce vœu plus que jamais en raison d'une question politique qui se pose.

Il y a les sujets juridiques, chacun contestera si les procédures ont été mal faites, mais il y a ce rapport de force politique que l'on doit plus que jamais mener. Vraiment, je vous invite tous à vous saisir de ce sujet à l'occasion de ce vœu pour organiser les rencontres. Il plaira à chacun de participer à cette réunion, mais les riverains ont vraiment besoin de notre mobilisation.

**M. le Maire.-** Madame Mabchour.

**Mme Mabchour.-** Ce vœu, c'est aussi le travail qui a été fait par les riverains depuis un certain nombre d'années, même si, parfois, ils se sont organisés seuls. Ils ont communiqué pendant assez longtemps seuls et étaient seuls face aux gestionnaires et aux responsables des travaux du CDG Express. On peut se féliciter de leur mobilisation, des réponses insatisfaisantes peut-être qui leur ont été apportées, mais il n'empêche que ce sont les citoyens qui ont établi le dialogue avec les interlocuteurs. Cela n'a pas été à l'initiative de la Ville.

Je rejoins l'idée de se mobiliser contre le CDG Express, mais il est là. Il s'agit maintenant de se mobiliser contre les éventuelles nuisances, et celles qui sont déjà en cours. Des nuisances seront liées à ce CDG Express qui passera toutes les cinq minutes, d'où les murs antibruit, et tout le monde est d'accord pour revoir la copie des services de l'État qui doit prendre en compte tous les riverains qui seront impactés.

Mais d'autres choses sont à prendre en compte qui sont de la responsabilité de la Ville et pour lesquelles on n'a pas besoin de rencontrer l'État ou un autre partenaire.

Aujourd'hui, les travaux, tu l'as dit Marwa tout à l'heure, se réalisent et des camions passent comme ils le veulent à toute heure. Au départ, il n'y avait même pas un coin de chantier pour les ouvriers, puisqu'ils mangeaient à l'extérieur. Ils vivaient à l'extérieur quand ils prenaient leur pause.

Les riverains se sont mobilisés pour l'installation d'une vraie base de chantier, mais une fois la base de chantier obtenue, et tant mieux pour le bien-être au travail des ouvriers, il reste aussi tous les passages incessants des camions qui sont quand même d'un poids assez important. Une partie de la chaussée est actuellement abîmée, des réclamations ont été faites régulièrement pour savoir qui est le responsable et qui doit réparer. Cela fait plus de deux ans que les riverains demandent au moins que certains trottoirs, qui deviennent dangereux, soient réparés, et personne ne les répare. Je pense qu'il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une mobilisation pour répondre à ce genre d'interpellation.

Également, le nettoyage, car quand les camions passent, etc., la voirie commence à être dans un état assez sale. En fait, tous ces points relèvent de la Municipalité, ils peuvent être pris en charge et on peut répondre rapidement aux riverains. Évidemment, il y a ce que tu disais Marwa : tout l'aspect beaucoup plus important concernant le combat à venir sur ce CDG Express.

J'aime beaucoup l'expression des différents collectifs qui se sont un peu organisés partout et qui datent de l'annonce de ce projet. La Seine-Saint-Denis va subir toutes les nuisances et on le voit aujourd'hui avec les travaux, avec des riverains à qui on a imposé quelque chose dont ils ne bénéficieront pas, et pour lesquels on ne prend pas toutes leurs demandes en considération. En même temps, les bénéfices n'iront pas à ces territoires. À nouveau, la Seine-Saint-Denis subit les nuisances et tous les inconvénients, mais les recettes ne retombent pas sur la Seine-Saint-Denis.

**M. le Maire.-** Je voudrais juste apporter une contradiction.

Ce n'est pas à la Municipalité, à la Ville, de payer à la place de la SNCF pour les nuisances. Il n'y a pas de polémique, c'est normal. Les dégâts sur la voirie, ce n'est pas à nous de payer. Stop ! Nous avons eu des rencontres avec l'ADESS et d'autres riverains pour nous faire ces signalements et nous avons interpellé la SNCF. Je les ai rencontrés. Je peux vous dire que c'est un vrai labyrinthe. Ce ne sont jamais eux. Il a fallu rencontrer différents organismes.

La Ville n'est pas le bouc émissaire de toutes les tribunes que l'on pourrait avoir. Nous sommes mobilisés également, je l'ai rappelé, depuis 2017, sur ce point. Il faut vraiment arrêter de dire des choses inexactes. Je considère que le réseau SNCF, tel qu'ils ont répondu aux habitants dans la réunion à laquelle j'ai participé à l'espace Capitan, doit être responsable de l'organisation d'un chantier, d'une base vie, du nettoyage et des démolitions de la voirie. Je suis désolé, mais ce n'est pas à la Ville de payer. En revanche, que nous soyons mobilisés pour qu'ils soient en responsabilité et qu'ils nous indemnisent, oui, mais il ne faut pas tout mélanger.

J'apporte cette contradiction parce que je trouve que les mots ont un sens et cela devient grave. À un moment donné, la Ville est aux côtés des habitants. Arrêtons !

Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.** - Nous voterons bien sûr ce vœu, nous y avons apporté quelques petites modifications.

Je tiens à dire que le CDG Express est d'envergure nationale. On n'y peut malheureusement rien, sauf à intervenir effectivement par rapport à la protection, et notamment les murs antibruit, etc. Je dois dire aussi qu'il ne faut pas abandonner l'amélioration du RER B qui est, aujourd'hui, une catastrophe pour nos habitants. Le week-end, il n'y a quasiment plus rien, etc., et je dois dire que sur ce point, la Région a fait un effort particulier parce qu'elle a engagé 1 Md€ pour l'amélioration de la ligne B. Il ne faut pas céder sur la ligne B qui doit être améliorée au service de l'ensemble de nos habitants.

**M. le Maire.** - Madame Saki.

**Mme Saki.** - Merci, Monsieur le Maire.

Concernant le CDG Express, je voulais juste, par souci de protection, rappeler que, souvent, quand le CDG passe et qu'il est déjà presque arrivé à Aulnay-sous-Bois, on nous dit : « train sans arrêt ». Par précaution, ce serait bien que la SNCF...

**Un intervenant.** - Ce n'est pas le CDG.

**Mme Saki.** - Oui, c'est le direct.

**Un intervenant.** - La ligne B.

**Mme Saki.** - Oui, je m'entends.

Souvent, quand il arrive à Aulnay-sous-Bois, c'est là qu'on nous informe d'un train sans arrêt. Alors que tout le monde est déjà proche, il arrive avec un courant d'air très puissant. On parlait tout à l'heure de la protection humaine, il serait bien aussi que, lors des commissions, étant donné qu'on n'est pas souvent dans les réunions publiques que vous faites avec les décideurs, la SNCF informe en amont quand le train passe, au niveau des Beaudottes surtout, parce qu'il est déjà passé quand on nous l'annonce.

Merci beaucoup.

**M. le Maire.** - Claude Chauvet.

**M. Chauvet.** - C'est juste pour dire que la Ville est toujours aux côtés des habitants. D'ailleurs, on n'hésite pas à m'appeler quand il y a un problème et on voit comment on réagit. Nous avons envoyé la Police municipale, par exemple, pour constater des manquements opérés par la SNCF Réseau.

On parlait des camions, mais je parlerai du respect des arrêtés que nous avons délivrés. Simplement, les arrêtés ne permettent pas de faire n'importe quoi, ils disent précisément là où l'on a le droit d'aller et, normalement, les gros camions n'ont pas le droit de circuler sur la voirie. Ils doivent être transportés sur des véhicules adaptés pour cela. On en voit dans le BTP, c'est très courant. Or, la SNCF, ou plutôt ses sous-traitants qui ne sont pas contrôlés par SNCF Réseau, fait quelquefois n'importe quoi et, systématiquement, les riverains nous signalent des manquements quelquefois assez graves.

Nous sommes aux côtés évidemment des habitants.

**M. le Maire.** - Madame Mabchour, vous voulez prendre la parole ?

**Mme Mabchour.** - J'ai toujours des choses à dire.

J'essaie simplement de dire que des signalements ont été faits, notamment sur certaines voiries, depuis un certain temps. Je sais que la Ville ne doit pas tout assumer, je l'entends, mais on ne peut pas laisser les riverains avec la SNCF qui leur dit qu'elle n'est pas concernée. La Ville dit, à juste titre : « ce n'est pas nous, c'est la SNCF qui a endommagé le trottoir ». On ne peut pas rester dans cette situation, où nous-mêmes, collectivité, allons renvoyer la balle. Non, on accompagne et on essaie de régler ces problèmes, et surtout cette voirie.

**M. le Maire.** - On est d'accord.

S'il n'y a plus de question, je vous invite à procéder au vote sur le vœu 1.

**M. Wavelet.** - Un comique dans son sketch dit « *Moi, je ne parle pas avec toi. Arrête de parler. Si tu veux parler, parle au Parlement.* » Eh bien, va au Parlement ! Pardon. (*Rires*) (*Animation dans la salle*)

Adoptée par	34	voix	Unanimité
Présents ou représentés	38	voix	
Exprimés	34	voix	
Pour	34	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérard, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim (pouvoir donné à GAUTHIER Raymond), BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, , SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	
NPPV	4	voix	DA SILVA Élodie, WAVELET Manuel, GEFFROY Philippe, CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFFROY Philippe)

**M. le Maire.** - Je vous remercie.

S'il vous plaît, je vais retenir votre attention encore un peu. Un autre vœu vous a été transmis. Mme Marwa Brahim va le présenter.

[Vœu 2 - Vœu pour la paix et la fin du blocus humanitaire à Gaza et les sanctions contre l'État d'Israël](#)

Madame Marwa Brahim.

**Mme Brahim.** - Merci.

Présentation du dernier vœu et pas des moindres, mais avant, si vous me le permettez, j'aimerais remercier les membres du collectif Sevrans Palestine - dont une partie est présente ce soir - pour leur mobilisation et leur courage. Nous avons la chance, à Sevrans, d'avoir un collectif Sevrans Palestine mobilisé sans relâche pour la défense des droits humains, et en particulier leur volonté de faire taire ce qui se passe actuellement dans les territoires occupés de Gaza et le génocide en cours.

Au nom, je me le permets, du Conseil municipal, je voulais vous remercier puisque vous avez également été à l'initiative de ce vœu que je vais présenter, qui a été évidemment amendé par l'ensemble des élus de la majorité siégeant dans ce Conseil municipal.

*Le 8 décembre 2023, par sa délibération n° 32, le Conseil municipal de Sevran avait adopté à l'unanimité « un vœu relatif à la paix au Proche-Orient ».*

*Deux ans plus tard, le Conseil municipal de Sevran réitère sa condamnation la plus ferme des actes terroristes commis par le Hamas contre les populations civiles israéliennes le 7 octobre 2023.*

*Depuis octobre 2023, selon l'UNICEF :*

*Dans la bande de Gaza*

- *67 869 morts sont recensés,*
- *30 % des victimes identifiées ont entre 0 et 18 ans ;*
- *169 841 personnes ont été blessées, dont 45 000 enfants ;*
- *1 900 000 civils ont été déplacés ;*
- *Hôpitaux, écoles, réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement sont détruits ou hors service ; neuf entreprises sur dix ont cessé leurs activités.*

*Parallèlement, en Cisjordanie :*

- *Plus de 975 personnes ont été tuées dont 223 enfants ;*
- *Au moins 9 700 personnes ont été blessées dont 1 676 enfants ;*
- *Plus de 40 000 personnes ont été déplacées.*
- *La colonisation israélienne continue, multipliant les obstacles à une solution pacifique.*

*Le 16 septembre 2025, la Commission d'enquête du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a conclu qu'Israël commettait à Gaza un génocide, tel que défini par une convention adoptée en 1948 par les États-membres des Nations Unies.*

*Certes, le 22 septembre 2025, la France a reconnu officiellement l'État de Palestine. À ce jour, 158 pays ont affirmé ainsi leur volonté d'une paix juste, fondée sur le droit international et la solution à deux États. Mais l'Union européenne continue de maintenir son accord d'association avec Israël, en contradiction avec l'article 2 de ce même accord qui conditionne les relations économiques au respect des droits humains fondamentaux.*

*Certes, un accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas a été conclu le 9 octobre 2025, offrant un fragile répit à une population épuisée et traumatisée. Mais Israël continue de refuser les résolutions des Nations Unies sur le « règlement pacifique de la question de la Palestine », qui appelle à « deux États, Israël et la Palestine, côte à côte, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, fondées sur les frontières d'avant 1967 ». Or, l'acceptation du cadre convenu par les Nations Unies est un préalable indispensable à la construction d'une paix durable.*

*Devant ces faits, le Conseil municipal de Sevran :*

*- Affirme son attachement au respect du droit humanitaire international, et au droit pour chacun des deux peuples, israélien et palestinien, de vivre en sécurité et en paix, conformément aux résolutions des Nations Unies*

*- Exprime sa solidarité avec le peuple palestinien, victime d'une crise humanitaire sans précédent, et rend hommage aux ONG, personnels médicaux et humanitaires qui interviennent sur place malgré les risques*

*- Appelle à la levée du blocus à Gaza et à l'arrêt des expropriations et de la colonisation des terres palestiniennes en Cisjordanie, et à Jérusalem-Est*

*- Appelle à la libération de tous les prisonniers palestiniens, notamment de M. Marwan Barghouti, ainsi qu'au respect des décisions de la Cour pénale internationale*

*- Appelle le Gouvernement français à engager des actions urgentes et concrètes :*

- *pour un embargo immédiat sur les ventes et les exportations d'armes et d'équipements militaires à destination d'Israël, et le gel des transferts de technologie à double usage*
- *pour la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël en vertu de l'article 2 du texte, soulignant que les relations entre l'Union européenne et Israël reposent sur « le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques »*
- *pour la reconstruction des infrastructures et de l'économie gazaouies sous gouvernance palestinienne*
- *pour le soutien aux enfants, aux jeunes et aux centaines de milliers de personnes durablement traumatisées par ces deux années de guerre aveugle*

*- Déclare sa disponibilité pour participer à des actions concrètes de soutien aux populations palestiniennes prises par les agences des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge, le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine, ou toute autre association présentant les garanties nécessaires.*

Je vous invite donc à voter ce vœu.

**M. le Maire.** - Merci. Y a-t-il des interventions ?

Monsieur Geffroy.

**M. Geffroy.** - Merci, Monsieur le Maire.

Comme vous nous avez dit, Monsieur le Maire, qu'on ne pourrait pas aborder les décisions du maire compte tenu qu'on n'était pas dans les délais de transmission de ces décisions du maire, nous regrettons qu'effectivement il y ait eu, dans ce vœu, un jeu de yo-yo qu'on n'a pas bien compris. Nous avons reçu cinq versions différentes. Mme Brahim dit que ce texte a été rédigé par la majorité. De ce fait, cela nous exclut.

Compte tenu de ces conditions, nous ne participerons pas au vote.

Pour autant, je tiens à réaffirmer solennellement ma position personnelle qui est aussi celle de mon groupe, que pour nous, il n'y a aucun souci, il doit y avoir le respect de deux États, pleins et entiers, protégés par l'ensemble de la communauté internationale. Il doit y avoir des sanctions, les dirigeants même d'États qui ont commis des exactions doivent rendre gorge.

Le peuple palestinien et le peuple israélien n'ont pas toujours été en accord avec leurs dirigeants ou les terroristes qui ont pu mener des exactions.

Pour autant, le droit au peuple palestinien d'exister dans un État sûr et reconnu est fondamental, et je me félicite que la France soit au cœur du dispositif. On aurait même pu faire beaucoup mieux et beaucoup plus tôt.

Tout à l'heure je vous parlais des réflexions du Général de Gaulle qui interrogeait sur ce conflit déjà dans les années 60, parlait d'un peuple dominateur, sûr de lui, etc. Je n'irai pas jusque-là et De Gaulle avait des références historiques. D'un autre côté, on doit être aux côtés de ceux qui souffrent, de cette infamie que l'on a créée par rapport au peuple palestinien, je suis complètement d'accord. Quand je vois ces enfants qui sont en train de mourir de faim, etc., on doit agir et réagir, comme on doit effectivement agir et réagir si des Israéliens subissaient les mêmes séquences et les mêmes sévices, totalement. C'est pourquoi je suis vraiment meurtri de ne pas voter ce vœu compte tenu de ces allers-retours.

Je tiens à vous annoncer, Monsieur le Maire, que dans les prochaines semaines, et je suis en complet accord avec sa position, vous serez prévenu et il viendra - si vous le recevez - vous saluer en tant que premier magistrat de cette Ville, M. Dominique de Villepin sera dans notre Commune pour saluer les Sevranaï et converser avec eux. Si vous le recevez, il acceptera de vous saluer en tant que premier magistrat.

**M. le Maire.** - Monsieur Bacon.

**M. Bacon.** - Je tenais à remercier le collectif Sevrans Palestine et à informer le Conseil municipal que la Palestine sera mise à l'honneur au cours de deux temps forts dans les semaines à venir :

- Le 25 octobre à la Micro-Folie. À cette occasion, un artiste palestinien Maisara Baroud, proposera une performance puisqu'il a créé des œuvres en situation à Gaza sous les bombes. Son œuvre s'intitule « *I'am still alive* » « *Je suis encore vivant* ». Il propose de faire une performance à la Micro-Folie ce jour-là, devant le public et avec une reconstitution sonore et sensorielle de ce qu'il a vécu là-bas et de produire une œuvre en direct.

Ce sera le premier rendez-vous.

- Ensuite, pendant dix jours, ses œuvres seront exposées à la Micro-Folie et nous clôturerons le cycle avec la diffusion du film *No Other Land* - que certains d'entre vous ont peut-être déjà vu -, qui a été oscarisé. Plusieurs temps forts se succéderont pendant ces dix jours à la Micro-Folie.

C'est une initiative du collectif Sevrans Palestine, de l'association Espoir et Avenir, et bien sûr de la Ville de Sevrans.

La communication sera faite par les réseaux de la Ville parce que cela s'est construit au dernier moment ; vous aurez bientôt les dates des événements précis.

Je trouve la situation particulièrement émouvante parce que ce vœu est signé 64 ans, jour pour jour, après que 200 de nos frères algériens ont été massacrés à Paris le 17 octobre 1961. C'est une coïncidence absolue. J'ai proposé à M. le Maire tout à l'heure d'avoir la possibilité, après avoir voté ce vœu, de rendre hommage aux Algériens, aux innocentes victimes de 1961 et, évidemment, à tout le peuple palestinien qui a beaucoup souffert depuis.

**M. le Maire.**- Monsieur Jous.

**M. Jous.**- Merci.

Monsieur le Maire, précédemment, lors de ce Conseil municipal, vous avez dit que l'on n'avait pas raison tout seul et mis en lumière l'importance de l'intelligence collective et le fait qu'il était intéressant d'avoir différents débats sur les sujets qui nous occupent.

À mon grand regret, je découvre ce vœu sur la table aujourd'hui.

J'apprends que M. Geffroy l'aurait reçu dans les jours précédant le Conseil municipal, ce qui n'est pas mon cas.

J'estime une nouvelle fois être encore discriminé par votre majorité sur le travail établi au sein de cette assemblée.

Au vu de l'importance de ce vœu, parce que la situation y est dramatique et que j'ai exprimé ma position publiquement sur l'atrocité et l'horreur de ce conflit et de toutes ces victimes que cela a engendré, j'aurais aimé être consulté. J'aurais aimé peut-être apporter ma pierre à l'édifice pour ce vœu, mais encore une fois, vous avez fait un choix différent : celui de l'exclusion, de la mise sur le côté, du mépris, et c'est très décevant, notamment pour un sujet d'une importance aussi capitale que celui-ci.

Alors, je me demande quand ce vœu a été rédigé, s'il a été présenté dans les délais, je ne sais pas, mais je dirais peu importe, au vu de l'importance et de l'urgence à agir promptement avec efficacité et de délivrer un message de paix et de solidarité.

Ce vœu, je le voterai tout de même, par reconnaissance et respect envers toutes les victimes innocentes de ce conflit, de ce massacre, mais également en reconnaissance du travail effectué par le collectif dans la ville de Sevrans, déterminé, depuis de nombreuses années maintenant, encore plus ces derniers temps avec les atrocités que l'on a pu tous constater à travers les médias, parce que nous ne pouvons le vivre qu'à distance.

Je le voterai, mais avec le profond regret de le découvrir sur la table, et de ne pas avoir pris part à cette solidarité communale qui aurait pu dépasser les clivages politiques. Mais bon, qu'il en soit ainsi.

**M. le Maire.**- Madame Saki.

**Mme Saki.**- Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu, je le voterai également, car en tant que militante des droits de l'Homme et de la Femme, j'ai toujours œuvré pour l'égalité des chances et des droits. Malheureusement, la discrimination municipale, ayant encore brillé comme d'habitude, nous a privés de l'élaboration



de ce vœu ensemble. On aurait peut-être pu l'enrichir davantage, vu la force de la diversité que nous avons dans cette commune, dans cette municipalité.

Je suis très ravie que la France ait officiellement reconnu les droits de la Palestine aux instances internationales.

Maintenant, j'interviens avec ma casquette de présidente de l'association des Français d'origine ivoirienne et des amis de la Côte d'Ivoire. J'aurais bien voulu entendre la France aussi à propos des expatriés vivant en Côte d'Ivoire ou des peuples francophones, car dans dix jours, nous y aurons des élections présidentielles et la France soutient officiellement et officiellement le quatrième mandat. On aurait pu, dans le cadre de la diplomatie préventive, sauver des vies. J'espère qu'on n'aura pas des vœux à faire pour soutenir les expatriés ou réfugiés ivoiriens dans cette commune malheureusement, alors que l'on pourrait sauver des vies simplement en respectant les constitutions africaines qui sont francophones, puisqu'elles sont calquées sur la constitution française.

Je voterai en faveur de ce vœu, mais je souhaiterais que les municipalités, étant donné que nous sommes des élus locaux et que des zones francophones sont concernées par toutes ces discriminations, aient aussi un regard sur les zones francophones, parce que nous y avons des expatriés français, et quand ils reviendront ici, ils seront beaucoup plus exigeants que les migrants qui sont en France, qui sont moins exigeants que les expatriés dans les pays francophones.

C'est vrai, cela ne semble pas concerner les Sevranaï, mais cela concerne l'ensemble des Français sur le continent africain, la zone francophone surtout. Quand je pense à la RDC, par exemple, qui est l'État ayant le plus grand nombre de locuteurs français, il y a plus de francophones en RDC, au Congo-Kinshasa qu'en France, même qu'au Canada. C'est ce que je voulais vous dire.

Au nom de la paix et de l'amitié entre nos peuples, je voterai pour ce vœu.

Merci beaucoup.

**M. le Maire.** - S'il n'y a plus de question, je vous invite à procéder au vote sur le vœu

n° 2.

Adoptée par	36	voix	Unanimité
Présents ou représentés	38	voix	
Exprimés	36	voix	
Pour	36	voix	BLANCHET Stéphane, BERNEX Brigitte, MERIGUET Dominique (pouvoir donné à CHAUVET Claude), BACH RUSSO Safia, CHANTRELLE Laurent, BENAMMOUR Mériem (pouvoir donné à BOITTE Gilles), BACON Jean-François, ARAB Dalila, JACQUART Ludovic, MEKKI Chérifa, CHAUVET Claude, DA SILVA Élodie, BASTARAUD Sébastien MOULINNEUF Serge, PEDRAZO Jennifer (pouvoir donné à CHANTRELLE Laurent), GAUTHIER Raymond, MOILIME Hassanata (pouvoir donné à BACH RUSSO Safia), YILDIZ Umit (pouvoir donné à BACON Jean-François), ROUSSEL Danièle, BOITTE Gilles, BATUAMBA Ivette, VELTHUIS Asaïs, KOUYATE Hawa, PRUNIER Gérard, CHERIGUENE Abdelouaheb, LARDIC Stéphan, CAMARA Mariama (pouvoir donné à BERNEX Brigitte), LOUJAHDI Brahim (pouvoir donné à GAUTHIER Raymond), BAILLON Jean-François (pouvoir donné à ARAB Dalila), BRAIHIM Marwa, GUE Elisabeth, DI ZAZZO Jean-Charles, , SAKI Mireille, JOUS Sullivan, MABCHOUR Najat
Contre	0	voix	
Abstention	0	voix	

NPPV	2	voix	CAMARA N'Na Fanta (pouvoir donné à GEFROY Philippe), GEFFROY Philippe
------	---	------	--

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

*(Applaudissements)*

Mes chers collègues, nous allons procéder à une minute de silence comme il a été convenu.

**Une intervenante du public.-** Juste un mot pour remercier le Conseil municipal, malgré toutes les difficultés, certains élus ont été exclus, on ne comprend pas ce qui s'est passé. Nous voulons remercier l'ensemble du Conseil municipal et nous nous félicitons du vote de ce vœu.

*(Debout, les conseillers municipaux observent une minute de silence en la mémoire des innocentes victimes de 1961 et de tout le peuple palestinien.)*

**M. le Maire.-** Je vous remercie.

Il est 2 h 37, le Conseil municipal s'arrête.

*(La séance est levée à 02 h 37.)*

**Groupe « Front de Gauche, communistes et citoyens »**

Bacon Jean-François (Président), Bastarud Sébastien, Batuamba Ivette, Bernex Brigitte, Camara Mariama, Kouyate Hawa, Prunier Gérald, Moulinneuf Serge, Yildiz Umit

**Sevran  cologie - Europe  cologie les Verts / groupe des élu-e-s écologistes**

Arab Dalila (Présidente), Baillon Jean-François, Chauvet Claude, Gauthier Raymond, Loujahdi Brahim, M riguet Dominique, Roussel Danièle, Velthuis Asa s.

**Groupe des «  lus socialistes »**

Chantrelle Laurent (Président), Pedraza Jennifer, Wavelet Manuel

**Groupe des élu-e-s citoyens-nes de gauche engagé-es pour Sevran**

Boitte Gilles (Président), Bach-Russo Safia, Benammour M ri m, Cherigu ne Abdelouaheb, Da Silva Elodie, Elisabeth Gué, Jacquart Ludovic, Lardic Stéphan, Mekki Chérifa, Moilime Hassanata.

**Intergroupe Union de l'Opposition Républicaine, Aimer Sevran et Vers une nouvelle dynamique**

Geffroy Philippe (Président), Hamdaoui Naïma, Aguirrebengoa Carole, Borel Yeretan Stéphanie, Cordin Olivier, Camara N'na Fanta, Arnaud Libert, Perran Dominique Abelle, Étienne Walnex

** lus non-membres d'un groupe**

Stéphane Blanchet, Marwa Braihim, Jean-Charles Di Zazzo, Mabchour Najat (majorité)

Jous Sullivan, Saki Mireille (opposition)

Monsieur le secrétaire de séance

Monsieur le Maire